



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Reagan, Thatcher, Giscard d'Estaing and Co

**BAS LES PATTES
DEVANT
LA RÉVOLUTION
AU SALVADOR !**

Contre l'escalade militaire impérialiste en Amérique centrale !

Pas un sou, pas une arme, rupture des relations diplomatiques avec la Junte !

Pour la victoire du Front Farabundo Martí de libération nationale !

Pour la défense de la révolution nicaraguayenne et de l'État ouvrier cubain !

Sommaire du n° 96 du 2 mars 1981

3	EDITORIAL	Défendre la révolution salvadorienne !	INPRECOR
5	EL SALVADOR	La Junte tente de paralyser la population par la terreur	Ana Maria HERNANDEZ
7	NICARAGUA	« Tout le peuple doit rejoindre les milices ! »	Fred MURPHY
8	ARGENTINE	L'entrée en fonction du général Viola, nouveau dictateur choisi par la dictature	A. HEREDIA
14	BELGIQUE	Forte résistance ouvrière à l'offensive d'austérité	François VERCAMMEN
15	BELGIQUE	La crise de la concertation sociale	François VERCAMMEN
20	POLOGNE	Les partis communistes et le soulèvement polonais	Jacqueline ALLIO
27	POLOGNE	Les avancées du mouvement de masse et la contre-offensive de la bureaucratie	Secrétariat unifié de la IVe INTERNATIONALE
32	IRLANDE	Après l'attentat contre Bernadette Devlin et son mari	« PEOPLE'S DEMOCRACY »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Inprecor, abonnement un an (25 numéros) pour tous pays 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom _____

Numéro et Rue _____

Commune _____

Code postal _____ Bureau distributeur _____

Pays _____

Défendre la révolution salvadorienne !

LA vaste offensive menée par l'impérialisme américain pour défendre le pouvoir menacé de la dictature et des classes possédantes au Salvador est la plus importante escalade contre-révolutionnaire depuis sa défaite au Vietnam en 1975. Elle se développe à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, l'administration Reagan accentue l'aide militaire, économique et politique à la Junte militaire et démocrate-chrétienne. Ensuite, elle cherche à préparer l'opinion publique américaine à accepter cette politique. Elle veut effacer de sa mémoire — notamment parmi la classe ouvrière ou les couches les plus opprimées et les plus touchées par la crise — le souvenir du « traumatisme vietnamien ». Enfin, au travers d'une grande offensive diplomatique, elle vise à obtenir la neutralité, sinon l'appui des principaux alliés régionaux et internationaux de Washington.

Avant tout, Washington veut l'écrasement militaire de l'essentiel des forces de la guérilla et des organisations de masse ouvrières et paysannes de la résistance salvadorienne. Mais, il a aussi d'autres objectifs. Pour l'administration américaine, il s'agit non seulement de faire du Salvador un « exemple », mais de « contenir » puis de refouler toute la vague révolutionnaire qui a commencé à déferler en Amérique centrale depuis le renversement révolutionnaire de Somoza en juillet 1979. Washington ne pense pas mener la « contre-révolution dans un seul pays ». Au-delà des attaques, qui militairement se concentrent aujourd'hui contre les masses salvadoriennes et leurs organisations, c'est la révolution nicaraguayenne et l'Etat ouvrier cubain — accusés d'aider directement la guérilla au Salvador — qui sont menacés.

INTOXIQUER

Aux Etats-Unis, une étude faite par l'école de journalisme de la célèbre Université de Columbia a révélé que, à la fin du mandat de Carter, des consignes discrètes mais suivies ont été données par les cercles officiels de Washington aux grands moyens de communication. Il fallait présenter systématiquement les guérillas salvadoriennes comme étant des « terroristes » face à une Junte qui veut, elle, opérer des « réformes ». La même étude révèle que sur dix informations parues dans les plus grands médias américains sur le Salvador et présentées comme objectives, huit ont pour source les gouvernements de Washington et de San Salvador.

Un film de 25 minutes intitulé *Attaque contre les Amériques*, financé par un groupe de pression ultra-réactionnaire — le Conseil de sécurité américain — a déjà été diffusé sur les chaînes locales de télévision de plus de 31 villes. Ronald Reagan, Henry Kissinger et Jane Kirkpatrick, ambassadeur des USA à l'ONU, en sont les vedettes et dépeignent les « dangers » encourus par les Etats-Unis en Amérique centrale (*Latin American Weekly Report*, 20 février 1981).

Cette campagne d'intoxication doit cacher le fait, pourtant si évident, que Washington porte à bout de bras le pouvoir d'une oligarchie exerçant une terreur de masse, et qu'il n'admet pas que les peuples puissent prendre en mains leur destin dans la « chasse gardée » des Etats-Unis que devrait être, selon lui, l'Amérique centrale.

Le nouveau secrétaire d'Etat, le général Alexander Haig, a d'ailleurs expliqué que le principal objet de la mission américaine envoyée en Europe était de combattre la campagne de propagande accusant les Etats-Unis d'entamer une « interven-

tion directe au Salvador » (*International Herald Tribune*, 20 février 1981).

LA DIPLOMATIE AU SERVICE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Sur le plan diplomatique, l'administration républicaine a engagé de vastes manœuvres. Laurence Eagleburger, ancien adjoint de Kissinger, a visité Bruxelles, Londres, Paris, La Haye et Bonn, pour rechercher l'appui des gouvernements européens, après avoir « démontré » l'acheminement au Salvador d'armes en provenance de Cuba, du Nicaragua et même du Vietnam... Alexander Haig a réuni à Washington, le mercredi 18 février, les ambassadeurs américains en Nouvelle-Zélande, Australie, Japon et Espagne afin qu'ils s'occupent de « construire un soutien international aux initiatives à venir de l'administration Reagan » (*International Herald Tribune*, 23 février 1981). Enfin, Vernon Waters, ancien sous-directeur de la CIA, doit faire le tour des capitales sud-américaines pour expliquer les plans de l'impérialisme.

Tout ce branle-bas doit permettre d'empêcher un isolement international de la Junte et éviter que ne se reproduise un phénomène qui avait atteint toute son ampleur dans les derniers jours du régime Somoza. Dans cet essai de « redorer » le blason du gouvernement salvadorien, les émissaires de Reagan utilisent à la fois l'apport et la « carte de visite » que continue de représenter la participation des démocrates-chrétiens à la Junte. Ceci est vrai non seulement pour certains pays latino-américains comme le Venezuela, la Colombie et le Costa-Rica, mais aussi pour des secteurs importants de la bourgeoisie européenne. On se rappelle comment le giscardien Jean Lecanuet a salué l'action de son homologue Napoleon Duarte. En outre, la carte démocrate-chrétienne nourrit la démagogie impérialiste sur les « plans de réformes » que Napoleon Duarte et ses pairs mettraient en œuvre dès que la guérilla d'extrême-gauche serait liquidée.

Une partie de l'argumentation nord-américaine s'évertue à démontrer — à des gouvernements qui ne demandent d'ailleurs qu'à être convaincus — les dangers de contagion et de la chute successive des dominos dans toute l'Amérique centrale. Elle insiste sur la situation de difficulté extrême dans laquelle se retrouvent l'impérialisme et les bourgeoisies nationales une fois que l'insurrection populaire a fait voler en éclats — comme au Nicaragua lors de l'insurrection du 19 juillet 1979 — les corps de répression de l'Etat bourgeois.

Il s'agit ensuite de faire « endosser », dans une certaine mesure, toute politique d'intervention américaine au Salvador et en Amérique centrale par les alliés de l'Amérique. Il faut reconnaître que, par exemple, la tournée européenne de Laurence Eagleburger n'a pas été sans lendemain. Outre le prévisible soutien du gouvernement conservateur britannique de Margaret Thatcher, le ministre belge des Affaires étrangères Charles-Ferdinand Nothomb a condamné les « envois clandestins d'armes ». Le gouvernement français, qui livre des armes (notamment des hélicoptères) au gouvernement salvadorien, a récemment contribué encore au renforcement du potentiel militaire de l'armée hondurienne en lui fournissant une dizaine d'avions *Mystère IV* (*Guardian*, 14 février 1981). Selon le *International Herald Tribune*, citant des sources gouvernementales françaises, le gouvernement Giscard-Barre « n'aurait aucune objection à un accroissement de l'aide américaine au

Salvador selon le modèle de l'aide apportée par la France à des pays africains amis » (20 février 1981). Quand on se rappelle l'envoi des troupes françaises au Tchad, au Zaïre, à Djibouti et en Centrafrique, on mesure jusqu'où va le soutien français... Les bourgeoisies européennes pourraient aussi répondre positivement aux appels à l'aide économique lancés par Napoleon Duarte.

Enfin, ces « grandes manœuvres » diplomatiques doivent isoler au plan international les forces révolutionnaires salvadoriennes. En particulier, l'administration républicaine entend contrecarrer les initiatives internationales menées avec un certain succès par le FDR et le FMLN, notamment auprès de secteurs de la social-démocratie.

Cette dernière, au-delà des dénonciations qu'elle a pu faire de la Junte et de la politique américaine, poursuit des objectifs propres. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14 février 1981 écrivait : « Les responsables influents latino-américains de l'Internationale socialiste se sont réunis secrètement à Paris pour convaincre l'opposition salvadorienne d'accepter une solution négociée ». Le quotidien madrilène *El País* du 18 février expliquait que des contacts étaient en train d'être établis entre l'Internationale socialiste et l'Union mondiale démocrate-chrétienne pour tenter d'engager un tel dialogue. Enfin, le 23 février, on indiquait de « source informée » à Bonn que des dirigeants du SPD et du CDU envisageaient la tenue en territoire allemand, pour le début mars, d'entretiens qui pourraient impliquer Napoleon Duarte et le président en titre du FDR, Guillermo Ungo, qui est membre de l'Internationale socialiste (*Le Monde*, 24 février 1981). Cette « solution négociée » ne peut qu'avoir les faveurs de secteurs bourgeois européens et latino-américains, en premier lieu au Mexique. Ainsi, la bourgeoisie mexicaine voudrait éviter une extension de la révolution socialiste à ses frontières, mais elle ne désire pas pour autant voir sa démagogie anti-impérialiste être mise à la rude épreuve d'une escalade de l'intervention américaine indirecte, voire directe, à ses portes.

Une « solution négociée » n'a de chances d'être mise en œuvre que s'il y avait un recul très important des forces politiques et militaires de la révolution sur le terrain. Les secteurs les plus modérés du FDR — social-démocrate et chrétien-social — tenteraient alors de remettre en cause l'hégémonie conquise par les forces révolutionnaires, grâce à leur action, leur implantation et leur puissance d'organisation.

RONALD REAGAN ET LA « POLITIQUE DES 100 000 MORTS »

La mise en condition de l'opinion publique américaine et internationale et l'activisme diplomatique de Washington n'ont pour l'heure qu'une seule fonction : abaisser au maximum le prix politique que l'impérialisme américain devra payer pour remplir l'objectif prioritaire qu'il s'est fixé, celui de casser les reins de la guérilla et du mouvement populaire. Dans l'état actuel de polarisation sociale et des rapports de forces politiques et militaires au Salvador, cela signifie donner à la Junte le feu vert et les moyens pour mener la « politique des 100 000 morts » qu'impliquerait l'écrasement de la révolution dans ce pays. La véritable escalade militaire est, à cet égard, impressionnante. Quelques jours avant l'entrée en fonction de Reagan, c'est Carter qui a relancé l'aide à la Junte en débloquant un crédit de 64 millions de dollars gelé après le meurtre sauvage de quatre religieuses américaines, et en le rallongeant de 10 autres millions.

Depuis des mois, l'armée salvadorienne envoie ses officiers se former dans les bases US de la Zone du canal de Panama, comme la fameuse école de contre-insurrection de *Las Americas*.

Des militaires honduriens et guatémaltèques (de la 3e Division), spécialistes de la « guerre spéciale », entraînent l'armée salvadorienne. Celle-ci a été renforcée par des mercenaires, souvent d'ex-gardes nationaux somozistes. Selon le FMLN, il y aurait déjà au Salvador plus de 800 conseillers nord-américains, chargés d'encadrer les forces armées, d'assurer les transmissions et l'entretien des armes les plus sophistiquées (hélicoptères de combat anti-guérilla) et d'organiser les renseignements, avec les méthodes de tortures mises au point par la CIA. Des dizaines d'avions cargos *Hercules C 130* déposent sur les bases d'Ilopango et de Espiritu Santo leur matériel de destruction et de mort.

La coordination entre les armées hondurienne, guatémaltèque et salvadorienne se resserre. L'escalade militaire américaine vise également la révolution nicaraguayenne. Washington accentue l'étranglement économique du Nicaragua. L'octroi des derniers 15 millions du prêt de 75 millions de dollars est suspendu, alors que le besoin en devises est très grand. Washington réclame en outre une enquête détaillée pour savoir si, comme il était convenu, les 60 millions de dollars déjà versés sont bien allés prioritairement au renforcement du secteur privé de l'économie.

Parallèlement, montée avec le concours de tous les grands médias impérialistes, se développe la campagne calomniatrice montée par José Esteban Gonzales, président de l'officine privée intitulée « Commission permanente des droits de l'homme » au Nicaragua. Ce dernier a affirmé que des prisonniers politiques sont torturés, et que le nombre des disparus avait atteint 800. Faut-il rappeler que la très officielle « Commission internationale des juristes », dont le siège est à Washington, a dû reconnaître récemment que les droits de l'homme étaient respectés de façon exemplaire par le gouvernement sandiniste ?

Les attaques militaires conduites sur la frontière hondurienne par les commandos d'anciens gardes somozistes démontrent, au-delà de l'écrasement des forces révolutionnaires salvadoriennes, que Washington cherche à exploiter toutes les opportunités pour tenter de faire tourner à l'envers la roue de l'histoire au Nicaragua.

Par la voix d'Alexander Haig, le gouvernement et la presse américaine affectent de découvrir — au bout d'un an de guerre civile — que l'armée salvadorienne serait « gravement sous-équipée ». Le sénateur républicain Percy, qui s'était rendu à Moscou, au nom de l'équipe de transition de Reagan, pour expliquer le point de vue de la nouvelle administration aux Soviétiques, multiplie les déclarations dans le même sens. Leur but est évident : préparer un engagement plus important des Etats-Unis. Washington veut couvrir à l'avance les crimes plus monstrueux encore que prépare la dictature salvadorienne, qui a déjà assassiné plus de 3 000 personnes depuis le début de l'année 1981.

Plus de 15 000 morts depuis l'arrivée au pouvoir de la Junte ! Dans un pays de 4,5 millions d'habitants, cela dépasse déjà le prix terrible qu'a dû payer le peuple iranien pour mettre à bas la dictature Palhavi. Ces chiffres macabres permettent de comprendre que l'impérialisme et les classes possédantes d'Amérique centrale sont prêtes à écraser, torturer et massacrer tout un peuple pour garantir leurs intérêts.

Renforcer sans délai le mouvement international de solidarité avec la révolution au Salvador, défendre la révolution nicaraguayenne, dénoncer les menaces de blocus contre l'Etat ouvrier cubain doivent devenir les tâches quotidiennes du mouvement ouvrier et révolutionnaire à l'échelle internationale !

INPRECOR
23 février 1981.

La Junte tente de paralyser la population par la terreur

Ana Maria HERNANDEZ

San Salvador.— Il est 7 h du soir, et le silence s'abat sur San Salvador. Le couvre-feu commence. Quelques minutes avant 7 h, les dernières voitures se hâtent de rentrer chez elles, en faisant crisser les pneus dans le virage, non loin de la maison où je me trouve. La femme qui habite la maison d'en face, sur le carrefour, arpeute nerveusement le trottoir devant l'entrée du garage. Quelqu'un, qui devrait déjà être là, n'est pas encore rentré. 10 minutes plus tard, avec un geste de résignation lasse, elle rentre chez elle. Celui ou celle qu'elle attendait n'est pas arrivé, et maintenant il est trop tard.

Les rues se sont totalement vidées. 7 h 30 : les premiers camions militaires font leur apparition dans le quartier. Deux soldats en patrouille débouchent au carrefour. Ils marchent au milieu de la chaussée, le fusil pointé devant eux, prêts à faire feu. Les deux têtes oscillent sous le casque d'acier. Ils n'échangent pas la moindre parole tandis qu'ils remontent la rue et disparaissent au carrefour suivant. A peine se sont-ils éloignés qu'une jeune fille de 18-20 ans apparaît dans la lumière des lampadaires. Elle porte une robe jaune. Elle regarde autour d'elle apeurée, traverse furtivement la rue, court un instant avant de s'arrêter et de se retourner pour revenir un peu en arrière.

LE SILENCE DE LA NUIT

Elle ne semble pas savoir où aller. Seule dans la rue, elle ne voit autour d'elle que des portes et des fenêtres closes. La seule protection demeure l'ombre des maisons silencieuses. A la fin, elle se décide et emprunte la même direction que les deux soldats. Rien ne se passe. De temps à autre, des camions militaires passent. Sinon rien, la nuit est silencieuse. Mais pas comme l'étaient les nuits de San Salvador il y a encore quelques mois, lorsque les rues semblaient également désertées, mais que brusquement des tirs, des explosions, des cris ou des sanglots montraient qu'une vie subsistait derrière l'apparence déserte des rues.

L'offensive déclenchée au début du mois de janvier par les forces révolutionnaires a marqué un tournant. C'est le début d'un nouveau calendrier dans toutes les conversations. Les gens parlent d'« avant » et d'« après » le début de l'offensive. La situation a changé dans la capitale « après ». Ce n'est pas seulement le couvre-feu et le silence de la nuit. « A-

vant », il ne devait pas y avoir beaucoup de villes au monde capables de concurrencer San Salvador pour la quantité des mots d'ordres et de slogans peints sur les murs. Des slogans politiques ou les sigles des organisations révolutionnaires uniquement. Il était courant de voir des murs entiers complètement couverts de slogans, se recouvrant les uns les autres.

UNE CATHEDRALE TRANSFORMEE

Le dimanche, je suis allée assister à la messe dans la cathédrale de San Salvador. La dernière fois que je m'y étais rendue, elle était occupée par des militants des organisations de masse qui réclamaient la fin de la répression. Ils portaient des foulards sur le visage et certains portaient un pistolet en cas d'attaque. Mais c'était du temps où l'archevêque Romero — celui qui a été assassiné — dénonçait l'oppression et utilisait ses sermons pour faire le point de tous les événements qui s'étaient déroulés semaine après semaine.

Le prêtre qui parlait ce dimanche-là n'a pas parlé de la répression. Il a parlé des rapports avec son prochain. Et sa conclusion était assez différente de celles que pouvait tirer Romero. Il expliqua en effet que si Jésus avait dit qu'il fallait donner aux pauvres et accueillir les sans-abris, cela ne signifiait pas n'importe qui, n'importe quand, n'importe où. Jésus, selon le prêtre, ne parlait que des « prochains » que l'on connaissait, et encore ne fallait-il pas en faire trop. Très important surtout de savoir qui l'on aidait. « *Sinon, le prochain pourrait être n'importe qui, expliqua le prêtre en levant les bras au ciel, ce qui pourrait être un voleur qui vous dépouille de tout !* »

Quand Romero faisait son sermon dans la cathédrale, celle-ci était pleine à craquer et il n'était pas rare que l'assistance l'interrompe pour l'applaudir. Mais, ce dimanche-là, la moitié des chaises n'était même pas occupée et la plupart des gens semblaient penser à autre chose.

C'est sûr, San Salvador semble avoir changé. Plus calme et plus paisible diront certains. Plus apathique diront d'autres. Et ils montraient les magasins vides, aux vitrines desquels pendouillaient les pancartes « *A louer* ». Ou ils vous emmèneraient dans ces quartiers où toutes les maisons semblent avoir été définitivement abandonnées.

L'atmosphère de l'état d'urgence et

On a commencé à laver ou à repeindre ces murs couverts de slogans, qui étaient un peu la « mémoire » des grandes manifestations qui se sont déroulées dans la capitale. Au voisinage de l'Université, qui a été fermée, et dans les zones industrielles, ils subsistent. Mais, dans le centre de la ville, la plupart des murs sont repeints.

du couvre-feu ne se ressent pas que dans le silence de la nuit. Il y a aussi l'information, ou plutôt le manque d'information. « Avant », il y avait au moins la presse, notamment un journal et une agence de presse, qui vous disaient ce qui se passait dans le pays, en dehors des circuits officiels de l'information contrôlée. Ils n'existent plus. Les propriétaires et les journalistes sont soit en prison, soit en exil. Les colonnes des journaux sont aujourd'hui remplies des derniers potins sur la haute société salvadorienne, mais ne contiennent presque plus d'informations politiques. Encore s'agit-il le plus souvent des communiqués et des rapports officiels donnés par le gouvernement.

Dimanche après-midi. Les soldats en faction à l'extérieur de l'hôpital font aligner des jeunes gens contre le mur pour vérifier leur identité. Tout se passe en silence.

Ce silence de San Salvador, est-ce un silence de défaite ? Est-ce que les militaires que je croise, sur leurs camions, le fusil braqué vers moi, ont l'air victorieux ? Est-ce qu'ils ont l'air triomphant, ceux qui font s'aligner les jeunes contre un mur pour vérifier leurs papiers d'identité ? Est-ce que ce sont des vaincus qui ont du mal à garder leur équilibre, en appui, les mains en l'air sur le mur et les jambes écartées ?

Rien n'est joué au Salvador. Il ne faut pas faire beaucoup d'efforts pour s'en convaincre. Il suffit de parler à quelques personnes, à celles qui osent rompre le silence.

PAS UNE GUERRE

C'est le cas de dona Matilda. Elle a un petit commerce juste au bout du marché. C'est une vieille femme. Mais elle pense toujours qu'un jour elle va pouvoir troquer sa modeste échoppe contre un magasin moderne. « *Ce n'est pas encore une guerre*, m'explique-t-elle, assise sous

Avoir 12 ans au Salvador ...

Domingo Garcia a 12 ans. Il vient d'un petit village de la région de La Paz, un des départements centraux du Salvador. En octobre dernier, l'armée, avec le concours des membres de l'organisation fasciste paramilitaire ORDEN, a occupé le village.

Le père de Domingo et d'autres villageois ont été assassinés. Mais la plupart des habitants étaient parvenus à s'échapper dans les collines. Ce n'était pas le cas de Domingo. Il était resté seul derrière, dans le village envahi par la soldatesque. « Quant ils m'ont découvert, ils m'ont attaché. L'un me tenait fermement pendant qu'un autre me frappait avec sa machette, là, là et là... »

Domingo montre où il a été atteint. Ses deux poignets sont boursoufflés et couraturés de cicatrices qui forment deux terribles bracelets autour de ses bras de petit garçon. Il montre ensuite le côté droit de son cou, barré par une cicatrice de dix centimètres de long, elle aussi boursoufflée. La machette l'a frappé là aussi. Il ne pourra jamais plus tenir sa tête droite. Puis il ôte sa casquette et montre, au sommet de son crâne, une grande plaque dénudée et scalpée. « J'ai cru que j'étais en train de mourir » explique Domingo.

« ILS ONT ESSAYÉ DE LUI COUPER LES MAINS »

Il aurait dû mourir en effet. Il est resté deux jours sans connaissance, après que les soldats aient abandonné son corps ensanglanté. Quand on l'a retrouvé, les mouches volaient en groupes compacts au-dessus des blessures faites par la machette et il avait perdu énormément de sang. « Il semblait mort, explique sa sœur, quand nous sommes retournés au village et que nous l'avons trouvé. » Elle pousse son frère en avant, vers nous, montre ses bras. « Regardez, ils ont essayé de lui couper les mains ! Regardez ! Qu'est-ce qu'ils pensaient donc qu'il pouvait bien avoir fait ? »

Maintenant, Domingo et sa sœur survivent — avec 4 000 autres personnes — dans l'un des onze camps de réfugiés qui ont été construits autour de la capitale. La plupart des réfugiés sont des enfants, des femmes et des vieillards. Pourtant l'insécurité continue de régner. Le président de la Junte militaire et démocrate-chrétienne, Napoleon Duarte, a d'ores et déjà expliqué que ces camps de réfugiés servaient de cachette aux rebelles. Domingo m'a expliqué qu'à trois reprises des commandos de militaires et de civils ont fait irruption dans leur camp « La dernière fois, ils nous ont dit qu'ils reviendraient pour nous tuer tous. »

A. M. H.

le porche, ils n'osent pas s'en prendre aux jeunes combattants à un contre un. Non, ils les tuent dans l'obscurité. Vous avez vu le couvre-feu ici. C'est à ce moment qu'ils viennent les tuer. Ce n'est pas comme au Nicaragua ici, pas encore, mais cela va venir. Là-bas, il n'y avait qu'un seul homme à abattre. Ici, il faut se débarrasser de tous les militaires. Les jeunes combattants ne vont pas céder jusqu'à ce qu'ils aient pris le pouvoir. C'est le chemin à suivre, vous comprenez ? »

Quand elle parle, elle regarde de temps à autre par-dessus mon épaule et salue une connaissance ou un passant. Elle parle des affaires qui vont mal, notamment à cause du couvre-feu, avant de lâcher en confiance : « Ici, il n'y a personne qui aime les militaires. Tous les gens que je connais sont favorables aux rebelles. Je me rappelle que cela a été pareil au Nicaragua après l'offensive de septembre 1978. » En effet, malgré les différences, il y a beaucoup de choses en commun. L'offensive de janvier a montré aux révolutionnaires salvadoriens ce que le soulèvement de septembre avait montré aux Sandinistes. A savoir que la question de l'unité était la question centrale, et que celle-ci n'est pas encore assez forte. Elle a également montré, comme au Nicaragua, même si les points de départ sont différents, qu'il faut encore renforcer les organisations de masse. Pour la population, l'offensive a montré, comme le dit dona Matilda, que : « C'est tout ou rien. Des militaires ou de la rébellion, un seul survivra ! »

SANS RETOUR

Plus tard dans la soirée, j'écoute la radio. Un commentateur officiel lit le texte de loi sur l'amnistie qui été promulguée en décembre dernier. C'est ensuite une voix de femme. On dirait une mauvaise actrice qui jouerait plutôt mal le rôle d'une mère éplorée. Elle conseille aux jeunes combattants de désertir la guérilla pour bénéficier des mesures d'amnistie. Elle s'adresse à eux sur le ton de la confiance : « Parlez-en confidentiellement à vos camarades pour qu'ils en fassent autant. Si vous avez peur de vos chefs, demandez à un ami d'aller pour vous avec votre demande à la caserne la plus proche. Mais rappelez-vous que la date limite, c'est le 11 mars, qu'après le 11 mars, il sera impossible de bénéficier de l'amnistie. Rappelez-vous le 11 mars, le 11 mars... » Son ton se fait plus menaçant, toujours au milieu des sanglots : « Après le 11 mars, il n'y aura plus de retour en arrière possible ! » Cela dure dix bonnes minutes, et au fur et à mesure qu'elle parle, sa voix se fait plus aiguë.

Ensuite, c'est la voix forte d'un homme qui reprend l'antenne. Il explique que les dirigeants de l'insurrection ont des projets diaboliques, qu'ils vivent à l'étranger pendant que « des gamins se font avoir et sont forcés d'agir », il explique que, derrière les dirigeants de la guérilla, il y a l'Internationale terroriste, dirigée par l'Union soviétique. « C'est après la mort de Staline, explique-t-il d'un ton de-

venu soudain professoral, que l'Union soviétique a commencé à avoir une politique expansionniste. Avant, sous Staline, l'Union soviétique ne se préoccupait que de son développement national. Mais quand il est mort... »

Comment ne pas s'attendre à tout de

la part de la Junte du Salvador, qui présente, dans le silence de la nuit, Staline comme un bon petit camarade... ■

Ana Maria HERNANDEZ
San Salvador, février 1981.



« Tout le peuple doit rejoindre les milices ! »

Le FSLN réplique aux menaces contre-révolutionnaires

Fred MURPHY *

Managua. — Le gouvernement sandiniste a décrété que 1981 serait l'« Année de la Défense et de la Production ». Un Plan économique a été élaboré pour faire face aux menaces de boycott économique impérialiste ; il prévoit une surveillance plus stricte des dépenses gouvernementales et une campagne pour relancer la productivité du travail. Mais les premières semaines de 1981 ont vu le principal accent être mis sur l'effort de défense.

Le 22 janvier, le commandant de Brigade Eden Pastora (1) qui dirige les Milices populaires sandinistes (MPS) a annoncé la création de six nouveaux centres d'entraînement à Managua pour les miliciens volontaires. Eden Pastora a expliqué qu'en 1980, l'entraînement des MPS avait surtout consisté en des exercices physiques et des marches d'entraînement. « Maintenant, nous allons fournir un entraînement militaire adéquat avec exercices de tir et cours d'instruction de tactique militaire. » Une plus grande responsabilité pour l'organisation des unités de milices va désormais incomber aux organisations de masse, a expliqué Pastora, tandis que le rôle de l'armée régulière se limitera à fournir des instructeurs.

En février, les Jeunesses sandinistes du 19 juillet vont commencer à enrôler les lycéens dans les milices, a déclaré le 23 janvier Fanor Herrera, dirigeant des JS-19.

Dans une déclaration publiée le 27 janvier, la direction nationale du FSLN a mis l'accent sur la campagne en cours pour la constitution des milices, en reliant cette tâche aux nouvelles menaces provenant de Washington. « Notre peuple doit se préparer à affronter des agressions qui sont d'ores et déjà à l'œuvre sur le terrain économique, comme le montre le blocage du solde du crédit de 75 millions de dollars par les USA.

« Mais nous devons aussi nous apprêter à faire face à des attaques armées. La défense de la souveraineté nationale, de l'intégrité du territoire et du pouvoir révolutionnaire n'est pas du seul ressort des forces armées. Cette tâche ne peut être accomplie avec succès que si elle est assumée par le peuple tout entier. Face à des ennemis aussi puissants, la défense, pour être victorieuse, doit être organisée à l'avance. C'est une précondition pour la victoire. Vu les circonstances

actuelles, l'intégration de toute la population dans les Milices populaires sandinistes est une tâche qui doit être mise en œuvre immédiatement. "Tout le monde dans les milices !" tel doit être le slogan à l'ordre du jour. »

Alors que des milliers de travailleurs et de jeunes répondent à l'appel du FSLN et rejoignent les milices en pleine expansion, la bourgeoisie nicaraguayenne lance une campagne contre le « militarisme » et cherche à minimiser les menaces extérieures qui pèsent sur la révolution.

Dans une déclaration publiée dans *La Prensa* du 26 janvier, le Parti social-chrétien (PSC) explique que les problèmes économiques du Nicaragua viennent de « l'importance exagérée qui a été accordée aux problèmes militaires », ce qui, poursuit le PSC, « conduit le pays à financer des dépenses improductives par l'impôt sur les travailleurs et l'accroissement de la dette extérieure ». Le PSC soutient l'actuelle Junte militaire-démocrate chrétienne au pouvoir au Salvador et entretient des rapports étroits avec le Parti démocrate-chrétien au pouvoir au Venezuela. La campagne de désinformation de la bourgeoisie au Nicaragua est menée de pair avec l'accroissement des attaques armées menées par des éléments somozistes en provenance des zones frontalières du Honduras, ainsi qu'avec l'activité contre-révolutionnaire menée par les exilés nicaraguayens aux États-Unis.

Le *Miami Herald* du 17 janvier a publié une interview de Jose Francisco Cardenal, dirigeant du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), qui a fui le Nicaragua en mai dernier. Cardenal explique dans cette interview que lui et d'autres exilés ont formé une Union démocratique nicaraguayenne et sont en train d'organiser le soutien à l'étranger pour un « soulèvement » au Nicaragua. « Nous acceptons aussi les gens qui ont soutenu Somoza » explique Cardenal. Il prétend que son groupe dispose déjà de 600 hommes armés opérant dans la province de Jinotega, « non seulement d'ex-membres de la Garde nationale somoziste, mais aussi d'anciens sandinistes ou d'autres qui ont perdu leurs illusions devant l'évolution du processus ».

Fernando Aguero, qui a longtemps dirigé le Parti conservateur nicaraguayen, est récemment apparu sur les écrans de la TV de Miami, en compagnie d'autres dirigeants somozistes, pour annoncer qu'ils préparaient « une invasion du Nicaragua pour libérer ce pays du communisme ».

Dans son édition du 22 janvier, où il rapportait les déclarations de Jose Cardenal, le quotidien sandiniste *Barricada* lançait cet avertissement : « Il est de la responsabilité du gouvernement américain d'empêcher que son territoire soit utilisé comme une base d'opérations menées contre le Nicaragua par des groupes contre-révolutionnaires, des groupes qui apparemment se sentent suffisamment encouragés au point de donner aux journaux des communiqués publics où ils annoncent leurs dangereuses aventures. »

Ces jours derniers, les sandinistes ont également publié une série de mises en garde sévères contre les alliés intérieurs des contre-révolutionnaires exilés. « Chaque jour, un nouvel homme d'affaire s'envole pour Miami », déclarait le 25 janvier dernier le Commandant de la Révolution Henry Ruiz. « Chaque jour il y a des actions contre-révolutionnaires. Le sabotage économique a commencé. Il y a des campements sur les frontières nord et sud du pays qui disposent du soutien des secteurs les plus réactionnaires du pays, ainsi que de l'appui des groupes de « solidarité » contre-révolutionnaires qui se sont constitués dans la communauté nicaraguayenne réactionnaire aux États-Unis. »

« Ces contre-révolutionnaires oublient, explique encore Henry Ruiz, que les travailleurs sont de plus en plus conscients. La classe ouvrière est plus étroitement unie et notre engagement politique croît chaque jour davantage. S'il y a une intervention, s'il y a des actes contre-révolutionnaires sérieux, les règles du jeu pourraient être changées et le destin de ce pays ne reposerait plus qu'entre les mains des ouvriers, et d'eux seuls. » ■

Fred MURPHY
30 janvier 1981.

* Cet article est la traduction d'une correspondance de Managua envoyée par Fred Murphy et publiée à New York par *Intercontinental Press*, vol. 19, numéro 4, February 9, 1981.

1. Eden Pastora, ex-dirigeant de la tendance tercerista, a dirigé sous le pseudonyme de « Commandante Cero » la fameuse prise d'otages du Palais National en août 1978.

L'entrée en fonction du général Viola, nouveau dictateur choisi par le dictateur

A. HEREDIA

Dans la Rome antique, la dictature fut établie comme l'ultime recours des institutions républicaines. En cas de péril extrême, les patriciens élaient démocratiquement le dictateur qui devait sauver la République. L'histoire des institutions est riche de formes variées d'exercice du pouvoir. Mais la dictature argentine vient sans aucun doute d'innover en la matière en faisant élire, par la dictature, un dictateur pour préserver la dictature.

C'est dans un climat de grande expectative, alors que les hypothèses les plus contradictoires circulaient, que les commandants en chefs de l'Armée argentine ont annoncé que la montagne avait accouché d'une souris : le lieutenant-général Viola était élu pour remplacer, à partir du 29 mars 1981 et jusqu'en 1984, le lieutenant-général Videla.

Cette forme curieuse de succession a un air de similitude avec le référendum de Pinochet ou avec le projet constitutionnel que la dictature uruguayenne a soumis au vote (1). Pinochet prétend assurer son maintien au pouvoir jusqu'en 1998. La dictature uruguayenne entend constitutionnaliser l'élection d'un candidat unique à la présidence de la République. La junte militaire argentine élit le successeur désigné du dictateur. Est-ce que tout cela n'annonce pas un processus d'institutionnalisation des dictatures ?

Si l'unique objet de ces dictatures avait été de s'opposer à la montée révolutionnaire ouvrière, et si leur seul objectif avait été de l'écraser pour rendre ensuite les institutions démocratiques ou républicaines à leurs anciens détenteurs, pourquoi ne le font-elles pas maintenant, alors qu'elles sont toutes d'accord pour dire que la « subversion » a été détruite et que « la paix et l'ordre ont été rétablis » ? Pourquoi ont-elles au contraire recours à ces formes tout à fait nouvelles de consultations électorales ?

Pour certains, ces dictatures ont dû chercher les moyens d'améliorer leur image de marque sous la pression de l'administration Carter et de sa campagne pour les « droits de l'homme ». Cette hypothèse soulève au moins deux objections : 1) elle idéalise la tout-puissance de l'impérialisme nord-américain et considère que ces dictatures sont de simples marionnettes de l'impérialisme ; 2) elle méconnaît la restructuration des classes dominantes qui est intervenue dans ces pays et

qui a déterminé le développement de ces dictatures.

De telles analyses amènent à considérer aujourd'hui que la défaite de Carter va renforcer les dictatures du Cône Sud et approfondir leur cours contre-révolutionnaire. Sans nier la signification politique du triomphe électoral républicain aux Etats-Unis, il serait dangereux d'en tirer des conclusions mécanistes pour l'Amérique latine. Tout d'abord parce que cela reviendrait quasiment à absoudre l'administration Carter et à accorder un label de progressisme au Parti démocrate. Or, quel que soit le parti bourgeois au pouvoir aux Etats-Unis, il devra mettre en œuvre la politique de défense des intérêts impérialistes à la mesure des moyens que les bases matérielles et les rapports de forces entre les classes — à l'échelle nationale comme internationale — lui permettent. Si la défaite de Carter a une certaine importance pour la lutte des peuples latino-américains, ce n'est pas tant du fait de ses différences par rapport à la politique républicaine, que par ce qu'elle montre du degré de désorientation du prolétariat nord-américain. Pour la révolution latino-américaine, l'élection de Reagan montre seulement tout le chemin qui reste à faire avant que les masses latino-américaines puissent compter sur le prolétariat nord-américain et que celui-ci devienne leur principal et irremplaçable allié.

De surcroît, il existe des preuves irréfutables qui montrent que ces régimes dictatoriaux, qui sont certes intégrés à la défense du système capitaliste et soumis aux intérêts impérialistes, agissent pourtant avec une autonomie notable. Une autonomie qui est supérieure à celle de nombreux régimes antérieurs, qui paraissent s'appuyer, eux, sur une base sociale populaire et sur des orientations nationalistes. Non seulement la junte argentine défie le boycott céréalier de l'URSS décrété par la métropole impérialiste mais, par l'entremise des éditorialistes à son service, elle se vante de l'avoir mis en échec, tandis qu'elle empêche les profits juteux tirés des ventes de blé à l'Union soviétique. Depuis deux ans, au niveau des échanges commerciaux internationaux, c'est l'URSS qui est devenu le principal partenaire de l'Argentine comme puissance acheteuse. De plus, c'est l'URSS qui soutient financièrement et techniquement la construction d'une des installations hydro-électriques les plus importantes du pays et qui devra contri-

buer à l'autosuffisance énergétique de l'Argentine.

Mais il n'y a pas que la dictature argentine qui fasse preuve de cette autonomie. Selon le quotidien *El Mercurio* (2), le ministre chilien de l'Agriculture vient de signer un accord de coopération scientifique et technique avec la Chine populaire ; l'année dernière, les échanges commerciaux entre le Chili et la Chine ont progressé de 200 % par rapport à 1977.

LE BLOC DU CONE SUD

Cette « autonomie » de la dictature argentine s'est également manifestée très clairement par son intervention dans le coup d'Etat militaire en Bolivie et par le soutien financier et militaire — contraire aux plans de l'administration Carter — qu'elle a apporté à la dictature bolivienne de Garcia Meza. Cela montre que les dictatures n'agissent plus comme de simples marionnettes de l'impérialisme nord-américain, mais qu'elles défendent aussi leur intérêts propres. Et ces intérêts propres sont ceux de la nouvelle oligarchie associée aux multinationales qui cherche à se tailler une place dans le nouvel ordre économique mondial.

Cette base matérielle propre de la dictature militaire en Argentine détermine, par sa propre dynamique, la nécessité qu'elle a de s'étendre et de se consolider sur le plan économique, politique et militaire dans le Cône Sud de l'Amérique latine ; et donc de s'opposer à la stratégie impérialiste, pour autant que celle-ci

1. Le référendum organisé par Pinochet a eu lieu le 11 septembre 1980. La dictature y a obtenu la majorité des suffrages. L'opposition la plus importante a été enregistrée dans la capitale, Santiago du Chili, avec 30 % de votes contre. En vertu des dispositions constitutionnelles « votées » au cours de ce plébiscite, le Parlement a été constitué de représentants choisis par Pinochet lui-même. Cette Constitution assure à Pinochet la possibilité de se maintenir au pouvoir jusqu'en 1998. On a pu calculer que les citoyens qui étaient âgés de 18 ans au moment du coup d'Etat de septembre 1973, ne pourront pour la première fois exercer leur droit de vote que lorsqu'ils atteindront 42 ans...

Le référendum uruguayen s'est déroulé le dernier dimanche de l'année 1980. Il a été rejeté par une majorité de voix. Devant ce résultat, les représentants de la dictature, avec le cynisme qui les caractérise, ont déclaré que le résultat du vote montrait à l'évidence que le peuple était satisfait du régime en place et qu'il n'aspirait pas à des changements.

2. *El Mercurio*, 15 octobre 1980, Santiago du Chili.

signifierait une régression par rapport au niveau qui a été atteint dans la restructuration et le développement de ses intérêts propres.

Si la junte militaire de Videla se rapproche du Brésil, si elle signe avec la dictature brésilienne des pactes et des accords, si elle intervient en Bolivie pour instaurer une autre dictature, elle ne le fait pas seulement sur la base d'une identité idéologique existant avec ces gouvernements, mais parce que cela correspond à des intérêts complémentaires.

Le soi-disant « Pacte du Cône Sud » (qui, selon le ministre du Pétrole bolivien, a été scellé, et selon le ministre de la Défense du Paraguay Marcial Samaniego, sera un pacte tacite, alors que, selon un ministre uruguayen, il serait déjà en application) s'est pas le fruit d'une capacité de manœuvre diabolique des dictatures. C'est l'expression concrète des intérêts des classes dominantes. Et l'armée est à leur service pour coordonner leurs efforts, en marquant une certaine indépendance par rapport à la politique impérialiste, afin de mieux se placer dans le nouvel ordre économique mondial.

Ce « Pacte du Cône Sud », que la dictature Videla nie avoir concrétisé, est l'expression objective de la nécessité pour ces bourgeoisies de chercher une solution autre que l'intégration économique dans le Pacte Andin (3). Il exprime également la contradiction de leurs intérêts avec ceux des métropoles impérialistes ou du moins de certains secteurs impérialistes. Ce processus explique l'« autonomie » de la dictature argentine face aux plans impérialistes, et le caractère agressif de sa politique. Aujourd'hui, la dictature argentine s'engage à jouer un rôle indépendant comme conseiller et soutien militaire et technique de la contre-révolution dans les pays d'Amérique centrale jusqu'alors soumis au contrôle unique de la métropole nord-américaine. Mais ce « Pacte du Cône Sud » recèle en son sein toutes les contradictions qui ont empêché jusqu'ici que les tentatives d'intégration économique latino-américaine ne puissent se concrétiser. Au moment même où les dictatures font des avancées dans leur alliance régionale, le conflit frontalier autour du canal de Beagle qui oppose l'Argentine au Chili atteint presque le niveau de l'affrontement ouvert. De la même façon qu'on ne peut méconnaître l'identité philosophique ou idéologique entre les deux régimes, on ne peut non plus ignorer la gravité du conflit qui les oppose. Ce qui les unit, ou les sépare, n'est donc pas tant l'identité philosophique ou idéologique que la défense de leurs intérêts propres bien concrets.

Le canal de Beagle revêt un intérêt stratégique fondamental, puisqu'il s'agit de la seule voie de communication maritime entre l'Occident et l'Orient dans le cas d'une éventuelle destruction du canal du Panama ou de la perte de son contrôle par la métropole impérialiste. A cela, il faut ajouter que le développement des techniques de cons-

truction navale ont rendu le canal de Panama inutilisable par les navires modernes de fort tonnage. En plus de cette intérêt géopolitique, il y a la question du contrôle des gisements pétroliers sous-marins qui sont en train d'être prospectés et, pour certains, en voie d'exploitation, sans compter les visées sur la souveraineté sur des territoires de l'Antarctique.

L'intervention des dictatures du Cône Sud en Bolivie, pour empêcher le rétablissement de gouvernements parlementaires comme celui de Siles Suazo, a également un sens politique précis : décourager les secteurs politiques traditionnels des classes dominantes aspirant au rétablissement de formes institutionnelles parlementaires qui ne répondent plus à leur politique alors que celles-ci s'orientent vers une nouvelle forme de structuration du système.

Si nous comprenons que ces dictatures sont le produit du niveau atteint dans la restructuration des classes dominantes, sous l'effet du développement des nouvelles formes de pénétration impérialiste, si nous comprenons la modification profonde que cela implique dans les affaires et le développement des classes dominantes traditionnelles — que ce soient l'oligarchie terrienne ou la bourgeoisie industrielle locale —, nous serons mieux à même de comprendre la dynamique probable de ces dictatures et d'ôter au phénomène du Cône Sud tout caractère démonologique.

Cela nous permet, en même temps, d'affirmer que ces dictatures, quelle que soit leur évolution ultérieure, ont fermé le cycle ouvert dans l'histoire des luttes de classes après la Seconde Guerre mondiale. Elles marquent la fin du cycle du nationalisme populiste, du cycle du développement des mouvements de masses sous des directions bourgeoises ou petites-bourgeoises coexistant avec les institutions traditionnelles de l'Etat. Ces dictatures ouvrent un nouveau cycle de l'histoire des luttes de classes dans le Cône Sud qui nécessite d'ajuster la tactique et la stratégie révolutionnaire à cette nouvelle réalité.

LA SIGNIFICATION DE L'ELECTION DE VIOLA

La dictature argentine se vante d'avoir liquidé la subversion. Elle compte à son actif des milliers et des milliers de disparus et de morts, des centaines de milliers d'exilés. La dictature argentine se

vante d'avoir concrétisé le « miracle argentin ». Dans un pays qui, au moment du putsch en 1976, était au bord de la cessation de paiement, elle dispose aujourd'hui de l'équivalent de 10 milliards de dollars en devises. Elle se targue de compter sur des réserves de gaz, de pétrole, d'uranium et d'énergie hydro-électrique, sans parler du nucléaire, pour satisfaire l'approvisionnement énergétique du pays. Elle s'enorgueillit d'avoir liquidé l'industrie non compétitive et d'avoir modernisé son appareil de production. Elle se flatte d'avoir diminué le poids spécifique du prolétariat qui, de 82 % de la force de travail, n'en représente plus que 67 %. Mais, par dessus tout, la dictature se vante d'avoir ravi au prolétariat le plus puissant d'Amérique latine 50 % de ses salaires, c'est-à-dire qu'environ 50 milliards de dollars (4) ont été arrachés aux salariés par la dictature, en faveur des classes possédantes. Et la junte se fait fort d'avoir liquidé la CGT, la puissante organisation syndicale argentine, la privant des ressources consistantes des œuvres sociales comme la Sécurité sociale, administrées jusqu'alors par la bureaucratie syndicale.

Si tels sont ses succès, pourquoi changer Videla ? Certes, le statut de la junte militaire établit la non-rééligibilité du président. Mais la junte a, par le passé, fait fort peu de cas de règles juridiques autrement importantes. Que cherche la junte ? S'agit-il simplement d'une « relève » d'hommes sans aucune autre signification politique ? Ou bien alors, est-ce que l'élection de Viola constitue le premier pas vers une nouvelle institutionnalisation ? Si tel est le cas, laquelle ? Nous allons tenter d'éclaircir cette question.

La junte se trouve confrontée à une forte opposition. Contrairement au triomphalisme révolutionnaire, on ne peut dire que ce sont les travailleurs, la classe ouvrière, qui remettent en question la junte. Sans aucun doute, il y a des conflits ouvriers, des grèves partielles. De nouveaux paliers d'organisation d'une sourde résistance voient le jour dans les usines comme dans les quartiers. Mais ce ne sont pas les ouvriers qui se trouvent à la tête ou qui prennent l'initiative de la résistance à la junte. Paradoxe de l'histoire, ce sont ces mêmes forces sociales et politiques qui hier ont soutenu et applaudi la junte, qui aujourd'hui la remettent en question. Ce n'est pas non plus la pauvre bourgeoisie industrielle nationale, représentée hier par la CGE

3. Le Pacte Andin est un accord économique, une espèce de marché commun régional, à la façon du Marché commun centro-américain, qui rassemble le Pérou, l'Equateur, la Colombie, le Chili, c'est-à-dire les pays sud-américains qui disposent d'un débouché sur le Pacifique, plus la Bolivie qui fait également partie du Pacte Andin et qui n'a pas de débouché sur l'Océan, et le Venezuela.

4. La baisse du salaire réel des travailleurs a atteint des niveaux comparables seulement à ceux de la crise des années 1930. Il se trouve même des gens pour affirmer qu'actuellement les salaires sont les plus bas de ces 35 dernières années.

L'année 1979 a connu le niveau de salaire le plus bas depuis 1960. En prenant 1960 comme année de base (100), le niveau de 1979 se situe à 65,3.

Ces données sont calculées à partir des publications officielles de l'INDEC (Instituto nacional de estadísticas y censo). Salaire réel en relation à l'indice des prix à la consommation (niveau général pour la capitale fédérale — Buenos Aires — ou indice des salaires nominaux de l'ouvrier spécialisé industriel de Buenos Aires).

(Confédération générale économique), qui prend la tête de cette résistance. C'est aujourd'hui rien de moins que la grande bourgeoisie traditionnelle de l'Union industrielle argentine, des organisations de l'oligarchie terrienne et des amateurs de la pêche.

Pourquoi ? Peut-être la dictature n'a-t-elle pas réalisé le « miracle argentin » ? C'est que l'économie a ses lois. L'oligarchie terrienne et la bourgeoisie industrielle ont été d'accord pour donner tout leur appui à la junte pour démanteler une avant-garde ouvrière menaçante et pour, pourquoi pas, démanteler les secteurs retardataires de la bourgeoisie qui vivaient des subventions de l'Etat. Tous furent d'accord pour voler aux travailleurs 50 milliards de dollars sur leurs salaires. Ce qui les différencie aujourd'hui, ce qui les fait s'affronter, c'est surtout de savoir qui va faire fructifier ces 50 milliards de dollars ou comment va-t-on les employer, et à qui profite la politique de la junte pour insérer le pays dans le nouvel ordre économique mondial.

En effet, la désignation de Viola constitue une mesure de transition dans la nouvelle structuration institutionnelle du pays. Le développement économique impose une forme plus directe d'intervention dans les affaires de l'Etat des secteurs dominants qui se répartissent la rente. La bourgeoisie industrielle s'oppose à la politique économique de la junte. Le dirigeant de cette bourgeoisie, Oxenford, lors de la célébration du « Jour de l'Industrie », au mois de septembre 1980, a critiqué publiquement, et en présence de Videla, la politique économique de la junte, en disant la chose suivante : « *De septembre 1978 à juillet 1980, le peso a été dévalué par rapport au dollar de 87 %, les prix de gros ont augmenté de 212 %, et l'indice du coût de la vie de 256 %. La consommation globale des cinq dernières années a diminué de 7 %, incluant 11 % de baisse de la consommation privée et 35 % d'augmentation de la consommation du secteur public.* »

Les dirigeants de l'industrie dénoncent la baisse constante de l'utilisation des capacités de production industrielle et la fermeture d'importants établissements comme la fabrique de machines à coudre Necchi Argentina ou l'usine de tracteurs Deutz.

La baisse du nombre des ouvriers industriels, si on compare les neuf premiers mois de 1979 par rapport à 1976 est de 19 %, et elle atteint 21,6 % si on la compare à 1975. Dans les grands établissements industriels, cette diminution de la main-d'œuvre industrielle atteint les 16,2 %. Malgré la fermeture d'usines et la baisse importante des effectifs industriels, le chômage touche seulement 2 % de la population active, si bien que l'on estime que 25 % de celle-ci se tire d'affaire par ses propres moyens en travaillant « au noir » ou « à son compte », les ex-prolétaires marginalisés de l'activité industrielle constituant une frange sociale déprolétarisée.

Suivant le compte-rendu de la Ban-

que interaméricaine de développement (BID), alors qu'en 1960 la participation de l'Argentine dans la production industrielle latino-américaine atteignait 25,1 %, elle tombait à 22,1 % en 1970 et à seulement 16,4 % en 1979. En 1980, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 0,2 % tandis que le taux de croissance industriel diminuait de 2,3 % et celui de la pêche et de l'agriculture de 7,5 %.

Sur 2 000 entreprises de pièces détachées pour l'automobile (développées avec le grand boom des années 1960 et la pénétration de multinationales de l'automobile), 400 ont fermé leurs portes de 1976 à 1980. Celles qui restent travaillent à 50 % ou 30 % de leur capacité, selon Ernesto Pedrero, président de la Chambre argentine de composants automobiles.

Cette situation se trouve aggravée par la politique de surévaluation du peso par rapport au dollar, qui empêche la production industrielle nationale d'être compétitive par rapport aux importations. Cette politique de surévaluation du peso n'est pourtant pas parvenue à combattre l'inflation. Si la junte est arrivée à réduire l'inflation annuelle de 800 % au moment du coup d'Etat de 1976, à 159,5 % en 1979, elle n'a pas atteint l'objectif de la contenir dans les limites d'un nombre à deux chiffres, et l'Argentine demeure le pays d'Amérique latine qui a la plus forte inflation.

Evidemment, ce ne sont pas tous les industriels qui s'opposent ou résistent à la politique de la junte. Tous ceux qui travaillent dans la spéculation financière ou l'activité fondée sur l'importation l'appuient. Certaines chambres industrielles, comme les sucreries du Nord ou les aciéries dominées par le groupe Acondar, ne s'associent pas à ces critiques.

Les secteurs liés à l'agriculture et à l'élevage ne sont pas plus satisfaits de cette politique. Par exemple, COMINAGRO (Confédération intercoopérative agricole) déclare que la surévaluation du peso a fait chuter les surfaces ensemencées au niveau de 1970-1971. Que par rapport aux coûts, le producteur agricole obtient seulement 54 % pour le blé, 38 % pour le maïs et 36 % pour le sorgho, et que la part de la production agricole dans le PIB pour le deuxième trimestre de 1980 a diminué de 9,8 %, tandis que la production industrielle baissait de 6,9 %.

Une telle situation dans l'agriculture a entraîné non seulement des critiques ou des protestations verbales contre la junte, mais, par exemple, dans la vallée l'Uco, à Mendoza, les producteurs agricoles ont organisé des journées de protestation, et l'on a appelé la « grève de Uco » un mouvement social de la bourgeoisie régionale qui a secoué la bourgeoisie nationale.

C'est pour cela que Balbin, dirigeant du « Radicalisme du peuple » qui est un parti bourgeois, a déclaré que, s'il n'y avait pas un changement dans l'orientation économique, ce qui s'est passé à Uco ne serait que le premier pas vers un mouvement national.

Répondant à des intérêts très concrets — ceux de ses affaires —, et en

même temps qu'elle déclare sa ferme adhésion à la philosophie de la junte en croisade contre « *la subversion apatride* » et pour « *la paix dans l'ordre* », la bourgeoisie prend l'initiative de l'opposition politique à la junte. Opposition d'autant plus ouverte et provocante qu'elle mise sur la désarticulation du mouvement ouvrier et la destruction de son avant-garde. Ce qui ne veut pas dire que des secteurs de la bourgeoisie ne verraient pas d'un bon œil, y compris en les favorisant, certaines formes de recombinaison des structures syndicales, pour s'appuyer sur elles, en vue d'organiser une alternative politique à la junte. Ces secteurs traditionnels des classes dominantes ne voient pas d'un bon œil cette nouvelle couche alliée aux militaires, qui s'enrichit en prenant le contrôle des secteurs-clés de l'économie, et ce au dépens de ses propres dividendes à elle. Les mêmes forces qui, hier, s'opposaient aux étatisations et à la protection étatique pour accroître ses profits, sont celles qui aujourd'hui vitupèrent en faveur d'une politique protectionniste pour défendre le marché interne, parce qu'ils voient leurs intérêts affectés par le nouveau secteur financier qui rêve de faire de Buenos Aires le nouveau Beyrouth américain, sur le dos de certains secteurs industriels et agricoles.

LE DIALOGUE POLITIQUE

Viola succède à Videla, mais ce n'est pas la même chose. Viola exprime une autre nécessité. Laquelle ? Pour certains, c'est l'ouverture démocratique de la junte, la transition vers un pouvoir civil, vers des formes parlementaires. Néanmoins, la junte ne l'a pas déclaré explicitement. Le dialogue engagé ne traite pas de la façon de passer le pouvoir militaire aux civils, mais plutôt de comment associer les civils aux plans des militaires. A ce jour, 39 organisations ont participé au dialogue, mais, jusqu'à présent, ni les dirigeants péronistes ni ceux des syndicats n'ont été invités. Ce qui ne veut pas dire que les militaires ne les convoqueront pas un jour, mais ils le feront quand ils auront la structure politique permettant de les contrôler. Tous les partis bourgeois se font des illusions sur le dialogue et l'élection de Viola, et expriment clairement l'intention de faire pression politiquement et socialement pour obtenir le rétablissement du système parlementaire.

Ainsi, par exemple, Eloy Camus, président du Congrès national du Parti justicialiste (péroniste) a déclaré : « *Cette trêve dans l'activité politique — reconnaissance explicite du fait que le péronisme a conclu une trêve avec la junte — se termine. Le pays attend de nous une orientation et des propositions.* » Balbin, dirigeant du « Radicalisme du peuple », second parti bourgeois d'Argentine, déclarait qu'il avait fait preuve de beaucoup de patience mais que celle-ci avait des limites, et il a dénoncé dans son discours intitulé « *Le chemin de l'échec* » les tentatives du ministère de l'Intérieur

de créer une force politique, allant jusqu'à dire que « les forces politiques créées dans les cabinets officiels n'ont jamais eu de succès, à l'exception, ajouta-t-il, de celles créées par Peron, mais ce succès était dû au fait que ce fut Peron lui-même le dirigeant qui créa le parti... ».

Néanmoins, la politique du gouvernement est très claire et ne laisse planer aucun doute sur les objectifs de la junte. Quand on demande au ministre de l'Intérieur, le général Harguindeguy, si Viola sera le dernier président militaire « élu démocratiquement par la junte des trois commandants », il répond que, personnellement, il croit qu'il sera difficile qu'un gouvernement civil soit mis en place dans le pays en 1984. Et il reprend la sempiternelle phrase comme quoi « la junte n'a pas de délais mais des objectifs », pour conclure plus concrètement : « Dans l'hypothèse où les objectifs seraient atteints en trois ans, chose qui me paraît très improbable personnellement, on pourrait dire que ce serait le dernier gouvernement militaire, mais si l'objectif n'est pas atteint, alors ce ne sera pas le dernier. »

Mais l'objectif n'était-il pas d'en finir avec « la subversion apatride » ? Il apparaît que non. Quel est donc l'objectif ? Le ministre de l'Intérieur répond : « La formation de grands partis politiques qui servent à la conscientisation du pays, la transformation économique qui demandera de longues années pour un processus profond de changement et la solution d'autres problèmes, l'éducation, les universités, etc. Ce qui nous manque, c'est un grand parti du centre. S'il n'y a pas d'accord avec les civils, le processus se maintiendra. » Avec l'élection de Viola « la philosophie de l'actuel processus ne changera pas ».

Conformément à ces propos, l'objectif de la junte est une transformation économique qui demandera des années pour un processus profond de changement, c'est-à-dire la restructuration de la classe dominante dans le cadre du nouvel ordre économique mondial et l'organisation de son expression politique avec son propre parti. Flugomi, dirigeant conservateur, déclarait, après une entrevue avec le ministre, qu'« il est nécessaire d'établir un système politique qui permette la rotation pacifique du pouvoir de partis politiques peu nombreux mais forts » (le rêve du bipartisme à l'américaine !).

Le commandant en chef de l'armée, Galtieri, déclarait « les urnes sont bien gardées et nous ne pensons pas y avoir recours ».

Le général Saint-Jean, gouverneur de la province de Buenos Aires, face à la proposition de proscrire le péronisme du dialogue, disait la chose suivante : « Les majorités ne sont pas omniscientes, elles se trompent comme tout un chacun, et il n'est pas sûr que le peuple ait toujours raison ». Critiquant le système d'éducation, il a déclaré : « Le grave problème qui existe, c'est que les petits bourgeois se prolétarisent quand ils arrivent sur un

marché du travail qui n'est pas en condition de les absorber avec leurs diplômes. C'est pour cela que le numerus clausus est nécessaire à l'Université. »

Voilà les limites du dialogue ouvert par le gouvernement et voilà les limites de l'ouverture que se propose la junte. Mais une chose est sûre, ce que se propose de faire la junte est une chose, et ce qu'elle peut faire en est une autre, toute différente. Mais il est également sûr que l'opposition à la junte militaire qui a fait diminuer — selon le ministre de l'Intérieur lui-même — à 51 % l'appui social à la junte (on ne précise jamais la méthode utilisée pour mesurer cet appui), est déterminée par l'activité des secteurs bourgeois des milieux d'affaires organisés politiquement, et non pas par la mobilisation des masses. Ce type d'opposition détermine en lui-même ses limites. Comme opposants bourgeois (même ceux dont la critique est la plus acerbe), ils continuent de justifier l'appui accordé à la junte en 1976, de condamner la « subversion », et d'applaudir à la « politique d'ordre et de paix sociale » de la junte. Quelqu'un d'entre eux, comme Arturo Frondizi (dirigeant du mouvement « développementiste » (MID) disent très clairement qu'il n'y a pas d'urgence pour convoquer de nouvelles élections, et que cela serait même imprudent. La direction péroniste officielle — quelques péronistes comme Matera ont accepté le dialogue —

LE ROLE DE L'EGLISE ET LE PRIX NOBEL

Mais il n'y a pas que les organisations patronales ou les partis politiques bourgeois à s'être mobilisés pour le dialogue, il y a aussi l'Eglise. Nombreux sont les archevêques et évêques qui ont dénoncé la violation des droits de l'homme par la junte, et surtout le système des enlèvements, disparitions et les tortures.

Montrant une sensibilité particulière à ces problèmes — et en l'absence de partis politiques organisés, de syndicats légaux et de toute vie politique autorisée —, l'Eglise remplit le rôle de substitut d'organisation et de véhicule privilégié des protestations. Depuis un certain temps, on peut noter l'affluence massive et populaire aux manifestations ou processions organisées par l'Eglise. Ainsi, lors de la procession de Lujan (pèlerinage traditionnel où les pèlerins parcourent les 25 km qui séparent Buenos Aires de Lujan), une foule énorme a accompagné cette manifestation. A sa tête, portant de grandes banderoles, il y avait « les folles de la Plaza de Mayo » (mères, épouses, filles, sœurs ou compagnes de disparus qui, tous les jeudis se réunissent sur la Plaza de Mayo face au palais du gouvernement pour demander des nouvelles des disparus). Au cours de la messe, elles ont dénoncé le fait que, pour la seule ville de La Plata (capitale de la province de Buenos Aires) et de ses banlieues Berisso (industrie frigorifique, viande congelée) et Ensenada (raffinage du pétrole), le nombre des disparus dépassait les 4 000.

a déclaré qu'elle ne participerait pas au dialogue avec le gouvernement tant qu'Isabel Peron resterait prisonnière.

Non seulement cette sourde opposition s'exprime sur le territoire national, mais il devient maintenant de règle que les dirigeants bourgeois de l'opposition fassent de fréquents voyages à l'étranger, en particulier dans les capitales européennes, pour rechercher dès à présent l'appui de secteurs politiques, notamment la social-démocratie européenne, à ses plans. Cette remise en place des forces sur le territoire national et son expression politique à l'extérieur, n'en finit pas d'agir sur l'organisation des exilés politiques. Plus d'une fois, ces derniers accommodent leur lutte et leur dénonciation de la junte aux plans et la politique de la direction bourgeoise.

Mais les dirigeants bourgeois n'ont pas été les seuls à se préoccuper de tournées diplomatiques à l'extérieur. La bureaucratie syndicale n'a pas été en reste. Ainsi, Lorenzo Miguel, de la Fédération de la métallurgie, dirigeant des 62 organisations, est allé voir le pape pour lui demander — en son nom propre et en celui du mouvement ouvrier argentin — d'intervenir auprès de la junte, non pas comme on pourrait le penser pour que la répression cesse, pour connaître le sort des disparus, la liberté des prisonniers, etc., mais pour... qu'Isabel Peron soit libérée.

Ce processus de repli vers l'Eglise n'implique pas un retour à la religion des masses exploitées, mais bien plutôt l'utilisation de l'unique moyen d'expression légal à leur portée. Mais cela ne sera pas sans conséquences, tant pour la cohésion interne de l'Eglise, que dans le rôle que pourra jouer cette dernière pour contenir la conscience populaire dans le cadre du régime.

Le rôle politique de l'Eglise est bien connu de tous, mais aujourd'hui elle peut constituer un point d'appui pour l'organisation de ce grand parti du centre dont rêve la junte, englobant une aile de la Démocratie chrétienne et un secteur du Péronisme. L'Eglise s'appête à jouer un rôle très important dans l'institutionnalisation de la dictature. L'attribution du Prix Nobel de la paix à Adolfo Perez Esquivel, connu pour son appartenance catholique, va dans ce sens de faire pression sur la junte pour qu'elle associe à ses plans les civils, et de peser dans la lutte interne des différents courants des forces armées. De même, cette récompense conforte l'Eglise dans son rôle d'instruments de défense des droits de l'homme. De cette manière, ceux qui voulaient exprimer la condamnation générale de la junte en réclamant le Nobel pour les mères de la Plaza de Mayo sont satisfaits, et en même temps on met les courants catholiques en tête des défenseurs des droits de l'homme et de la « paix sociale ». Les déclarations du Prix Nobel

nouvellement élu s'inscrivent dans cette logique. C'est une contribution, un

nouvel apport à la perspective d'organisation du « parti de l'ordre et de la paix ».

crise du péronisme et du mouvement ouvrier en général.

LA RECONSTITUTION DE LA CGT ET LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT OUVRIER

Jusqu'à présent, nous avons abordé les plans de la junte, leur signification, l'évolution de la situation économique, le dialogue. Mais la viabilité des plans de la bourgeoisie dépend des capacités de réorganisation de l'avant-garde ouvrière, de la reconquête des syndicats et leur organisation indépendante de l'Etat et des partis bourgeois.

Depuis la défaite de 1976, la classe ouvrière a dû battre en retraite. Elle a vu son avant-garde décimée, ses organisations de classe désarticulées, et elle a perdu ses conquêtes les plus fondamentales. Depuis maintenant près de cinq ans que dure cette dictature, la classe ouvrière a fait la preuve, sous des formes partielles et décentralisées, du maintien de sa capacité virtuelle de combat. Mais il est certain que, durant cette période, la classe ouvrière n'est pas encore parvenue à se remettre de la défaite qu'elle a subie ; elle n'est pas parvenue à récupérer ses organisations de masse, à mettre en avant une nouvelle avant-garde ou à faire émerger une direction alternative. Ce processus de réorganisation de la classe ouvrière ne se résoudra pas par le volontarisme politique, elle demandera un long et patient travail au sein de la classe et surtout la démonstration systématique par des luttes, même partielles, qu'il existe une nouvelle avant-garde qui s'affirme et se montre capable de développer les grandes expériences de masse qui restent marquées dans la conscience sociale des travailleurs. Il faudra surtout qu'elle soit capable d'offrir aux masses une alternative politique indépendante et crédible face aux plans de la bourgeoisie pour affronter la crise.

Devant l'ampleur et la complexité de cette tâche, la classe ouvrière ne fait pas encore figure de protagoniste face aux plans de la bourgeoisie et de la junte. Au contraire, c'est la bourgeoisie qui a pris l'initiative de discuter des plans de la junte, et sa marge de manœuvre dans ce débat est due, entre autres choses, à ce qu'elle compte bien que la classe ouvrière n'intervienne pas ou ne puisse pas intervenir.

Est-ce que cela veut dire que le mouvement ouvrier est désarticulé et qu'il n'a aucune force ? Non, la classe ouvrière existe et fait sentir sa présence dans mille et une petites actions revendicatives qui sont en elles-mêmes des limites objectives aux plans de la junte et de l'opposition bourgeoise. Mais elle ne constitue pas aujourd'hui un danger actuel pas plus qu'une alternative immédiate.

La réorganisation de l'appareil de production entreprise par la junte a signifié, en plus de la répression, une désarticulation des centres névralgiques de concentration ouvrière traditionnels, un

déplacement — y compris géographique — de secteurs importants de la classe, la remise en cause des conventions collectives, une différenciation des couches prolétariennes avec des conditions de vie très diverses, une déqualification des ouvriers professionnels et de nouveaux reclassements. Elle signifie également un élargissement de l'éventail des salaires et leur très grande disparité suivant les lieux et le type de travail.

Tout ceci rend plus difficile de formuler des réponses homogènes aux problèmes généraux. D'autre part, la concentration dans les branches industrielles dynamiques liées au capital financier international (pétrochimie, aciéries...) et le démantèlement progressif des industries de consommation liées au marché intérieur, comme le développement de la technologie employée, ont eu pour conséquence une déprolétarianisation de couches ouvrières traditionnelles, c'est-à-dire une perte du poids et de la concentration traditionnels de la classe ouvrière (passé de 82 à 67 % de la population active salariée).

Faute de perspectives politiques depuis l'échec du péronisme et en l'absence d'une autre alternative, à cause de la répression et du cours objectif du processus économique, la classe ouvrière n'a pu défendre les conquêtes de son organisation syndicale centralisée à l'échelle nationale. La junte a réussi à porter un coup très dur à la centralisation syndicale, en interdisant l'existence de la CGT comme confédération syndicale du troisième degré (5) et, surtout, en enlevant aux syndicats et à leur ancienne bureaucratie l'administration des œuvres sociales (Sécurité sociale).

Cela dit, il faut préciser que les syndicats existent et fonctionnent, et que tous n'ont pas subi l'« intervention » de l'Etat. La nouvelle loi sur les associations syndicales promulguée par la junte a imposé la nécessité pour les syndicats de faire accréditer leur juridiction (les secteurs d'activités syndicales qu'ils représentent) et qu'ils soumettent leurs statuts à un modèle-type rédigé par la junte. Conformément à ces dispositions, 400 syndicats sur plus de 2 000 ont obtenu la reconnaissance de leur personnalité juridique.

Récemment, les syndicats de province — près d'une centaine — réunis en confédérations locales, ont exigé de la vieille direction syndicale, divisée en 3 branches, qu'elle s'unifie et reconstitue la CGT. La bureaucratie centrale a dû céder à cette pression et finir par reconstituer la CGT en unissant les groupes nommés « Commission nationale de travail », « Groupe des 25 », et « Groupe des 20 ». Chacun de ces regroupements correspondait aux tendances de la vieille bureaucratie syndicale et à des courants issus de la

Le gouvernement vient de déclarer que, conformément à la loi sur les associations syndicales qu'il vient d'édicter, la nouvelle CGT verrait sa personnalité juridique reconnue (comme une association), mais pas sa personnalité syndicale. Cette distinction a beaucoup d'importance car elle signifie ne pas reconnaître à la nouvelle centrale sa représentativité au niveau national, mais de toute façon, la promesse de reconnaissance de la personnalité juridique représente déjà une grosse concession de la part de la junte.

Mais il faut indiquer toutes les limites de cette concession de la junte. Il ne s'agit pas d'un recul face à une offensive des travailleurs, mais de la nécessité de ne pas désarticuler totalement la vieille bureaucratie syndicale qui, jusqu'à maintenant, s'est montrée si utile pour maintenir les travailleurs dans les limites du régime. Par certains aspects et pour ouvrir le « dialogue », la junte a besoin d'un interlocuteur qualifié représentant le secteur déterminant de la société. La libération du bureaucrate syndical Lorenzo Miguel — qui agit de fait comme le dirigeant de ce regroupement — répond à cette nécessité de la junte. Ils sont bien conscients que, s'il faut rogner les ailes de la bureaucratie, celle-ci leur est pourtant bien utile. Il est déjà arrivé que des secteurs capitalistes, voulant affaiblir les grandes centrales syndicales en créant des syndicats maisons, ont facilité ainsi, dans la pratique, l'émergence et le développement de directions classistes qui ont pu profiter de l'affaiblissement de la bureaucratie pour prendre la direction d'importants secteurs de la classe. C'est ce qui s'est passé, entre autres, à Cordoba avec SITRAC-SITRAM. Frondizi, ex-président de la République, et l'un des plus lucides dirigeants de la bourgeoisie, a expliqué dans un document présenté à la junte : « *Sur le fond, le changement de politique suppose la normalisation et la libéralisation de l'activité syndicale des ouvriers et des patrons. Dans le cas de l'organisation syndicale, il est nécessaire de rétablir le principe de l'unité du mouvement ouvrier comme précondition pour un développement rationnel des relations de travail et comme précondition à l'unité nationale.* » Et, pour plus de clarté, il a précisé : « *Ce qui s'est produit récemment en Pologne est hautement instructif : un gouvernement comme celui de ce pays, qui se caractérise par une forte concentration du pouvoir, a pris en compte la revendication*

5. Confédération du troisième degré, par cette formule sont désignées les centrales syndicales dans la mesure où les syndicats d'industrie de chaque ville se fédèrent provincielement (premier degré), se confédèrent nationalement (deuxième degré), et se centralisent dans une confédération générale (troisième degré). La CGT est une confédération générale du troisième degré. Elle s'est vu refuser l'existence en tant que telle, d'un point de vue syndical, alors qu'on lui reconnaît la personnalité juridique comme association de fait, mais sans les possibilités d'un syndicat (à savoir d'appeler à la grève, etc).

des ouvriers et a permis qu'ils s'organisent et s'unifient selon leur volonté. En Argentine, si nous voulons construire une société juste et en progrès constant, nous ne pouvons imposer le type de coercition que la Pologne a abandonné. » Ou, si l'on veut, le capitalisme a besoin, pour son développement, de compter sur une bureaucratie représentative pour dialoguer avec elle. Dans le climat de répression et de désarticulation de l'avant-garde ouvrière, la bureaucratie essaiera de se présenter comme le représentant des

travailleurs. Mais la reconstitution de la CGT va représenter un élément de référence pour la centralisation nationale de l'énergie des travailleurs. La nécessité pour le capitalisme d'« ouvrir le dialogue » et de permettre à son interlocuteur — la bureaucratie — de se réorganiser, favorise le processus de réorganisation de l'avant-garde. Dans la lutte pour la reconquête des syndicats et la conquête des droits démocratiques et syndicaux perdus, les travailleurs pourront avancer dans le développement des structures

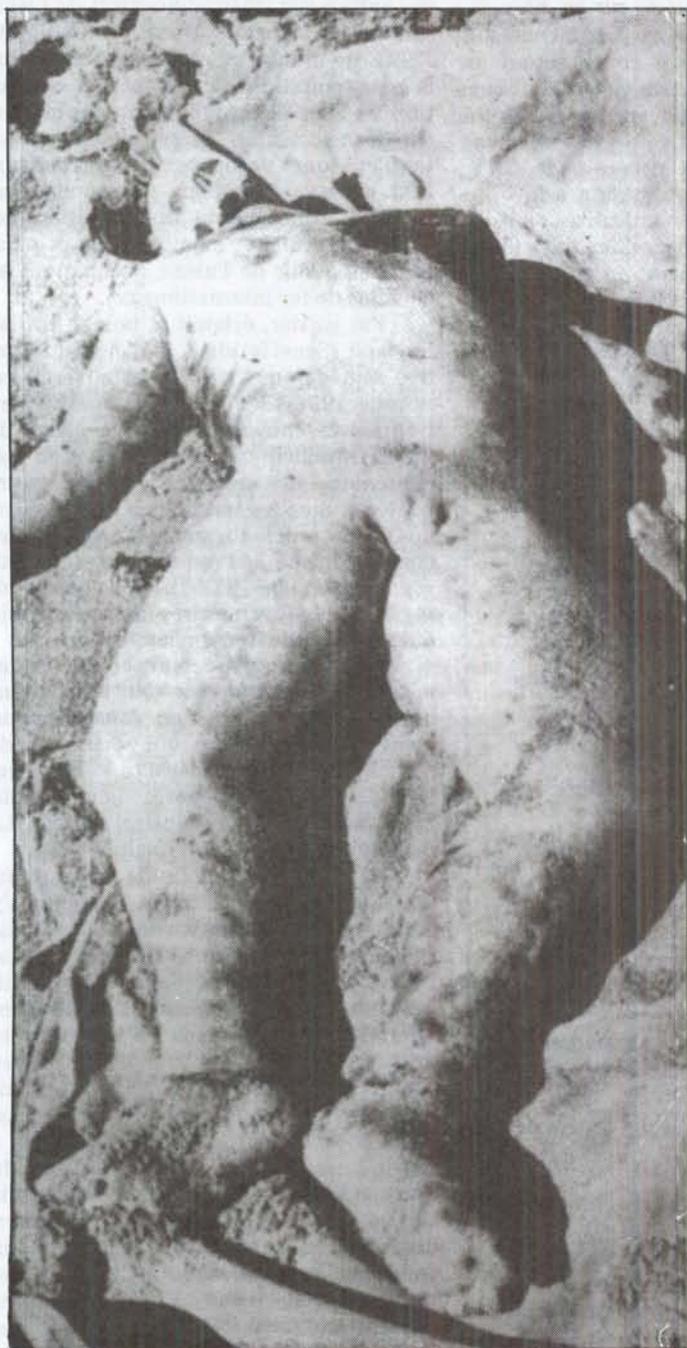
d'auto-organisation qui permettront l'émergence d'une nouvelle avant-garde et d'une direction alternative indépendante.

Dans ses plans, la bourgeoisie compte sur la bureaucratie pour soumettre les travailleurs. Les travailleurs eux, doivent mettre à profit ce besoin de la bourgeoisie pour affirmer leur organisation indépendante. ■

A. HEREDIA
10 novembre 1980.

Les « disparus » des gorilles argentins

Ces photos portent un témoignage accablant. Il s'agit de quelques uns des milliers de « disparus » argentins. Leurs corps, torturés et mutilés, ont été charriés et rejetés sur la rive uruguayenne du Rio de la Plata. La « technique » des enlèvements et des disparitions massives d'opposants a été inaugurée il y a une dizaine d'années par les militaires et les organisations « contre-terroristes » guatémaltèques. Puis la méthode a été exportée vers l'Argentine. Elle est aujourd'hui massivement mise en œuvre au Salvador. Pendant ce temps-là Reagan fait défiler dans Broadway les boys revenus d'Iran et ose parler de « barbarie » à propos de leur détention... (DR).



Forte résistance ouvrière à l'offensive d'austérité

François VERCAMMEN

La bourgeoisie belge vient d'accrocher brusquement son offensive d'austérité. Le quatrième gouvernement Martens, composé de socio-démocrates et de démocrates-chrétiens, avait convoqué à cet effet une grande Conférence nationale du travail (CNT) dont les conclusions devaient aboutir à un blocage des salaires pour deux ans et une série de mesures anti-sociales portant avant tout sur le chômage. Cette tentative ayant échoué, l'effervescence a rapidement gagné de larges couches de la classe ouvrière.

Les deux bureaucraties syndicales FGTB et CSC — qui étaient prêtes à s'engager à soutenir cette politique d'austérité sous une forme modérée — ont été obligées de mobiliser les travailleurs. Une mobilisation qui visait à la fois à exercer une pression sur le patronat et le gouvernement, et à constituer une soupape de sécurité pour le mécontentement des travailleurs. Il y avait 20 000 manifestants à Liège (le 15 décembre), 4 000 à Charleroi

(le 17) et 4 000 à La Louvière (le 16), 2 000 à Quaregnon (région de Mons-Borinage), 1 000 manifestants et 400 participants lors d'un meeting à Anvers, 3 000 manifestants à Roulers (Flandre occidentale). Le 19 décembre eut lieu la « concentration » de 4 000 délégués à Bruxelles. Toutes ces actions étaient organisées par la seule FGTB. Un début de riposte « à froid » qui cadrerait bien dans la stratégie réformiste de peser sur les négociations avec la bourgeoisie. La CSC de son côté s'était opposée à toute action de rue : elle misait ouvertement sur la discussion au Parlement pour améliorer la « loi de redressement » que le gouvernement veut imposer après l'échec de la CNT.

Ce climat de mobilisation a favorisé l'éclosion de luttes revendicatives plus dures. Dans certaines usines, les travailleurs sont partis spontanément en grève contre la loi, notamment à la Fabrique nationale d'armes (FN) d'Herstal (Liège), à Caterpillar (Charleroi), à la CDC (Charleroi)... Débrayage fort spectaculaire également de quelques heures (mais c'étaient les heures

de pointe du matin) des cheminots en front commun syndical.

Au mois de janvier, les crises du textile et de la sidérurgie ont connu de nouveaux rebondissements dans un climat confus. Les débrayages et la grève illimitée des 20 000 sidérurgistes liégeois ont pris un clair contenu de classe, indépendamment des manœuvres chauvines des bureaucraties syndicales (défense prioritaire des entreprises sidérurgiques soit de Liège, soit de Charleroi). Dans le textile, la FGTB de Mouscron s'est prononcée pour la nationalisation du secteur (en opposition au Plan Claes qui prévoit des milliers de licenciements). Plusieurs entreprises textiles sont occupées, des travailleurs font la grève de la faim, provoquant une très large solidarité de toute la région (action spectaculaire, manifestation et paralysie de la ville de Tubize, occupation des chemins de fer internationaux).

Fin janvier, éclatait la bombe British Leyland (Seneffe) dans la région du Centre, déjà durement touchée par la récession de 1966-1967. La fermeture de l'entreprise va entraîner le licenciement de 2 200 travailleurs. Il faut y ajouter un mécontentement croissant mais encore contenu chez les travailleurs qui auraient dû toucher des augmentations salariales conformément aux conventions collectives conclues en 1978-1979, et que la loi sur le blocage des salaires interdit d'appliquer à partir du 1er janvier 1981.

Dans plusieurs secteurs et régions, les négociations paritaires se sont tenues dans un climat très tendu : on voit mal comment éviter des luttes qui sortiraient de fait du carcan de la « légalité ». Des préavis de grève sont déposés dans le bâtiment, la chimie (entre autres) à Liège. La métallurgie de Charleroi s'agite.

Dans un tel contexte de fièvre sociale, la FGTB (la CSC ayant refusé de s'y associer) a réuni le 24 janvier 100 000 travailleurs au cours d'une grande manifestation nationale à Bruxelles. Elle a constitué une véritable démonstration de force du mouvement ouvrier. Le mot d'ordre de « grève générale » qui a été avancé — notamment par la LRT — a été repris dans les cortèges et par certaines délégations syndicales. Cette manifestation a mis la bureaucratie de la CSC au pied du mur : certaines délégations ouvrières de la CSC ont ouvertement transgressé l'interdiction formelle de participer à la manifestation (Brabant Wallon, Cockerill Hoboken, Solvay-Anvers, Boel-Tamise sont venues en front commun). Mais des centaines de syndicalistes de la CSC sont

La Belgique en sigles ...

PS : *Parti socialiste* (francophone, couvrant la Wallonie et Bruxelles).

SP : *Socialistische Party* (flamand, couvrant la Flandre et les Flamands de Bruxelles).

PSC : *Parti social-chrétien*.

CVP : *Christelyke Volks Party* (majoritaire en Flandre).

Ces deux derniers partis sont les principaux partis bourgeois, comprenant chacun une aile liée au syndicat chrétien CSC.

PVV : *Parti libéral flamand*.

PRL : *Parti libéral* (côté francophone).

VU : *Volksunie*, parti nationaliste flamand, comprenant une aile d'extrême droite et fasciste.

FDF : *Front démocratique des francophones*, parti nationaliste de la région bruxelloise (majoritaire à Bruxelles).

RW : *Rassemblement wallon*, parti nationaliste de Wallonie (de tous les partis nationalistes, le plus proche du mouvement ouvrier).

FGTB : *Fédération générale du travail de Belgique*, à dominante réformiste, mais traversée par des courants social-démocrate, communiste, syndicaliste « pur » et révolutionnaire.

CSC : *Confédération des syndicats chrétiens*, liée de fait au PSC-CVP, d'orientation réformiste, comprenant une petite minorité « socialiste auto-gestionnaire ».

Ces deux syndicats sont statutairement indépendants des partis politiques depuis 1944.

FEB : *Fédération des entreprises de Belgique*, regroupe toutes les organisations professionnelles du patronat belge.

VEV : *Vlaams Economisch Verbond*, organisation représentative du patronat flamand au niveau régional. Des organisations régionales analogues existent en Wallonie et à Bruxelles, mais sans le même poids économique et politique.

venus sans pouvoir sortir leurs drapeaux. A Liège, la bureaucratie de la CSC a été mise en minorité sur la question de la participation lors de la réunion de son comité exécutif. Une centrale entière — celle des employés (la CNE) — a discuté de sa rupture avec la CSC.

L'effet le plus spectaculaire de ces mobilisations a été la démission du président du PS, André Cools. Celui-ci avait mené au cours des six derniers mois une campagne très virulente en faveur de l'austérité et contre la direction de la FGFB. Il avait notamment mobilisé une partie des syndicalistes de Liège pour empêcher des débrayages et des manifestations au mois de décembre 1980. Il a dû jeter l'éponge : après la scission du vieux Parti socialiste belge en deux partis, sur une base linguistique ; après une stratégie régionaliste sans résultat, si ce n'est le désarroi dans le milieu socialiste wallon ; après une politique de collaboration de classes à outrance, les travailleurs de la FGFB ont eu raison de son délire et de son autoritarisme. Une bataille très âpre s'est engagée au sein du PS dans le cadre de la préparation de son Congrès prévu

pour le 22 février, avec un début de polarisation entre la gauche réformiste (Glinne) et la droite réformiste (Spitaels).

Le 5 février, une grève générale s'est développée dans le secteur des transports publics. Dans diverses régions, des grèves de 24 heures, souvent en front commun FGFB-CSC, se sont déroulées. Après l'acceptation par les deux Chambres de la « loi de redressement » et après les mobilisations d'envergure, il n'est pas impossible que les directions syndicales et le patronat passent un « accord interprofessionnel » qui permettrait, au prix de quelques compromis, de freiner le mouvement.

Néanmoins, il ne fait aucun doute que la Belgique entre dans un nouveau cycle de la lutte des classes. La montée ouvrière est désormais incontestable. Mais elle ne fait que débiter avec tout ce que cela comporte de balbutiements en ce qui concerne la formulation de son programme et de sa stratégie. Un nouveau « 1960-1961 » (c'est-à-dire une grève générale à caractère révolutionnaire) est en perspective à terme. Mais bien des batailles devront être menées — y compris et surtout

au sein du mouvement ouvrier lui-même — avant d'y parvenir.

Trois aspects sautent aux yeux si l'on compare la situation actuelle avec celle d'il y a vingt ans :

— une perte de prestige et de crédibilité énorme de la direction syndicale aux yeux des travailleurs ;

— une volonté unitaire très poussée qui fait qu'on voit difficilement comment la CSC pourrait rester en dehors d'un tel mouvement d'ensemble ;

— une gauche syndicale moins nombreuse qu'en 1960-1961, mais beaucoup plus indépendante par rapport à l'appareil syndical ;

— une gauche anticapitaliste et révolutionnaire plus nombreuse et plus forte, notamment la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVE Internationale et l'organisation prochinaise PTB (ex-TPO).

François VERCAMMEN
7 février 1981.

La crise de la concertation sociale en Belgique

François VERCAMMEN

La Conférence nationale du travail (CNT), réunie à la fin du mois de novembre 1980, s'est terminée par un échec. Rassemblant en grande pompe quelque 80 délégués du gouvernement, du grand capital, des classes moyennes, des mutualités et des organisations syndicales, elle avait comme but de donner le coup d'envoi d'une grande offensive patronale. Son objectif était la conclusion d'un accord de programmation interprofessionnelle valable pour tous les travailleurs du pays, qui ferait du mouvement syndical le défenseur systématique de l'austérité au sein de la classe ouvrière.

Or, tant à la FGFB qu'à la CSC, la réponse fut : « Non ! ». Malgré la présence

20 ANS DE STABILITÉ POLITIQUE GRACE A LA « CONCERTATION SOCIALE »

La Belgique a connu une grande stabilité politique et sociale ces vingt dernières années grâce à un mécanisme qui est profondément ancré dans son histoire : le troc d'avantages financiers et sociaux importants pour les travailleurs, en échange de la passivité du mouvement ouvrier en ce qui concerne les grandes décisions économiques du grand capital ; le tout couronné par un système de concertation très développé et très structuré.

Les travailleurs belges sont parmi les

de ministres socio-démocrates et de démocrates-chrétiens (liés à la CSC) et la complicité évidente de l'appareil syndical national interprofessionnel, le morceau était trop gros pour être avalé en une seule fois. Une fois de plus se confirme une donnée de base de la lutte des classes en Belgique : l'énorme poids du mouvement ouvrier organisé a empêché jusqu'à présent à la fois une riposte ouvrière d'ensemble face à la crise et le succès de l'offensive patronale.

Jusqu'à quand ? C'est la question que tout le monde se pose. Car il est évident que la nouvelle récession qui s'amorce ne fera qu'aggraver la situation économique et radicaliser les positions politiques de part et d'autre.

mieux payés du monde, ils jouissent d'un système de Sécurité sociale (chômage, maladie-invalidité, pension, allocations familiales) des plus avancés. Ils sont représentés, par le biais du mouvement syndical, dans à peu près 250 organes de concertation au sommet avec le patronat et le gouvernement, et dans 3 000 conseils d'entreprises et 5 900 comités d'hygiène et de sécurité. Les dirigeants réformistes sont passés maîtres dans la capacité de canaliser les mouvements de

grèves (très militants et très fréquents) et de se servir du formidable poids social de la classe ouvrière organisée pour négocier des concessions substantielles de la part des patrons. La bourgeoisie, de son côté, a appris à vivre avec cette situation, dans la mesure où l'expansion économique des années 1960, jusqu'au début des années 1970, lui permettait de faire des concessions financières et d'avoir, en contre-partie, les mains libres pour ses grandes décisions économiques. Tout se négocie en Belgique ; toute position tranchée au départ finit par prendre une demi-teinte ; tout conflit s'amortit dans les méandres de la concertation sociale...

Ce pragmatisme, condition indispensable à la survie du système de concertation, a présidé à la tactique patronale du début de la crise, en 1974, jusqu'à la mi-1979, afin d'éviter un affrontement politique et social.

Ainsi, tout au long de la première phase de la crise actuelle, la bourgeoisie a utilisé une double tactique gradualiste face à la classe ouvrière. En premier lieu, elle a joué sur le mécanisme spontané, aveugle et « dispersé » de l'économie de marché. Cela a eu comme résultat — en absence d'une riposte décidée et globale du mouvement ouvrier dès le départ — la création d'un très important volant de chômage. De 71 000 chômeurs (chiffre considéré comme « normal ») en 1971, le chômage a grimpé jusqu'à 160 000 en

1974, pour atteindre 350 000 chômeurs indemnisés, chiffre le plus élevé — en proportion — de la CEE (en fait, il y a 600 000 demandeurs d'emploi réels selon les syndicats). Dans l'industrie, 227 000 emplois ont été supprimés, dont 80 000 emplois féminins (soit 25 % du travail féminin industriel).

Parallèlement, la Belgique a battu plusieurs records en ce qui concerne l'augmentation de la productivité : 7,7 % en moyenne par an entre 1970 et 1973 (contre 4,0 % en RFA et 5,0 % pour la CEE) et 4,4 % entre 1973 et 1979 (contre 4,5 % pour la RFA et 2,9 % pour la CEE). En 1979, on produit plus qu'en 1974 avec 16 % de travailleurs industriels en moins. Cela a eu pour conséquence une baisse des coûts salariaux unitaires dans le secteur manufacturier (en francs belges (FB) sans tenir compte des réévaluations du franc). 1970 : 94,8 ; 1971 : 96,8 ; 1972 : 98,8 ; 1973 : 100,4 ; 1974 : 99,3 ; 1975 : 106,6 ; 1976 : 105,5 ; 1977 : 102,1 ; 1978 : 96,5 ; 1979 : 93,2 (1).

Une redistribution du revenu national s'est opérée. Selon un récent communiqué de l'Institut national de statistique (INS), les revenus nominaux ont évolué de la manière suivante pour la période 1975-1979 : salaires et traitements des travailleurs assujettis à la Sécurité sociale, plus 38,6 % ; revenus des professions libérales, plus 56,8 % ; revenus de la propriété échéant aux particuliers, plus 53,5 %. Pas étonnant donc qu'en 1978 et 1979 le bénéfice brut (avant amortissement) se situait à 17,0 % (1978) et à 24,4 % (1979), niveau jamais atteint depuis la Deuxième Guerre mondiale (2).

Cette relance du taux de profit n'a cependant pas abouti à un véritable redémarrage des investissements industriels, mais il est évident que le capitalisme belge n'en est pas pour autant aux abois. Durant toute une période, cette politique d'exploitation accrue des travailleurs n'a pas suscité des luttes d'envergure. Des ba-

tailles très dures ont pourtant eu lieu — comme la lutte victorieuse, après 13 mois d'occupation de la raffinerie RBP à Anvers pour empêcher sa fermeture —, mais elles sont restées limitées et fragmentées, même dans les secteurs où un démantèlement important s'est développé, comme dans la métallurgie et le textile.

La bourgeoisie a utilisé l'arme traditionnelle du chômage pour peser sur la combativité des travailleurs. Le chômage touche avant tout les jeunes, les femmes et des travailleurs de petites et moyennes entreprises en faillite : c'est-à-dire les couches ouvrières les moins organisées. Le patronat a étroitement associé la bureaucratie syndicale aux grandes restructurations industrielles (sidérurgie, textile, construction et réparation navales), en échange d'une politique de compensation sociale très développée (pré-retraite, fonds sociaux) et d'un replâtrage du « secteur mixte » (Etat en association avec le secteur privé). La perte de pouvoir d'achat et le recul du niveau de vie sont réels, mais ils restent limités en ce qui concerne les couches décisives du prolétariat, c'est-à-dire les générations ouvrières masculines entre 40 et 65 ans, qui constituent très souvent aussi l'essentiel des cadres du mouvement ouvrier organisé.

Le deuxième aspect de la tactique bourgeoise face à la classe ouvrière a été un grignotage progressif des acquis sociaux à travers la politique gouvernementale. De 1974 à 1979 se sont succédés quasi-annuellement des lois « budgétaires », « de redressement », « de relance », des « lois-programmes », etc., qui s'articulent autour de certains axes stables :

— réduction du déficit budgétaire en comprimant les dépenses de la Sécurité sociale, avant tout le chômage ;

— augmentation des taxes, souvent qualifiées de « luxe » (tabac, alcool, automobile) ;

— augmentation des prix des services publics (transports en commun, postes, téléphone, etc.) ;

— réduction du niveau de vie des travailleurs des services publics (blocage des salaires depuis 1975).

A trois reprises, les gouvernements s'en sont pris « ponctuellement » à la liaison des salaires à l'indice : par le blocage sélectif des prix en mai 1975 ; par le « coup de la pomme de terre » (qui fut retirée de l'indice pendant deux mois, août-septembre 1976) et la non-adaptation à l'indice des salaires supérieurs à 42 000 FB par mois ; et récemment par une tentative (avortée) d'introduire un blocage des salaires de 2 % dans les services publics par deux retenues successives de 1 % à l'occasion des rattrapages des salaires.

Les axes de la politique patronale apparaissent donc clairement :

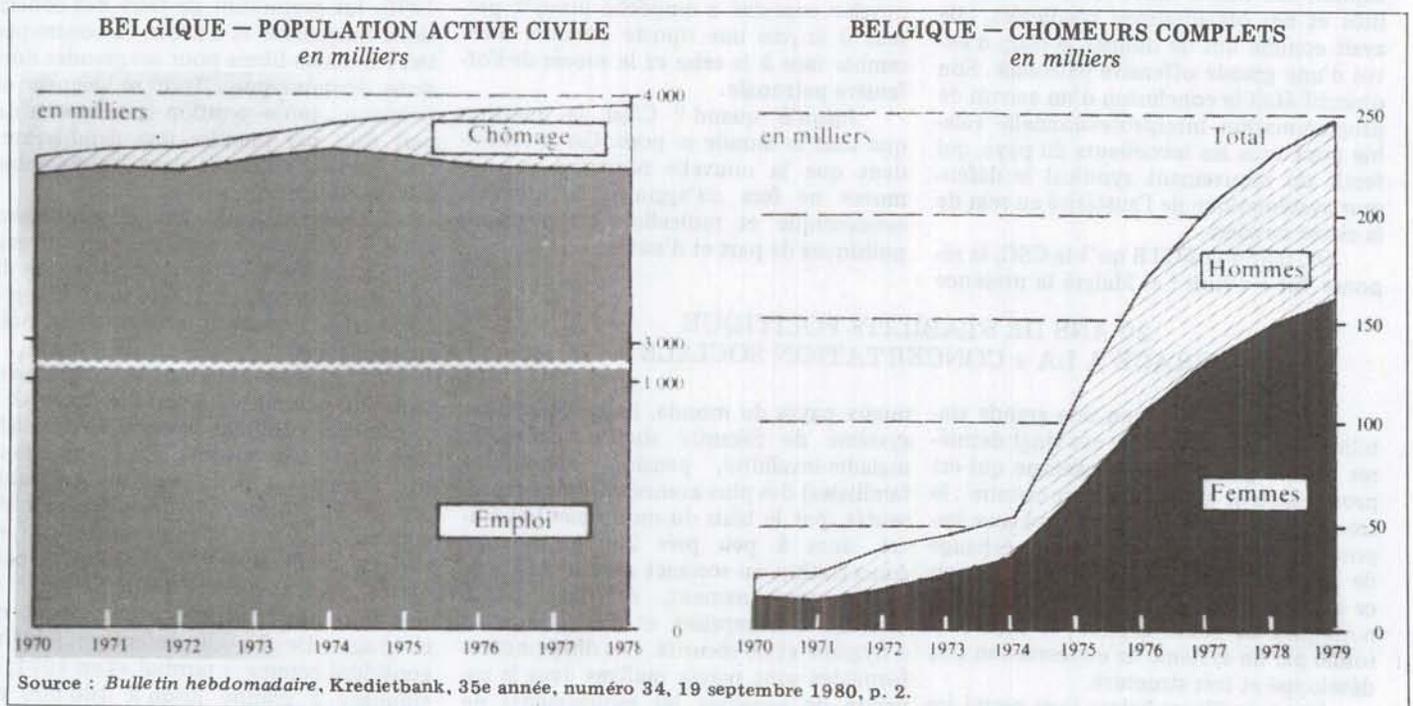
— attaque contre le salaire direct (chômage, productivité, lente dégradation des conditions de travail, blocage de fait des salaires) ;

— attaque contre la liaison des salaires à l'indice du coût de la vie (mode de calcul, automaticité, élévation des indices-pivots, étalonnage dans le temps des rattrapages) ;

— attaque contre le salaire indirect par un démantèlement de la Sécurité sociale (état de besoin, « chef de famille », ticket modérateur, reprivatisation partielle, etc.).

Bien sûr, le patronat ne vise pas à une contraction brutale de la demande intérieure qui, dans des conditions d'exa-

1. F. G. Prades, *Bulletin de conjoncture*, numéro 66, IRES.
2. *Weekberichten Kredietbank*, 26 septembre 1980.



cerbation de la concurrence sur le marché mondial, a été un soutien important à la conjoncture. Son offensive est donc prudente. De plus, il s'est heurté à trois obstacles importants qui l'ont empêché de mener une offensive globale et percutante.

1.— La crise de l'Etat bourgeois unitaire

La Belgique est un Etat comprenant deux peuples (wallon et flamand), une petite communauté de langue allemande (conquête impérialiste de 1914-1918) et une capitale — Bruxelles — qui, pour des raisons historiques, économiques et urbanistiques, n'a pas seulement un rôle administratif. La question nationale est donc complexe et multiforme.

L'échec de la grève générale de décembre 1960-janvier 1961, apogée de toute une période de radicalisation ouvrière, marquait aussi la défaite de la classe ouvrière wallonne dans sa lutte pour un fédéralisme directement lié à un programme ouvrier radical. La bourgeoisie en a profité pour refondre son appareil d'Etat en fonction des nouveaux rapports de forces en son sein (entre d'un côté le secteur traditionnel des *holdings* « belges » et, de l'autre, le secteur flamand du patronat, gonflé par la prospérité des années 1960, et composé d'intermédiaires financiers et d'industriels étroitement liés aux multinationales allemandes, américaines et hollandaises).

Même sans une pression ouvrière très forte, la bourgeoisie, en cette fin du XXe siècle, rencontre des difficultés réelles pour procéder à une telle réforme démocratique fondamentale. Tous les partis bourgeois ont éclaté (au moins en deux : PSC et CVP ; parfois en cinq ou six tronçons, comme la famille libérale ; des partis se sont développés sur une base « linguistique » : VU, FDF, RW). Il y a eu six gouvernements en dix ans. De 1970 à 1980, toutes les formules gouvernementales ont été utilisées et usées. Le fait que la priorité de la vie politique « institutionnelle » a été orientée vers la question « communautaire » et que le monde politique bourgeois a éclaté, constituent un sérieux handicap pour la bourgeoisie, au moment où elle doit affronter la plus importante crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale.

2.— Le poids énorme du mouvement ouvrier organisé et de la classe ouvrière

Il y a 9 855 000 habitants en Belgique, dont 4 137 500 forment la population active. Parmi celle-ci, il y a 3 131 100 salariés-appointés (83,3 %). Les syndicats revendiquent 2 500 000 membres (80 %). Certes, ceux-ci sont sous domination réformiste (social-démocrate et démocrate-chrétienne), mais c'est un mouvement syndical très diversifié, en radicalisation lente, traditionnellement combatif (trois grèves générales pré-révolutionnaires : 1936, 1950, 1960-1961) et sous la pression d'une classe ouvrière nombreuse, revendicative et insolente.

Les directions réformistes ont refusé d'organiser une riposte immédiate dès le



Le 25 janvier 1975, les 600 travailleurs des cristalleries du Val Saint Lambert près de Liège occupaient leur entreprise menacée de disparition et continuaient la production et la vente. Une des innombrables initiatives militantes des travailleurs belges contre les conséquences de l'austérité patronale (DR).

déclenchement de la crise économique, mais elles ont été obligées de riposter ponctuellement, chaque fois que le patronat ou le gouvernement allaient « trop loin » : grève nationale « symbolique » d'une heure en front commun syndical FGTB-CSC (pour la première fois dans l'histoire) en mars 1975 ; « grève des vendredis » FGTB-CSC qui a provoqué la chute du gouvernement, fin février-début mars 1977 ; grève wallonne d'un jour, débouchant sur une énorme manifestation de 80 000 travailleurs FGTB-CSC à Namur (mars 1979) ; mobilisation de 4 000 délégués FGTB à Bruxelles pour les élections sociales (mais qui a pris la forme d'un défi à la politique gouvernementale) ; 7 décembre 1979, journée de grève nationale de la seule FGTB, mais qui est parvenue à entraîner dans le mouvement certaines délégations d'entreprises et régionales de la CSC.

Cette dialectique « bourgeoisie-bureaucratie réformiste-base ouvrière » a empêché que la bourgeoisie belge n'obtienne ce que ses homologues italiens ou allemands ont obtenu de « leurs » réformistes : qu'ils se fassent les défenseurs actifs, au sein de la classe ouvrière, d'une politique globale d'austérité. Les chefs réformistes belges semblent dire : « *Complices tacites ? D'accord ! Monter en première ligne ? Non merci ! Allez-y vous-mêmes !* » Or, la bourgeoisie n'est capable ni de contourner la classe ouvrière et ses organisations ni de les attaquer de front.

3.— Les divisions au sein de la bourgeoisie

Cette division est un facteur de moindre importance, mais il est bien réel et il résulte en partie des deux facteurs précédents. Cette division ne porte pas sur le fond de la politique d'austérité, mais sur la manière d'affronter le mouvement ouvrier organisé. Elle met aux prises la FEB, l'organisation patronale qui regroupe l'ensemble des associations professionnelles belges, et la VEV, qui regroupe les chambres patronales des seules provinces fla-

mandes. Alors que la FEB procède graduellement, combine les mises en gardes et l'obtention de mesures pratiques (c'est-à-dire préfère avoir raison en pratique dans la mise en place de l'austérité), la VEV globalise les différents éléments de l'offensive patronale, met toutes les données sur la table, les projette en perspective (parle, par exemple, de la possibilité « réaliste » de 500 000 chômeurs complets indemnisés en 1985, ce qui ferait 700 000 à 800 000 demandeurs d'emploi, soit 25 % de la population salariée) et lance la discussion sur le « choix de société » (3).

Ces divergences reflètent une réalité sociale flamande particulière : un capitalisme qui échappe pour une partie aux *holdings* traditionnels ; une majorité de la CSC droitrière dans la classe ouvrière ; un patronat moins expérimenté politiquement, en plein développement ; un appareil de production beaucoup moins vétuste qu'en Wallonie. Cela gêne la formulation d'un projet bourgeois cohérent à l'échelle nationale, d'autant plus que ces différents secteurs de la bourgeoisie ne disposent pas (encore) d'un appareil d'Etat homogène et de partis politiques dotés d'une stratégie cohérente. Les partis chrétiens (CVP et PSC) sont des partis bourgeois interclassistes, donc obligés — dans une certaine mesure — de faire jouer en leur sein la concertation sociale qui imprègne toute la société belge. Les partis libéraux veulent avant tout — pour le moment — renforcer leur poids électoral et préconisent donc une politique poujadiste en matière fiscale.

UNE OFFENSIVE PATRONALE D'ENVERGURE A DÉMARRÉ

A la rentrée de septembre 1979, le patronat a fait un premier pas pour accen-

3. Discours de clôture de M. Stouthuysen, président du VEV, au Congrès de Hasselt, mars 1980.

tuer et globaliser son offensive. Profitant des « recommandations » de l'OCDE et de la CEE, il a mis l'ensemble des données d'une politique d'austérité sur la table ; mais la crise gouvernementale, une fois de plus provoquée par la crise communautaire, a empêché la mise en œuvre d'une action coordonnée dès cette date.

Dorénavant, c'est fait. Sous la pression de la nouvelle récession internationale, le début de la solution de la crise « communautaire » (loi sur la « régionalisation » d'août 1980), et la mise en place d'un nouveau gouvernement de collaboration de classe entre socio-chrétiens et socio-démocrates, la bourgeoisie a opéré un changement tactique important par rapport à la période 1974-1979. Elle est passée à l'offensive afin d'introduire une politique d'austérité globale avec la collaboration des directions réformistes du mouvement ouvrier.

Dès lors, une bataille de longue haleine a commencé à l'intérieur du mouvement ouvrier, afin de gagner pratiquement ses directions à une telle politique, et ensuite au sein de la classe ouvrière, pour que celle-ci l'admette.

Dramatisant l'ampleur de la crise (et aussi pour trouver une majorité spéciale afin de réviser la Constitution dans une optique régionaliste), la bourgeoisie avait réussi à imposer à la social-démocratie et à l'aile démocrate-chrétienne du CVP/PSC une gestion gouvernementale tripartite d'union nationale avec les libéraux (mai 1980). Le Premier ministre avait tout de suite annoncé la couleur en prévoyant une loi budgétaire comportant 80 milliards de FB d'économies, avec une réduction salariale de 2 % pour les travailleurs des services publics. Certains patrons ont voulu profiter de l'exemple, notamment dans la réparation navale (- 2 % du salaire), à la Banque Bruxelles-Lambert (- 5 % en deux ans). Le gouvernement avait lancé une invitation aux organisations syndicales pour négocier une politique de l'emploi et une refonte globale de la Sécurité sociale. Les directions réformistes des partis politiques avaient, encore une fois, avalé ce programme gouvernemental qui introduisait une austérité renforcée, essentiellement axée sur la réduction du budget de l'Etat.

Mais il fallait passer par une nouvelle crise gouvernementale (octobre 1980), avec l'expulsion des libéraux du gouvernement, pour que les socio-démocrates puissent « librement » (c'est-à-dire sans le harcèlement anti-fiscal et l'arrogance anti-syndicale des libéraux) accepter la grande innovation du quatrième gouvernement Martens : le blocage des salaires pour deux ans. Cela était accompagné de la proposition d'organiser une grande Conférence nationale du travail (CNT) où l'ensemble du programme gouvernemental serait discuté. Les Congrès des partis se sont tenus avant cette CNT. Au PS, où le président Cools a mené une virulente campagne publique en faveur de l'austérité, le programme du gouvernement est passé, non sans un violent débat contre Yerna, secrétaire de la FGTB-Liège : 87 % de oui. Au SP (flamand), il obtient 93 %

de oui, 5,8 % d'abstention et 1,6 % contre.

Dans les deux partis socio-démocrates, la volonté d'imposer l'austérité est manifeste. Mais cette victoire était un peu formelle. Le vote était d'abord influencé par la satisfaction d'avoir expulsé les libéraux du gouvernement et mis fin à la gestion gouvernementale tripartite d'union nationale (une formule qui « passe » difficilement dans le mouvement ouvrier réformiste, même chez les démocrates-chrétiens). En même temps, le vote était « provisoire », dans un double sens : le mouvement syndical — en l'occurrence la FGTB — devait encore être consulté lors de la CNT et à cette fin il était en train d'élaborer une *Note commune* FGTB-CSC. De plus, les deux présidents des partis, Cools et Van Miert, ont dû promettre un nouveau Congrès immédiatement après la CNT, pour apprécier les résultats de celle-ci.

LA RESISTANCE DE LA BASE SYNDICALE

Au sein des directions syndicales, il existe un accord de fond sur le caractère inévitable de l'austérité, y compris sur le terrain sur lequel elle devrait porter : salaire direct, aménagement de la Sécurité sociale (le ministre De Wulf — SP — édicte en plein été 1980 ses « dix commandements », véritable chasse aux chômeurs). Mais on insiste sur le maintien de la liaison des salaires à l'indice ; sur le caractère équilibré de l'effort d'austérité (notamment les grosses fortunes, fraude fiscale) ; la nécessité de créer des emplois ; les limites à ne pas dépasser en ce qui concerne l'attaque contre la Sécurité sociale.

Les deux directions FGTB et CSC rédigent — sans la moindre consultation démocratique de leurs membres — une *Note commune* droitière et technocratique aux caractéristiques suivantes :

— elle se tait sur le blocage des salaires ;

— elle cautionne l'analyse patronale de la crise économique et du budget de l'Etat ;

— elle propose une politique économique qui va dans le sens des documents de la FEB (restructuration industrielle, soutien à l'exportation, baisse des taux d'intérêt) ;

— elle accepte les restrictions budgétaires en matière sociale ;

— elle formule d'une manière très timorée des exigences en matière de réduction de la durée du travail, de la lutte contre la fraude fiscale et la fuite des capitaux ;

— elle demande même un « *impôt spécial de crise* », fourni par un effort de « *toutes* » (sic) les couches sociales (4).

Les directions syndicales ont donc décidé d'aller à la CNT sans programme d'action propre du mouvement ouvrier et sans créer au préalable un (minimum de) rapport de forces sur le terrain. Dans le fond, elles étaient prêtes à exercer une pression accrue après coup, avant tout par le biais de leurs « amis politiques » au

gouvernement. Pourtant, l'effervescence avait augmenté d'un cran au sein du mouvement syndical lui-même.

Dès début septembre 1980, l'ensemble des travailleurs des services publics (830 000) ont exigé le retrait immédiat des 2 % contenus dans la loi budgétaire. Ils ont annoncé une grève nationale de 24 heures et commencé à mettre en place toutes les mesures pour en faire une démonstration de force. Des grèves spontanées ont d'ailleurs éclaté tout de suite : chemins de fer à Charleroi et Liège, communaux à Liège, innombrables motions de toutes les régions du pays...

Martens dut suspendre la mesure et faire son autocritique publique pour « *non-concertation* ». Différents congrès syndicaux, surtout à la FGTB, prenaient position dans le courant du mois d'octobre 1980 contre la politique d'austérité : la Centrale générale (CG, première centrale industrielle de la FGTB ; la seconde, après la Centrale des services publics) l'attaque durement, par le biais de son nouveau président, et vote une longue résolution contre le blocage des salaires, contre l'immixtion gouvernementale dans les conventions collectives, contre la gendarmerie, pour les 36 heures. A la FGTB, l'appareil est manifestement divisé sur la tactique à suivre : son secrétaire général Debonne essaye d'adopter une position moyenne entre la CG et l'Inter-régionale wallonne de la FGTB (dont le président est Gayetot) d'un côté, et les secteurs plus modérés de l'autre. A la CSC, le président Houhuys mène depuis des mois une campagne publique en faveur de l'austérité ; les voix discordantes à la CSC sont de fait plus limitées.

La *Note commune* FGTB-CSC ; les avatars de la CNT mis en avant dans l'opinion publique au moment où les affrontements entre les « partenaires sociaux » sont manifestes ; les déclarations intempestives de Cools, président du PS, contre la FGTB ; la position d'amendements qu'adopte le SP (flamand) face à un gouvernement dont il fait partie ; la multiplication des assemblées syndicales et quelques grèves d'entreprises importantes (à l'AMP, distribution de la presse, les travailleurs obtiennent même des augmentations de salaire) ; tout cela fait monter la température dans la classe ouvrière. Cela crée un flottement important au sein de l'appareil social-démocrate et démocrate-chrétien (au niveau politique et syndical) et suscite parmi les militants syndicaux un débat sur la stratégie. La tentative d'imposer l'austérité au mouvement syndical derrière le dos de la classe ouvrière échoue largement.

Fin novembre 1980, la préparation des Congrès nationaux FGTB et CSC (prévus pour le 2 décembre) se déroulait dans une grande confusion au niveau régional : parfois, il n'y avait pas de documents soumis à la discussion ; parfois, il y

4. A ce sujet, lire *La Gauche*, hebdomadaire de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale, 11 janvier 1981.

avait à peine une introduction et pas de vote ; dans certains Congrès, il y eut des affrontements avec des délégués de base ; dans d'autres, l'appareil prit les devants et se montra « sceptique » quant aux résultats de la CNT, laissant la porte ouverte à un vote négatif ; ailleurs encore, la bureaucratie introduisait « positivement », mais concluait « négativement » le Congrès sous la pression des délégués de base ; finalement, il y eut des Congrès régionaux ou des comités exécutifs de centrales qui se sont prononcés clairement contre (Anvers, Liège, métallurgistes, services publics, employés). Et, à certaines occasions, l'idée de la riposte immédiate est lancée : à Liège, Gillon lance la proposition d'une grève d'« au moins quatre heures »... Des délégués de base interviennent pour proposer la préparation de la grève générale.

Au Congrès national de la CSC, le président Houthuys qui, jusqu'au bout, avait sans doute cru convaincre ses troupes d'approuver les conclusions de la CNT, faisait une introduction « neutre ». Il est obligé de réintervenir après que cinq orateurs aient rejeté l'accord : il est aussi contre... A la FGTB, Debunne avait renoncé à convaincre : il rejette dans des termes assez durs les conclusions de la CNT, mais prend la défense des ministres socialistes. Le Congrès mandate le bureau pour élaborer un plan d'action...

En fait, la bureaucratie syndicale n'a pas renoncé à renouer les contacts avec le gouvernement. Celui-ci semble prêt à faire quelques concessions lorsque les conclusions générales de la CNT devront être transformées en projets de loi. Mais le gouvernement est pressé : il veut imposer le blocage des salaires dès le 1er janvier 1981, sinon il devra imposer à des dizaines de milliers de travailleurs qui obtiendront des augmentations à cette date dans le cadre de leurs conventions, un blocage « rétroactif » de leurs salaires, c'est-à-dire un remboursement des augmentations salariales.

PREMIERES CONCLUSIONS

En premier lieu, le gouvernement n'a pas réussi dans sa première tentative d'impliquer le mouvement syndical dans une politique d'austérité globale et renforcée, impliquant le blocage des salaires « autoritaire » (c'est-à-dire par l'intervention dans la libre négociation entre patrons et syndicats).

Il est maintenant obligé de poursuivre ce combat, puisqu'il est entamé. Il n'est pas sûr que ce gouvernement de collaboration des classes survivra à ce premier choc. La bourgeoisie a de toute façon un autre fer au feu (un gouvernement bourgeois homogène sans la social-démocratie), mais elle sait par expérience qu'un tel gouvernement n'est pas nécessairement le plus fort (Tindemans fut renversé en 1977 par deux grèves interprofessionnelles provinciales, menées chaque fois par des travailleurs d'une province flamande et d'une province wallonne le vendredi). Un début d'affrontement sur le terrain semble désormais inévitable, afin



Les usines Cockerill-Ougrée à Seraing en Belgique (DR).

de tester les rapports de forces au sein même du mouvement ouvrier organisé.

Deuxièmement, dès le moment où celui-ci a mis le doigt dans l'engrenage de l'austérité, les risques de division sont énormes à tous les niveaux. La division la plus spectaculaire est celle entre le secteur politique et le secteur syndical de la social-démocratie. Au Congrès de la FGTB-Liège, le PS a été gravement attaqué, comme dans les années 1961-1962, à l'époque de la rupture organisationnelle de l'Action commune socialiste (regroupant syndicat, parti, mutualité, coopérative). Du côté flamand, le SP a manœuvré plus habilement, mais le fond de l'affaire percera bientôt l'écran des manœuvres tacticiennes : le PS/SP approuvera-t-il la politique gouvernementale ouvertement et explicitement rejetée par le mouvement syndical ? Ses conseils généraux (en lieu et place des Congrès) ont déjà dit « oui ».

Troisièmement, l'opposition à l'austérité au sein de la FGTB et de la CSC est une combinaison de plusieurs facteurs qui la rendent confuse : un mécontentement diffus des travailleurs, difficile à mesurer en période « passive » ; car il est d'autre part évident — tous les délégués syndicaux combattifs parlent dans ce sens —, que la masse ouvrière a été désarçonnée par la crise et par la politique des réformistes (d'où scepticisme, passivité, réactions de corporatisme et, en même temps, culpabilité : « *Vivre au-dessus de ses moyens* ») ; une réaction des délégués de base qui n'étaient pas prêts à lâcher des avantages sociaux et financiers souvent conquis de haute lutte et qui ont traduit de la sorte ce mécontentement ainsi que leur propre conscience syndicale ; une partie de l'appareil syndical lui-même (y compris aux sommets) qui comprend que l'austérité ne mène pas à une politique de création d'emplois (l'exemple de la Grande-Bretagne revient dans les dis-

cours), que le capitalisme belge n'est pas aux abois (les pétroliers par exemple), que les travailleurs « ont déjà donné » (chômage massif dans la sidérurgie, la métallurgie et les services publics), qu'il y a des gaspillages scandaleux de la part du patronat (fraude, fuite des capitaux), que cette politique d'austérité n'ira qu'en se renforçant (on parle déjà d'un déficit budgétaire amplifié de 150 milliards de FB), que le gouvernement veut commencer à limiter la capacité d'action syndicale en bloquant les conventions collectives.

Le rejet de la CNT au sein du mouvement syndical est avant tout le résultat de l'opposition des centrales (métallurgie, Centrale générale, services publics, syndicats des employés), et beaucoup moins d'une lutte politique entre la gauche et la droite, telle que la Belgique l'a connue dans les années 1950-1960.

En même temps, le fait que la CSC refuse aussi l'austérité (débordant ainsi sur sa gauche la direction interprofessionnelle très droitiste) est important ; d'autant plus que la CSC est majoritaire en Flandre et qu'à la FGTB même l'opposition à l'austérité était loin de se limiter à la Wallonie.

Quatrièmement, un nouveau cycle dans la lutte des classes commence. Un premier choc politico-social a secoué un édifice patiemment construit par vingt ans de collaboration de classes, de concertation sociale, et d'une stratégie réformatrice « efficace » fondée sur la « dialectique des conquêtes partielles ». Il y a de moins en moins à négocier ; il faudra se battre. Mais ce combat rend nécessaire un débat sur la stratégie qui s'ouvrira nécessairement avec une augmentation de l'auto-activité de la classe ouvrière, et d'une instabilité accrue sur le terrain politique et social. ■

François VERCAMMEN
15 décembre 1980.

Les partis communistes face au soulèvement polonais

Jacqueline ALLIO

« *L'Union soviétique ne peut rester indifférente à ce qui se passe en Pologne...* » Petite phrase répétitive apparemment anodine mais qui en dit long sur la préoccupation de la bureaucratie soviétique confrontée depuis plus de six mois à un mouvement qui ne désarme pas, mais va au contraire s'approfondissant, touchant toutes les couches sociales, toutes les régions du pays, jusqu'au fin fond des campagnes. « *Tous les vrais patriotes polonais déclarent avec une détermination farouche que la Pologne est et restera partie intégrante de la grande famille des pays du socialisme. Nous, le peuple soviétique, nous sommes en complet accord avec eux* », déclarait Piotr Abrassimov dans une interview à la télévision ouest-allemande le 9 février 1981, le jour même où se tenait le plénum du Comité central du parti communiste polonais (POUP) qui devait porter le général Jaruzelski à la tête du gouvernement en remplacement de Pinkowski.

S'il est une grande famille menacée, c'est celle des bureaucrates staliniens de toutes nationalités qui, au-delà de leurs divergences, se trouvent toujours d'accord pour épauler un lointain cousin lorsque celui-ci voit ses privilèges et son pouvoir mis en cause par les masses. L'accélération depuis deux mois des communiqués soviétiques, faisant alterner les déclarations de « *confiance dans le peuple polonais* » avec les menaces plus ou moins voilées d'intervention militaire, en dit long sur la grande peur de la bureaucratie stalinienne devant le caractère de plus en plus politique des revendications mises en avant par le prolétariat polonais.

Le Kremlin fait de moins en moins confiance à l'équipe polonaise en place pour maîtriser la vague de fond qui n'arrête pas de déferler. Au point que la « *confiance* » initiale s'est transformée rapidement en simple « *espoir* » que le peuple polonais sache s'en sortir seul. « *Nous espérons toujours, nous espérons encore que les camarades polonais seront capables de surmonter les difficultés actuelles* » devait notamment déclarer en Italie Vladimir Zagladine, porte-parole du gouvernement soviétique dans une interview reproduite dans la *Repubblica* du 11 décembre 1980.

Quel est le bureaucrate qui pourrait se sentir à l'aise dans sa peau, alors que pas un jour ne passe sans apporter son lot de nouvelles sur les derniers « *déplacements* », sur les dernières « *démissions* »,

quand ce ne sont pas carrément les exclusions de dirigeants locaux ou nationaux polonais accusés de prévarication ou d'incompétence ? Et cela parce qu'on ne parvient tout simplement plus à contenir les informations sur les passe-droits, petites combines et grandes erreurs de gestion dont ces messieurs sont déclarés coupables par une population qui sait de quoi elle parle.

Face aux exigences de la classe ouvrière polonaise montrant toujours plus clairement qu'elle aspire à prendre elle-même ses affaires en mains sur tous les plans, face à la crise de contestation qui traverse le POUP jusque dans ses sphères les plus élevées, la direction polonaise, profondément ébranlée par l'explosion du mois d'août 1980, se montre de plus en plus divisée et incapable de parvenir, par des mesures strictement politiques, à reprendre la situation en mains.

Pour tous les pays du Pacte de Varsovie, la question qui se pose depuis le mois d'août est donc de parvenir à limiter les dégâts. Cependant, l'élargissement du mouvement et son impact bien au-delà des frontières polonaises en font un événement de portée internationale, largement commenté par la presse, les radios et les télévisions du monde entier. Ce qui a contribué à renforcer les obstacles auxquels les Soviétiques se trouveront confrontés s'ils décident d'intervenir. Qu'il s'agisse de l'ampleur de la résistance qu'ils s'attendent à rencontrer, et donc de l'importance des troupes à immobiliser en Pologne pour une occupation qui risque de durer. Qu'il s'agisse des implications qu'une telle intervention ne saurait manquer d'avoir sur les relations politiques et économiques de ces pays avec les pays occidentaux en cas d'intervention. Qu'il s'agisse enfin des nouvelles ruptures au sein du « *camp socialiste* » que cela risque fort d'entraîner. Ce sont tous ces facteurs qui font que les Soviétiques hésitent à prendre une telle décision.

SOUFFLER LE CHAUD ET LE FROID

« *Les pays membres du Pacte de Varsovie sont convaincus que le Parti ouvrier unifié, la classe ouvrière et le peuple travailleur sauront surmonter leurs problèmes actuels. (...) La Pologne est et restera un Etat socialiste, un maillon de la chaîne des pays socialistes. Elle peut compter sur la solidarité et l'aide fraternelle des pays socialistes* », affirmait le communiqué rédigé à la suite d'une réunion au sommet

des dirigeants de ces pays, le 5 décembre 1980.

On pourrait en trouver d'innombrables du même acabit dans la presse des pays de l'Est ces derniers mois. Il faut noter toutefois que ces déclarations d'amitié — au ton quelque peu menaçant — ont alterné avec des menaces plus directes et d'un tout autre ordre. Depuis les bruits de bottes aux frontières polonaises en novembre et décembre jusqu'à la mise en état d'alerte de ces troupes, en passant par la retransmission à la télévision polonaise d'« *exercices* » effectués par telle ou telle unité dans les régions frontalières, ce sont là autant d'avertissements qui n'ont pas échappé aux travailleurs polonais en lutte.

Tout comme les mesures prises successivement par les gouvernements est-allemand et tchèque pour tenter de limiter le trafic des voyageurs entre leurs pays et la Pologne. En effet, depuis le mois d'octobre 1980, la RDA exige qu'une invitation personnelle soit adressée à ceux des citoyens polonais ou allemands qui désirent se rendre dans l'autre pays, alors qu'une circulation illimitée et sans visa avait été instaurée il y a huit ans. A leur tour, les autorités tchèques imposaient le 20 novembre 1980 un délai de 90 jours entre deux opérations de change permettant de se procurer des zlotys, afin de limiter les allées et venues dans le pays voisin. Ces décisions en disent long sur la volonté des autorités des « *démocraties populaires* » d'établir un cordon sanitaire autour de la Pologne, pour tenter de prévenir tout risque de contagion avec les travailleurs de leurs pays.

Le sommet de Moscou lui-même, quel que soit le ton bénin adopté dans le communiqué cité plus haut, ne pouvait pas être interprété autrement que comme une menace de « *protection par la force* ». Il est d'ailleurs significatif qu'il ait donné lieu à toutes sortes de bruits en Pologne immédiatement après. On racontait que les dirigeants du Pacte de Varsovie avaient décidé de laisser au POUP jusqu'au début février pour faire la preuve qu'il était capable de reprendre la situation en mains...

Ce genre de guerre psychologique est typique des méthodes adoptées par les Soviétiques depuis maintenant plus de six mois, consistant à souffler le chaud et le froid, à faire alterner les déclarations d'amitié, chantages et pressions politiques ou économiques. Soulignons toutefois, à propos de ce sommet, qu'il fit l'unanimité de tous les pays du Pacte de Varsovie, y compris des Roumains qui n'avaient plus

assisté à un sommet de ce genre depuis 1968, et des Hongrois dont les positions sur l'affaire polonaise sont pourtant plus nuancées que celles des États voisins. Leur point d'accord fondamental, c'est leur peur de voir la crise polonaise s'étendre à leurs propres pays. Aussi ont-ils tous déclaré leur solidarité avec le POUP — à Gierek d'abord, à Kania ensuite — dans l'espoir que ces derniers parviendraient à éteindre l'incendie. C'est ce qui explique la similitude des déclarations d'« amitié et de confiance » que l'on retrouve dans la presse de chacun de ces pays, même si les positions adoptées et le type d'information donné sur les événements diffère d'un pays à l'autre.

LA CHASSE A L'« ENNEMI »

« Divers pays communistes ont des jugements différenciés à propos de la crise polonaise, ce qui reflète une diversité dans les relations historiques et la proximité géographique avec ce pays », affirmait un dirigeant hongrois dans une déclaration reprise par l'*International Herald Tribune* du 22 décembre 1980.

Pour chacun d'entre eux, néanmoins, l'un des problèmes essentiels auquel ils se trouvent confrontés, c'est le caractère international de cette crise et l'incapacité où ils sont de contrôler l'information qui circule. C'est pourquoi les dirigeants du Pacte de Varsovie ont ressenti le besoin de resserrer leurs rangs et d'homogénéiser la ligne de leurs partis respectifs. Chose difficile à réaliser quand on voit la différence de points de vue, émis respectivement par l'URSS et par la Hongrie, sur une question qui n'est pas secondaire en ce moment : celle du rôle des syndicats.

« Dans une société socialiste, il n'y a pas de fondements sociaux ni de raisons pour une confrontation politique entre les syndicats et l'État et, en conséquence, les syndicats n'ont pas besoin de recourir à des grèves ou à d'autres mesures extrêmes pour défendre les intérêts de la classe

ouvrière. (...) Les syndicats agissent toujours sous la direction idéologique et politique du parti communiste et des partis ouvriers », déclarait notamment la *Praavda* du 26 décembre 1980.

« Si le syndicat participe, en tant que représentant des travailleurs, au pouvoir social, il ne doit pas s'identifier avec les organisations de l'État ou du parti, ni être subordonné à ces organismes », affirmait de son côté Sandor Gaspar dans son rapport au Congrès des syndicats hongrois qui s'est tenu ce même mois de décembre 1980 (voir encadré).

Nul étonnement, dès lors, à ce qu'ils aient dû se mettre d'accord sur la base du plus petit dénominateur commun, en l'occurrence celui de la dénonciation des « éléments anti-socialistes ». Encore que, là aussi, des divergences existent. « Plusieurs comités de "Solidarité" ont commencé une campagne de remplacement des syndicalistes par des individus s'en tenant fermement à des positions anti-gouvernementales. Ces faits, et bien d'autres, montrent que la contre-révolution a opté pour la déstabilisation progressive de la Pologne, pour l'aggravation de la lutte politique », affirmait l'Agence Tass le 8 décembre 1980. Pour les dirigeants hongrois en revanche, même s'ils admettent que certaines forces de l'Ouest encouragent l'existence d'éléments anti-socialistes en Pologne, c'est aux autorités qu'il faut imputer la responsabilité de la crise : « Nous ne cherchons pas des boucs émissaires dans l'autre camp. » Comme quoi, même au sein des pays du Pacte de Varsovie, la « défense du socialisme » n'a pas la même signification partout...

LES PC OCCIDENTAUX

L'affaire polonaise, après celle de l'Afghanistan, a servi de révélateur de la crise du mouvement stalinien — et de son courant « eurocommuniste » — en donnant une publicité plus large que jamais aux divisions en son sein. C'est ainsi

qu'on a vu les communistes yougoslaves et chinois lancer des anathèmes contre le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) qui critiquait lui-même le Parti communiste italien (PCI), lequel a riposté aux attaques du Parti communiste français (PCF), qui vient de subir un camouflet de la part du Parti communiste chinois (PCC) (voir encadré).

Or, si la défense du « socialisme réel » représente un point commun permettant aux PC du Pacte de Varsovie de maintenir un minimum d'homogénéité entre eux, il n'en est pas de même des PC occidentaux. Certes, les liens de ces derniers avec Moscou restent un élément déterminant de leur profil politique par rapport aux partis socio-démocrates, mais la défense du modèle soviétique ne joue plus le même rôle que par le passé. Leurs positions sont au contraire largement déterminées par leur rapport au reste du mouvement ouvrier et à la bourgeoisie de leur propre pays. Selon qu'il s'agit de PC de masse tels que le PCI, le PCE ou le PCF, ou de groupes marginaux confrontés à une social-démocratie au pouvoir, comme le PC autrichien, les fondements de leurs réactions aux événements de portée internationale ne sont évidemment pas les mêmes.

Du suivisme inconditionnel du petit PC d'Allemagne fédérale (DKP) vis-à-vis de l'URSS, aux déclarations du PCI affirmant voir une confirmation de la ligne « eurocommuniste », de la « 3e voie », dans la crise polonaise, en passant par les silences embarrassés du PC de Grande-Bretagne ou du Parti du Travail suisse, qui se contentent de reproduire des dépêches d'agences, il y a peu de choses en commun. Si ce n'est l'incapacité où ils se trouvent tous de tirer les véritables leçons de l'été polonais, car cela les obligerait à remettre en cause les rapports bureaucratiques qu'ils entretiennent avec les masses de leur propre pays et, partant, toute leur politique de collaboration de classes.

LES ABOYEURS PRO-MOSCOU

Parmi les petits partis, tels ceux de RFA, d'Autriche ou des USA, qui restent dépendants de l'URSS dans leur existence même — sur le plan matériel notamment —, celui d'Allemagne fédérale se distingue par le caractère hystérique de ses attaques contre les éléments « anti-socialistes », reprenant et en rajoutant sur les commentaires les plus virulents de RDA et de Tchécoslovaquie. « Une lutte de classes, plus aiguë que jamais, se développe », titre un article de *Unsere Zeit* du 28 janvier 1981, faisant référence aux attaques du POUP contre certains membres de « Solidarité » accusés d'avoir partie liée avec des centres impérialistes. Et les extraits de la presse polonaise publiés sont plutôt sélectifs : lettre de lecteur à *Tribuna Ludu* accusant la direction du syndicat « Solidarité » de tout faire pour semer le désordre ; lettre ouverte d'un membre du POUP de Jastrzebie qui a dû démissionner de ses fonctions dans la direction locale de « Solidarité » face aux reproches qui lui étaient faits de servir les intérêts du parti avant ceux des travail-

La position des Hongrois et des Yougoslaves

« Dans notre pays, la grève n'est pas interdite, et les travailleurs y ont recours si nécessaire. Chez nous, les syndicats exercent de fait un droit de veto sur les décisions prises par les directions d'entreprises », affirment les dirigeants hongrois, qui sont les seuls des pays du Pacte de Varsovie à avoir réellement informé les travailleurs de leur pays, et qui espèrent sans doute donner ainsi le change...

« Les exigences des travailleurs n'ont pas seulement un caractère socio-économique, mais une dimension politique plus large », déclarait dès août 1980 la presse yougoslave, seule de tous les pays dits « socialistes » à avoir publié dans leur intégralité les 21 points de revendications des travailleurs de la Baltique. Les autorités yougoslaves ont toutefois cru bon de préciser, dans *Polytika* du 6 septembre 1980 : « Il est évident que les revendications initiales, dont la formulation est consignée dans le procès-verbal des négociations, étaient inspirées des slogans des dissidents. Mais cette tonalité disparut des revendications mises en avant durant les négociations, les travailleurs faisant preuve de leur civisme et de leur maturité idéologique, dans la discipline et l'organisation, et la direction se montrant plus ouverte aux concessions. » Peur des dirigeants de Belgrade de voir le prolétariat yougoslave prêter une oreille trop attentive aux exigences de l'opposition de leur propre pays ?

leurs, et qui accuse en retour d'autres membres du comité d'« avoir des contacts avec des groupes contre-révolutionnaires », etc.

La situation même de ce parti en Allemagne fédérale, dont l'implantation dans la classe ouvrière ne fait pas le poids face à un SPD tout-puissant, et ce, dans une Allemagne divisée, explique en partie cette attitude hyper-sectaire. Mais on n'en reste pas moins les bras ballants à lire le compte rendu de voyage de deux dirigeants étudiants du DKP qui se sont rendus en Pologne cet automne. Pour eux tout est simple : « Solidarité » est entièrement manipulé par le KOR, par l'Eglise et par les experts qui décideraient systématiquement des questions importantes à la place des travailleurs. Les accords de Gdansk sont inapplicables, et les étudiants qu'ils ont rencontré à Cracovie sont tous anticommunistes. En bref, il faut que le POUP impose ses vues...

LES CHANTRES DE LA DEMOCRATIE

Pour les partis qui se réclament de près ou de loin de l'« eurocommunisme », l'angle d'attaque est tout autre : partant du constat de faillite économique de la direction évincée (Edward Gierak), les PC italien, espagnol, belge, finlandais, suédois, anglais, mexicain ou japonais tombent tous d'accord pour constater que la question principale a trait au manque de démocratie. Image de marque oblige ! Le problème auquel sont confrontés beaucoup de ces PC — dans leur bataille pour marquer des points face à la social-démocratie —, c'est justement de se débarrasser de l'étiquette de stalinien, avec tout ce qu'elle a de repoussant pour la masse des travailleurs des pays occidentaux, avec tout ce qu'elle évoque du point de vue des méthodes bureaucratiques et autoritaires.

Aussi évitent-ils de produire des analyses machiavéliques de la situation. « Cette détérioration accentuée de la situation économique est-elle due aux grèves de l'été et à leur suite ? Personne ne songe sérieusement à l'affirmer, même si, à l'occasion de l'affaire des samedis libres, on a vu le gouvernement tenter de rendre les syndicats "Solidarité" responsables d'une aggravation éventuelle des conditions de vie » affirme un rédacteur du *Drapeau Rouge*, quotidien du PC belge, le 1er février 1981. De même, beaucoup d'entre eux mettent-ils une sourdine aux attaques contre les « ennemis intérieurs et extérieurs », préférant mettre l'accent sur les erreurs passées de la direction polonaise : « Il faut procéder à des réformes économiques, il faut élargir la démocratie. » Propos vagues visant à convaincre de ce qu'ils n'ont plus rien à voir avec le stalinisme, mais qui ne les engagent pas très loin.

En effet, ce qui ressort des déclarations de ces PC « libéraux », c'est d'une part l'insistance sur le danger d'une confrontation prolongée entre la classe ouvrière et la bureaucratie polonaise : ils

Une petite guerre des communiqués

« Il faut noter que certaines interventions de nos amis italiens ne peuvent que porter préjudice à l'atmosphère de coopération dont nous parlions dans notre communiqué commun de 1978 », écrit la *Pravda* du 29 août 1980.

Elle devait écrire, quelques semaines plus tard : « Le rejet de l'internationalisme prolétarien divise la classe ouvrière internationale face à la bourgeoisie, et il ne fait pas de doute que l'affaiblissement du principal pilier de la lutte anti-impérialiste est mortel pour la solidarité internationale de toutes les forces démocratiques. »

Ce à quoi l'Unità du 30 août 1980 à rétorqué : « Les préoccupations à propos des tensions Est-Ouest ne pouvaient et ne peuvent toujours amener à passer sous silence certains aspects de la politique de l'URSS, qui a sous-estimé les problèmes et les difficultés des pays du "socialisme réel", ce dont les événements polonais de la semaine dernière témoignent de façon inquiétante. »

« Nous croyons que notre position a été, et reste, marquée par un grand sens des responsabilités », affirme l'Unità du 17 décembre 1980, en réponse à Georges Marchais, qui avait reproché au PCI d'accréditer « l'idée qu'une menace extérieure pèse sur la Pologne. »

« Il est inacceptable d'imputer à un parti — comme l'a fait Georges Marchais — une responsabilité historique et de l'accuser de péché mortel pour n'avoir considéré qu'une simple hypothèse », répliquait la Ligue des communistes yougoslaves quelques jours plus tard.

poussent un soupir de soulagement à chaque compromis. « L'essentiel est que le regain de tension enregistré ces derniers jours dans ce perpétuel foyer d'ébullition que demeure Gdansk paraisse apaisé, et que soit écartée la menace de nouvelles grèves d'occupation sporadiques » écrivait ce même *Drapeau Rouge* quelques semaines plus tôt, le 18 novembre 1980. Et c'est d'autre part l'absence totale de perspectives quant aux modalités qui pourraient permettre aux travailleurs de prendre véritablement leurs affaires en mains, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. « Loin de devoir être considérées comme une maladie du socialisme, les grèves peuvent au contraire consolider la construction d'un nouveau système » déclare un communiqué du PC mexicain de la fin août 1980 ; mais sans aller plus loin...

Tous ces PC se prononcent vigoureusement contre toute perspective d'intervention de la part des Soviétiques. « Les Polonais doivent résoudre leurs problèmes eux-mêmes » répètent-ils de manière incantatoire, mais très rares sont ceux qui donnent la parole aux membres de « Solidarité » dans leur presse (à croire qu'aucun de leurs militants ne s'est rendu en Pologne depuis l'été dernier), pour expliquer quels sont les débats traversant les syndicats indépendants et quelles solutions sont mises en avant par les travailleurs eux-mêmes. Ce serait beaucoup plus instructif pour les lecteurs qu'une suite d'articles commentant la politique « au sommet », en général repris des agences de presse bourgeoises.

Mais il est vrai que, si ces PC se montrent aussi déterminés sur la question de l'intervention soviétique, c'est plus à cause de l'atteinte que cela représenterait à l'image du type de socialisme qu'ils prétendent défendre, que par rapport aux véritables intérêts du prolétariat polonais.

Le PC suédois, quant à lui, tente d'aller un peu plus loin dans ses analyses. Constatant que le mouvement de grève a une dimension directement politique et

non seulement économique, *Ny Dag*, le quotidien du PCS, affirme dès le 20 août 1980 : « Les travailleurs exigent une démocratisation de la société et une plus grande participation à la solution des affaires nationales. Ce sont là des exigences fondées, et la seule réponse fructueuse à y apporter, c'est l'introduction de réformes de structures ayant un caractère économique et politique à la fois. » Selon lui, la participation des travailleurs aux décisions ne devrait pas seulement toucher à la production, mais également à la répartition des profits, ce qui ne saurait être fait qu'au travers de « formes institutionnalisées ». Mais il ne dit pas lesquelles.

Quant au PCE et au PCI, on constate qu'ils tiennent à plusieurs reprises des propos super-progressistes en ce qui concerne la lutte des travailleurs polonais et que le PCE — en particulier — va jusqu'à remettre en cause une série de schémas des PC traditionnels. Mais cela ne fait qu'éclairer sous un jour plus cru la faillite du courant « eurocommuniste », cela ne fait que rendre plus explosive la contradiction qui saute aux yeux entre ce type de discours et la pratique qui est la leur dans leurs pays respectifs.

LES AUDACES THEORIQUES DE SANTIAGO CARRILLO

Ayant affirmé dès le début du conflit que celui-ci ne provenait pas seulement de difficultés économiques, mais « peut-être aussi de l'existence d'un système politique dans lequel les gens n'ont pas le sentiment que leurs dirigeants les écoutent réellement », Santiago Carrillo s'appuiera ensuite sur les appréciations de la nouvelle direction du POUP pour émettre un jugement très positif sur les accords de Gdansk, saluant au passage le rôle modéré joué par l'Eglise dans cette affaire.

En ce qui concerne le rôle des éléments accusés d'« anti-socialisme », il affirme dans *Mundo Obrero* du 19 septembre

1980 : « Ce serait une aberration de considérer que des événements de la profondeur et de la force de ceux auxquels nous avons assisté en Pologne, ou en d'autres occasions antérieurement, puissent être fondamentalement le produit d'activités de l'ennemi. Ils sont avant tout le produit de contradictions réelles, du malaise réel et profond qui existe chez les travailleurs. » La conclusion qui, pour lui, s'impose, est la suivante : « Les événements de Pologne viennent confirmer la thèse eurocommuniste sur la nécessité pour le socialisme d'être une application effective de la démocratie, et non une restriction. » (Santiago Carrillo, déclaration à la presse reprise dans le Monde, 3 septembre 1980).

Il va cependant plus loin que ces simples considérations, dans cet article de Mundo Obrero paru le 19 septembre 1980 (voir encadré), tentant de mettre à jour les causes fondamentales qui font

que, dans un pays où domine la propriété collective des moyens de production, les travailleurs se voient pourtant dépossédés de tout pouvoir sur le plan politique. Parmi tous les « eurocommunistes » qui ont abordé cette question, il est le seul — à notre connaissance — à avoir posé aussi explicitement le problème de l'Etat comme problème central.

Et pourtant, c'est le même Santiago Carrillo qui, quelques semaines plus tard, réagira comme un véritable bureaucrate à la contestation du PC catalan qui a mené au renversement de l'ancienne direction à majorité « eurocommuniste » lors du congrès du PSUC réuni à Barcelone. C'est lui qui, dans un long article défensif à propos de cette affaire (Mundo Obrero, 16 janvier 1981, « Sobre los problemas que plantea el Vo Congreso del PSUC »), soutiendra que la politique de collaboration de classes scellée par le PCE au travers des Pactes de la Moncloa était et reste l'u-

nique solution, « personne n'ayant défini de politique alternative » et parce qu'« on ne voit pas d'autre chemin aujourd'hui pour affronter la crise économique de manière démocratique ».

C'est lui qui tentera d'imposer un Congrès extraordinaire — contre la volonté de la nouvelle direction du PC catalan — « pour que le PSUC retrouve sa physionomie et son image » — aussi faut-il prendre ses considérations sur la démocratie dans les pays de l'Est pour ce qu'elles sont : des mots, exactement ce qu'il reproche aux bureaucrates des pays de l'Est de faire de leur côté.

Au-delà de la personnalité de Santiago Carrillo, cet exemple des contradictions à l'œuvre dans la ligne vaut pour toute la direction du PCE, comme en témoigne la presse de ce parti. Alors qu'elle est prête à faire — à peu de frais — des discours « éclairés » sur la crise qui sévit en Pologne, la direction du PCE use de tout autres instruments lorsqu'il s'agit de défendre son espace politique face à un PS envahissant et face à une base en ébullition.

Pendant, les tensions qui ont commencé à se faire jour dans le PC andalou et dans le PC basque — après le PC catalan —, et la démission de certains dirigeants andalous, dont l'orientation politique et les méthodes bureaucratiques se trouvaient mises en cause par la base, montrent que les militants du PCE ne restent pas indifférents aux conséquences de la politique de la direction Carrillo, et qu'ils sont décidés à en découdre pour que leur voix soit entendue.

Dans ce sens, la question de la Pologne ne manquera pas d'être un test pour les divers courants qui s'affrontent au sein du PCE. Et il y a tout à parier qu'elle contribuera à mettre à nu l'hypocrisie de dirigeants qui discutent sur l'« eurocommunisme », qui prétendent même donner des leçons de démocratie au mouvement communiste du monde entier, mais dont toute la politique consiste — en dernière instance — à passer des alliances avec la bourgeoisie sur le dos de la classe ouvrière et à tenter de préserver leurs fauteuils de dirigeants au travers de luttes d'influence et de batailles de cliques.

LES MENACES DE RUPTURE DU PCI AVEC MOSCOU

La contradiction dans laquelle se trouve la direction communiste espagnole est peut-être encore plus évidente dans le cas du PCI, qui a pourtant été le premier et le plus déterminé des PC à déclarer qu'il romprait avec Moscou si les Soviétiques intervenaient militairement en Pologne. « Le PCI ne pourrait que tirer toutes les conséquences d'une intervention extérieure et d'une épreuve de force contre la Pologne », affirmait l'Unità du 10 décembre 1980 à l'occasion de la visite de Vladimir Zagladine à Rome, Giorgio Napolitano parlant de son côté des « conséquences irréparables » que cela aurait.

Après une approche plutôt prudente des événements et un appel du Comité

Le PC espagnol et la Pologne

« Nous avons toujours critiqué les aspects formels de la démocratie bourgeoise, mais nous ne pouvons fermer les yeux devant une réalité : (en Pologne) la démocratie socialiste est fondamentalement une démocratie formelle, une démocratie dans les textes, mais inexistante dans la réalité. Une couche bureaucratique dirige, décide au nom de la classe ouvrière, mais sans s'appuyer sur elle. On ne peut pas dire que la classe ouvrière en tant que telle soit au pouvoir du seul fait que ceux qui dirigent sont membres du parti communiste.

« Les syndicats se sont transformés en courroie de transmission de l'Etat et je pense que c'est la même chose pour ce qui est du parti. Le pouvoir finit par ne plus être un instrument du parti et des syndicats, de la classe ouvrière et du peuple, pour mener à bien la révolution : surgit alors une technocratie et une bureaucratie de l'Etat qui transforme le parti et les syndicats en simples engrenages de l'appareil d'Etat pour exercer leur contrôle sur la classe ouvrière et le peuple. »

« L'abolition de la propriété capitaliste, les réformes dans le domaine social, celui de la culture et de la santé, que ces systèmes ont mis en œuvre, constituent, sans aucun doute, un grand progrès en direction du socialisme, mais elles ne sont pas encore le socialisme réalisé et encore moins le début du communisme.

« La vérité est que, dans ces pays, le travailleur ne se sent pas vraiment propriétaire des moyens de production. Les moyens de production appartiennent à l'Etat et le travailleur ne considère pas encore cet Etat comme sa chose. Engels disait qu'il y a des moments où l'Etat s'autonomise de la société et se situe au-dessus d'elle. Dans le cadre de la société capitaliste, cela arrive rarement, et seulement au cours de crises graves ; dans ce qu'on appelle le « socialisme réel », le phénomène paraît devenir permanent, et c'est ainsi que des conflits comme ceux qui agitent la Pologne mettent en relief cette dissociation entre l'Etat et la société.

« A la limite, il se pourrait que ce soit là la racine des conflits et même des guerres entre Etats qui se proclament socialistes, alors que ces guerres ne correspondent pas aux intérêts des masses, ni aux principes du véritable socialisme. Nous devons reconnaître que ces réalités produisent chez des camarades, qui ne sont pas peu nombreux, l'impression qu'ils sont orphelins ; et si aujourd'hui nous ne pouvons pas nous identifier pleinement avec le cours pris par ces révolutions qui nous ont donné naissance, il semblerait que nous ayons perdu notre père, au sens figuré.

« Quant à nous, nous ne pouvons pas affirmer que les formes de démocratie socialiste à l'œuvre dans d'autres pays soient exactement celles que l'eurocommunisme préconise dans les pays développés. Le processus révolutionnaire s'est développé dans les pays de l'Est par d'autres voies, et c'est à eux de trouver leurs propres formes de démocratie et de pluralisme. Ce qui est décisif, c'est le contenu démocratique de la critique, du pluralisme, de la participation réelle des diverses couches populaires, et en tout premier lieu de la classe ouvrière elle-même. »

Rapport de Santiago Carrillo devant le Comité exécutif du PCE, Madrid, 8 et 9 septembre 1980, Mundo Obrero, 19 septembre 1980.

central à celui du POUP, pour que ce dernier respecte la liberté d'organisation de la classe ouvrière, après avoir salué le fait que le POUP n'ait « pas condamné les grévistes » et souhaité une solution rapide du conflit, le ton s'est en effet durci, et la direction du PCI s'est retrouvée engagée dans une polémique avec l'URSS aussi bien qu'avec le PCF l'accusant de soutenir des « contre-révolutionnaires » (voir encadré).

Qu'avait dit de si choquant le PCI, outre qu'il était opposé à toute intervention ? Que la crise polonaise révèle une absence de démocratie non seulement en Pologne mais dans l'ensemble des pays de l'Est. Qu'il soutenait le droit des travailleurs à s'organiser en syndicats indépendants, ainsi que leur revendication au droit de grève. Rien que d'autres PC n'aient dit avant ou après lui. Sauf qu'il s'agit du parti communiste de masse le plus important d'Europe et que le Kremlin est obligé de compter avec lui et avec l'impact de ses prises de position — tout comme celles du PCE ou du PCF — dans le jeu des relations internationales.

De plus, le PCE — en dépit des considérations théoriques un peu plus osées formulées par Carrillo — ne s'en est pas pris aussi frontalement à l'URSS. Sa presse n'a pas été jusqu'à publier des articles favorables au KOR, comme l'a fait *Rinascita* au mois de novembre 1980 : « Né en tant que Comité de défense des travailleurs, le KOR s'est doté plus tard d'une structure plus politique, adoptant un programme minimum pour tenter de développer des "institutions indépendantes". (...) Aujourd'hui, beaucoup de ses membres pensent que le temps est venu de changer la société (tout en respectant la situation politique du pays et son caractère socialiste) dans le sens d'une plus grande démocratie et du pluralisme. C'est là le programme (...) que deux jeunes communistes, Jacek Kuron et Karol Modzelewski, avaient mis en avant dans leur Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais en 1964. »

La presse du PCE n'a pas non plus engagé de polémique aussi directe avec les PC du Pacte de Varsovie sur l'appréciation à porter sur les « fauteurs d'anarchie ». « Il est normal que les aspirations des vastes masses populaires se manifestent dans un premier temps, y compris au travers d'événements tumultueux. (...) On ne peut pas voir un ennemi du socialisme dans chaque dissident » écrit notamment Bufalini dans un rapport au Comité central du PCI reproduit dans *l'Unità* du 18 décembre 1980. Enfin, dans les causes qui ont conduit à la crise actuelle, le PCI relève non seulement les considérations habituelles sur les problèmes économiques et sur le manque de démocratie, mais *l'Unità* parle explicitement de la politique répressive à l'encontre de l'Eglise. Autant d'éléments qui ne peuvent faire plaisir aux Soviétiques...

Toutefois, une chose devrait rassurer Moscou, c'est la vision profondément réformiste et la manière prudente avec lesquelles la presse du PCI aborde la question des changements à opérer. Par étapes, sans bousculer personne... La ligne

Le PC italien et la Pologne

« Si nombre des problèmes posés sont spécifiques à la Pologne, ce serait faire montre d'ingénuité et de peu de clairvoyance de n'y voir qu'un phénomène purement polonais. (...) Ce qui nécessite que les sociétés d'Europe de l'Est, leurs mécanismes de direction et leurs méthodes de communication internes évoluent, certes graduellement, mais réellement. C'est un problème qui ne date pas d'aujourd'hui et qu'il ne faut pas oublier. »

Giuseppe Boffa, *l'Unità*, 27 août 1980.

« Nous sommes convaincus que la pire des myopies serait de considérer comme une attaque contre le socialisme, la recherche et la définition d'un socialisme différent de celui qui a été mis en œuvre jusqu'à présent. (...) C'est pourquoi nous sommes très préoccupés par la menace d'intervention militaire. Nous le sommes également parce que nous pensons que même la simple hypothèse de cette intervention, telle qu'elle est agitée, constitue d'ores et déjà une atteinte intolérable à la souveraineté de la Pologne. »

Editorial de *l'Unità*, 10 décembre 1980.

« Toute notre réflexion critique sur le "socialisme réel", toutes les implications du choix de l'eurocommunisme et de la "3e voie", ont surgi de la conscience que nous avons que ces problèmes ne sont pas résolus », déclare Alfredo Reichlin en faisant allusion aux grèves polonaises et à l'exigence des travailleurs de pouvoir s'organiser de façon indépendante.

« Cela vient du fait qu'il existe maintenant une contradiction entre un développement social, économique et culturel que l'on peut dire remarquable (...) et une structuration politique qui a grandi de façon rigide, dans un cadre hiérarchisé qui tend à devenir asphyxiant (...).

« Cela signifie que, pour intéresser les gens à l'effort productif, et avant tout créatif, il faut développer la démocratie et la participation. Et il ne suffit pas, pour ce faire, de l'ouverture d'esprit d'un groupe de dirigeants éclairés.

« En outre, un tel processus ne peut se limiter au Parti, à un parti qui, en s'identifiant avec l'Etat, phagocyte tout ! »

Alfredo Reichlin, *l'Unità*, 19 août 1980.

« eurocommuniste », dont Enrico Berlinguer se targue de trouver la confirmation dans la crise polonaise, se traduit en clair par des recommandations pour que le « mouvement ouvrier (soit) dirigé dans le sens d'une plus grande co-responsabilité

économique et politique, en tenant compte de la phase difficile que traverse l'économie du pays. » (*Unità*, 12 décembre 1980).

En revanche, si la direction du PCI met en cause le monolithisme dominant à

Le monument édifié à Gdansk aux victimes des grèves de 1970.



l'Est, elle ne souligne jamais — et pour cause — que les intérêts de la bureaucratie et ceux des travailleurs sont radicalement contradictoires et que, dès lors, « *exercer le pouvoir* » implique — pour la classe ouvrière — d'exercer un contrôle direct sur les choix économiques et politiques à l'échelle nationale. Elle n'indique jamais quelles pourraient être les voies qui permettraient d'aller dans ce sens. Elle ne donne jamais la parole aux principaux concernés : les membres de « Solidarité ». Elle se contente de déclarations solennelles sur les séparations à établir entre le Parti, l'Etat et le syndicat, sans bien sûr aborder

UNE CONTRADICTION INSOLUBLE

Les multiples tournants de la direction du PCI dans le conflit de la FIAT et la manière dont elle a finalement trahi les ouvriers, après avoir soutenu l'occupation, en appuyant des positions syndicales débouchant sur l'acceptation des licenciements massifs, avaient déjà passablement secoué le PCI ces derniers mois. Et la question de la Pologne, dont la direction a pu croire — dans un premier temps — qu'elle permettrait de resserrer les rangs, s'avère être un nouveau facteur de crise interne. En effet, les articles auto-critiques parus dans l'*Unità* sur 1956 et sur le stalinisme, les critiques adressées à la direction du POUP pour n'avoir pas compris ce qui s'est passé en 1976, de même que le libéralisme affiché par la presse communiste italienne à l'égard du KOR et de l'Eglise, reflètent les contradictions réelles dans lesquelles se trouve enfermée l'équipe Berlinguer. La pénétration du PCI dans l'Etat bourgeois entraîne notamment des pressions croissantes d'une partie de sa base dans le sens d'une rupture avec Moscou.

Mais outre le fait qu'une rupture avec Moscou provoquerait un ébranlement du parti jusque dans ses fondements, la direction n'y songe pas sérieusement. Elle continue à se situer dans le cadre de la coexistence pacifique, comme en témoigne le ton du télégramme adressé en dé-

la question de l'autogestion ni des conseils ouvriers.

Rien d'étonnant chez une direction dont tout le problème est d'arriver à faire passer dans son propre pays une ligne préconisant une attitude « responsable » des travailleurs devant les mesures de restructuration capitaliste de l'économie pour faire face à la crise, ainsi que la mise en place d'un gouvernement autoritaire en Italie pour mettre fin au « désordre », et cela tout en conservant son emprise sur le prolétariat italien, tout en gardant son image de premier parti ouvrier et de parti qui « *se bat pour la démocratie* ».

En décembre 1980 aux six partis du Pacte de Varsovie, le contenu du rapport de Bufalini au Comité central, ou les commentaires défensifs de Pajetta après la venue de Zagladine à Rome : « *Les journaux mettent tout l'accent sur le problème des conséquences de l'intervention. Mais l'intervention n'a pas encore eu lieu et nous faisons, au contraire, tout ce qui est en notre pouvoir pour l'éviter. En gros, vous cherchez à nous décrire comme les victimes d'un tremblement de terre avant même que les sismographes n'aient commencé à bouger.* »

Cependant, Pajetta sait bien — et quelle que soit la position adoptée vis-à-vis de l'URSS — qu'une intervention soviétique serait un coup sévère porté à la politique d'alliance du PCI avec la bourgeoisie, il sait que le parti perdrait un peu plus de terrain par rapport au PS et il craint la réaction de la base qui n'est déjà que trop portée à remettre en cause l'acceptation de la politique d'austérité de la part de la direction du parti.

Toute la politique d'Enrico Berlinguer, prétendant faire du PCI un parti « indépendant » par rapport à Moscou, ses relations privilégiées avec la Chine et la Yougoslavie, ses flirts avec Mitterrand et d'autres leaders de la social-démocratie, pour apparaître comme un parti de gou-

vernement crédible, tout cela pèserait de peu de poids dans la balance pour maintenir la cohésion du parti face au séisme que provoquerait dans le PCI — comme dans les autres PC — une intervention soviétique en Pologne. Ce qui explique, pour une grande part, l'absence de cohérence dans la ligne adoptée sur la question polonaise.

Il faut cependant souligner que l'orientation défendue par les militants du PCI au sein de la centrale syndicale CGIL — qui s'est traduite par l'envoi en Pologne d'une délégation syndicale unitaire dès la fin août et qui a permis le caractère unitaire de l'accueil fait à la direction de « Solidarité » en décembre à Rome — est un facteur positif qui ne saurait être sous-estimé. De même la position adoptée par le PCI, tout comme par le PCE et les autres partis « eurocommunistes », représente un obstacle à l'intervention soviétique et joue finalement en faveur de la classe ouvrière polonaise, en ce sens qu'elle lui permet de gagner du temps et de progresser dans son organisation.

Mais, pour le reste, le prolétariat polonais n'a pas grand chose à attendre de directions qui, dans leurs propres pays, appliquent une ligne dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'arme pas les travailleurs contre leur ennemi de classe.

LE PCF ENTRE DEUX CHAISES

Le PCF, pour sa part, qui ne se revendique plus guère de l'« eurocommunisme », voudrait bien faire croire qu'il a une orientation politique différente de celle de ses deux voisins. La campagne systématique contre le « *tournant à droite du PS* », les coups de gueule de Marchais, la dénonciation du « *grand capital* » auquel est opposé le « *Produisons français !* », tout cela s'efforce de donner l'image d'un parti « plus révolutionnaire ». Là-dessus, les travailleurs de Manufrance et d'autres entreprises peuvent témoigner de ce que la ligne du PCF reste, comme par le passé, une ligne de collaboration de classes et qu'en ce qui concerne les résultats, ils n'ont rien à envier aux travailleurs de la FIAT...

Pourtant, Enrico Berlinguer et Georges Marchais se séparent sur la question polonaise, comme ils se sont séparés sur l'Afghanistan. Non que Marchais soit favorable à l'intervention soviétique en Pologne. Quant on l'interroge à ce propos, il dit qu'il n'y croit pas et réaffirme la position du PCF selon laquelle : « *Il revient au peuple polonais, à son gouvernement, au POUP, et à eux seuls, de mener à bien les réformes.* » Il ne dit pas non plus qu'il s'y opposerait si cela arrivait.

Mais la façon dont le PCF se réfère systématiquement au POUP et au PCUS pour commenter la crise polonaise témoigne bien des liens étroits qu'il entend maintenir avec les PC du Pacte de Varsovie. Cela se traduit notamment par le contenu des articles de l'*Humanité* s'appuyant avant tout sur les dépêches de l'*Agence PAP* et sur les déclarations du POUP.

Non seulement l'*Humanité* a soutenu

Le PC français et la Pologne

« *Au fond, on nous reproche de ne pas prendre la même position que nos camarades italiens. Eh bien, je vais être très franc avec vous : il est exclu que nous le fassions. Evidemment, parce que, jaloux de notre indépendance, nous n'entendons pas nous aligner sur aucun parti : pas plus le Parti communiste italien que sur aucun autre parti, y compris le Parti communiste de l'Union soviétique. Mais nous ne le ferons pas, encore plus précisément, pour trois raisons essentielles.*

« *Premièrement, parce que nous considérons que rien ne justifie la campagne menée sur le prétendu danger d'une intervention soviétique en Pologne. Depuis le début des événements, les dirigeants du Parti ouvrier unifié polonais, les dirigeants soviétiques, les dirigeants des pays membres du Traité de Varsovie n'ont cessé — chacun pour leur part ou ensemble — d'affirmer clairement et nettement que c'est au peuple polonais lui-même, à son gouvernement, à son parti communiste qu'il appartient de résoudre les difficultés que connaît leur pays en ce moment. C'est tout à fait l'avis du Parti communiste français...* »

Georges Marchais, « *Journal inattendu* » de RTL, repris par l'*Humanité* du 15 décembre 1980.

Le PCF polémique contre le PCI

« La direction du Parti communiste italien vient d'exprimer " la préoccupation des communistes italiens à propos de la situation en Pologne et des dangers que représentent les ingérences étrangères et les conséquences très graves qu'aurait une intervention militaire dans ce pays ". Rappelons, si besoin est, que, pour sa part, le Parti communiste français a depuis le début des événements de Pologne une position claire. (...)

« Dans le même temps, le Parti communiste français repousse avec vigueur la campagne alarmiste développée par tous les adversaires du socialisme sur le thème de " la menace de l'intervention soviétique en Pologne ". Cette campagne, de nature à freiner le renouveau, est dénoncée à la fois par le Parti ouvrier unifié polonais, les syndicats — y compris « Solidarité » — et l'épiscopat polonais. Elle est utilisée pour justifier l'arrivée de nouveaux matériels militaires américains en République fédérale d'Allemagne, exiger l'alignement inconditionnel des gouvernements européens sur Washington et obtenir à tout prix l'accroissement de dépenses militaires qui constituent déjà un fardeau insupportable pour les travailleurs. »

Le Parti communiste français
Paris, le 12 décembre 1980.

Edward Gierek sans aucune réserve durant tout le conflit et jusqu'à sa destitution — comme la plupart des PC occidentaux d'ailleurs —, non seulement elle a concentré toutes ses énergies durant cette période dans la dénonciation des « anti-socialistes », mais on pouvait entendre une dirigeante du parti interviewée à la télévision insister, trois jours après les accords de Gdansk, sur l'absence de chômage, sur l'augmentation du niveau de vie allant jusqu'à 50 % et sur l'ouverture au dialogue, sans dire un mot sur le contenu des accords ni sur les revendications des grévistes. D'ailleurs *l'Humanité* préférait, à ce moment-là, parler d'« arrêts de travail » et s'est depuis toujours refusée à publier le texte des 21 points, en dépit de protestations nombreuses parmi ses lecteurs.

Contrainte de tourner après les accords, la direction du PCF célébra ces derniers comme une « victoire pour la démocratie ». Ce qui ne l'empêcha pas de rester totalement muette sur « Solidarité » durant des semaines et de maintenir la confusion — entretenue dans la presse polonaise durant tout le mois de septembre et jusqu'en octobre — entre cette organisation de masse et les prétendus « nouveaux syndicats indépendants » (de branches) impulsés de toutes pièces par la bureaucratie pour tenter de faire échec à l'élargissement de « Solidarité ».

Cette volonté de minimiser le rôle de « Solidarité » s'est d'ailleurs confirmée beaucoup plus tard dans le rapport de trois dirigeants de la CGT s'étant rendus en Pologne au début janvier 1981. Insistant sur le fait que « "Solidarité" n'est pas la seule force syndicale », ces dirigeants — qui sont aussi des responsables du PCF — ont tout fait pour tenter d'accréditer l'idée d'un « pluralisme syndical » en parlant des 57 autres syndicats en dehors de « Solidarité », et en allant jusqu'à prêter 5 millions de membres aux syndicats de branches. *L'Humanité* n'a d'ailleurs pas craint de mentir en d'autres occasions, affirmant dans son édition du 1er décembre : « Les émissions d'information (de la TV) donnent largement la parole aux travailleurs porteurs de badges de "Solidarité". »

Forte de l'appréciation du PCF sur le « bilan globalement positif des régimes communistes », la presse du parti ne cessera de se féliciter tout au long de ces mois de ce que « le rôle dirigeant du parti n'a pas été mis en cause ». Sauf, bien sûr, par les « éléments anti-socialistes » auxquels elle réserva toute sa vindicte. En effet, *l'Humanité* a pris soin de reproduire fidèlement toutes les attaques contre les « fauteurs d'anarchie » — et contre « Solidarité » — parues dans la presse soviétique comme dans la presse polonaise. En revanche, l'espace accordé depuis six mois au point de vue des membres de « Solidarité » se réduit à la portion congrue. Le correspondant de *l'Humanité* à Varsovie se contente de citer Lech Walesa ; probablement parce que lui au moins c'est un chef, et qu'il tient souvent des propos modérés. Il a pourtant trouvé le temps d'interviewer longuement le nouveau dé-

puté catholique Ozdowski lors de sa nomination en décembre, de rendre compte à plusieurs reprises des positions de dignitaires ecclésiastiques et des réactions que cette nomination suscitait. « Il y a des raisons nationales et politiques pour que les forces des deux côtés trouvent une plate-forme de coopération pour la réalisation de buts humanitaires communs » affirmait récemment un membre du Comité central du POUV dans *l'Humanité* du 3 février 1981. Modération, quand tu nous tiens...

Au travers de la polémique qu'il entretient avec le PCI, le PCF manifeste tout particulièrement sa volonté de ne pas être confondu avec ceux qui sèment le trouble et accréditent « l'idée d'une menace extérieure sur la Pologne ». Cependant, de même que les déclarations tonitruantes du PCI contre l'intervention cachent mal son anxiété de ne pas rompre avec la « maison-mère », les professions de fidélité du PCF au « camp communiste » cachent mal son inquiétude devant la perspective d'une intervention soviétique. Car, quel que soit le sectarisme dont il a fait preuve ces derniers mois à l'égard des autres courants du mouvement ouvrier, le PCF n'en craint pas moins pour ses résultats électoraux. A preuve, les appels indirects au calme qui transparissent systématiquement au travers des titres et des sous-titres des articles de *l'Humanité* sur la Pologne, et les numéros d'équilibrisme qu'il effectue sur cette question.

Bien plus encore que le PCI, qui n'est confronté qu'à un petit parti social-démocrate, il sait que ses possibilités de mordre sur l'électorat du PS seraient fondamentalement remises en cause s'il devait répondre de l'intervention soviétique. C'est ce qui explique qu'il préfère affirmer contre toute évidence : « Ils n'ont aucune raison d'intervenir ! ». Ce qui lui évite de surcroît d'avoir à définir publiquement quelle serait son attitude en cas d'intervention (voir encadré).

D'autre part, même si elle a plus ou moins volontairement provoqué le départ de nombreux militants intellectuels, et de

militants de base sans doute encore bien plus nombreux, en désaccord avec les positions adoptées ces derniers mois sur la question de l'immigration et sur l'affaire de la drogue, la direction du PCF craint surtout les effets ravageurs que pourrait avoir une intervention soviétique en Pologne dans ses propres rangs. Car celle-ci ne manquerait d'élargir l'audience des oppositionnels qui entendent refuser à la direction du PCF le droit d'affirmer qu'elle exprime le point de vue de tous les communistes. Alors qu'ils ont pu admettre — même à contre-cœur — la position adoptée sur l'Afghanistan, il ne fait aucun doute que des milliers de membres quitteraient le parti si une intervention soviétique en Pologne se déroulait sans une prise de position nette de la direction pour la condamner.

Dans tous les cas de figures, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, les PC ressentiraient profondément dans leurs rangs les conséquences d'une intervention soviétique.

Ceux du Pacte de Varsovie et des autres pays « socialistes », parce qu'ils ne manqueraient pas d'être confrontés à des mouvements de solidarité avec la classe ouvrière polonaise, dont tout le monde s'attend à ce qu'elle résiste avec acharnement, et parce qu'il y a tout lieu de penser qu'une telle initiative renforcerait les courants d'opposition, à l'intérieur comme à l'extérieur des PC au pouvoir.

Et les PC occidentaux — les PC « eurocommunistes » en particulier —, parce qu'une telle intervention réduirait à néant les efforts désespérés qu'ils font depuis des années pour concilier l'inconciliable : rester dans le « camp socialiste » en continuant à se référer à la coexistence pacifique et sans remettre en cause la théorie du « socialisme dans un seul pays », tout en tentant d'apparaître en même temps comme des partis défenseurs de la démocratie, du pluralisme, d'un « autre socialisme ».

Jacqueline ALLIO
18 février 1981.

Les avancées du mouvement de masse et la contre-offensive de la bureaucratie

LA déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale que nous publions ci-dessous était déjà rédigée lorsque les résultats du VIII^e plénum du Comité central du POUP ont été connus. Ces résultats montrent le renforcement des positions de l'aile Kania : le général Jaruzelski est nommé au poste de Premier ministre, tout en restant ministre de la Défense ; plusieurs partisans du « dialogue » avec le syndicat « Solidarité » ont été nommés aux postes de vice-premiers ministres (il s'agit notamment du principal négociateur des accords de Gdansk et du rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Politika*, Rakowski). Tout cela confirme que la majorité, aux sommets de la bureaucratie, ne se sent pas la force d'engager une épreuve de force immédiate avec le mouvement de masse ouvrier, étudiant et paysan organisé. Elle préfère biaiser, gagner du temps, faire traîner les choses en longueur, compter sur l'usure, les divisions et la fatigue des ouvriers pour engager le processus de la « normalisation ».

Mais cela ne signifie en aucune manière un nouveau recul de la bureaucratie. La situation se maintient, en gros, telle qu'elle est décrite dans la déclaration.

D'une part, le mouvement de masse autonome continue à s'organiser, à se consolider, à accumuler des victoires partielles. Ce qui a été obtenu par la grève de Bielsko Biala, la reconnaissance du droit des paysans à constituer — à défaut d'un « syndicat » — une « association » autonome de l'Etat, la reconnaissance de fait de l'Union indépendante des étudiants, vont dans ce sens.

D'autre part, le gouvernement continue à reprendre d'une main ce qu'il accorde de l'autre ; il continue à remettre en cause les accords de Gdansk, Szczecin et Katowice, il continue à chercher à cantonner « Solidarité » dans des actions revendicatives « purement » matérielles et économiques, ce qui est manifestement impraticable dans une économie nationalisée et planifiée comme celle de la Pologne, où tout problème économique débouche automatiquement sur des questions politiques.

Au plénum du Comité central du POUP, Kania et Jaruzelski ont continué à tirer à boulets rouges sur les éléments « anti-socialistes et contre-révolutionnaires » qui « manipulent » les 10 millions de membres de « Solidarité » ; et cela malgré le fait que les dirigeants et les conseillers désignés sous ces qualificatifs — notamment Karol Modzelewski et les représentants du KOR — multiplient les déclarations conciliatrices, qu'ils affirment et réaffirment tous les jours qu'ils ne s'opposent en

aucune façon à l'exercice du pouvoir politique par le POUP ni à l'appartenance de la Pologne au Pacte de Varsovie.

Kania et Jaruzelski ont d'ailleurs l'épée dans les reins à ce propos de la part du Kremlin. Celui-ci ne se gêne guère pour condamner toute l'organisation « Solidarité » — soit 80 % de la classe ouvrière polonaise — comme « contre-révolutionnaire ». Il est possible qu'il devra modérer son langage dans l'immédiat ; les propos tenus au Congrès du PCUS qui est sur le point de s'ouvrir seront révélateurs en la matière. Mais personne ne doit douter de ce que l'existence même d'une organisation de masse ouvrière, indépendante de l'Etat et de la bureaucratie, capable d'agir et d'exercer son droit de grève, est structurellement incompatible avec la survie de la dictature bureaucratique. Cela, le Kremlin le comprend parfaitement et il agit en conséquence. Les hésitations portent tout au plus sur les rythmes, les formes et les délais de la « normalisation », non sur la nécessité d'une mise au pas, c'est-à-dire d'une destruction de « Solidarité » comme représentant libre et démocratique de la classe ouvrière.

A ce propos, on peut comprendre les déclarations conciliatrices des dirigeants nationaux de « Solidarité » et des représentants du KOR, qui désirent épuiser tous les mécanismes de négociation afin de ne pas éroder, dans des grèves partielles à répétition, la force du mouvement. Mais il faut répéter que la force, le développement et l'avenir de « Solidarité » dépendent dans une large mesure de sa capacité de rester le porte-parole de l'ensemble de la classe ouvrière. Tout abandon d'une solidarité active à l'égard d'un quelconque secteur du mouvement, tout abandon de la solidarité à l'égard d'un quelconque secteur des éléments radicaux ou « dissidents » que la bureaucratie a pris dans sa ligne de mire, provoqueraient des divisions profondes au sein de la classe ouvrière, dont les secteurs radicalisés ne sont pas prêts à céder devant la « tactique du salami » de Kania. Toute centralisation excessive du syndicat, tout recul sur la question de la démocratie interne et des droits de la base, auraient des effets encore plus désastreux. Les semaines qui viennent montreront jusqu'à quel point la magnifique combativité des masses — qui n'a pas été entamée par un hiver pourtant très pénible — saura déjouer les manœuvres de la bureaucratie et les tergiversations de la direction syndicale nationale elle-même.

INPRECOR
20 février 1981.

— I —

Depuis la fin du mois de novembre 1980, des changements sont intervenus dans la situation polonaise, marquée par l'essor fantastique de l'activité et de l'auto-organisation des ouvriers depuis juillet et août, ainsi que par les victoires importantes qui ont été obtenues par la classe ouvrière au travers des accords de Szczecin, Gdansk et Katowice. Les changements qui sont intervenus peuvent être résumés en quatre points.

1.— La radicalisation de la classe ouvrière, en particulier des jeunes travail-

leurs et des ouvriers des grandes entreprises, se poursuit. L'appel à cesser le travail lancé le 24 janvier 1981 par « Solidarité », afin d'obtenir l'application des accords d'août sur la semaine de cinq jours, a été massivement suivi, en dépit des fortes pressions exercées par le gouvernement et les médias : 80 % des travailleurs des grandes entreprises ne sont pas allés travailler. D'ores et déjà, les travailleurs sont allés plus loin que les accords d'août. C'est ainsi qu'ils ont engagé une action directe pour la légalisation de « Solidarité rurale ». A Rzeszow, les travailleurs ont fait grève pour soutenir leurs alliés paysans pauvres.

Les travailleurs se sont également engagés dans des formes d'action plus radicales, telle que l'occupation de bâtiments publics, afin d'obtenir la démission de fonctionnaires à l'échelon local et régional du parti et de l'Etat, jugés corrompus et incompetents. Parmi ces officiels figurent un ministre et un ancien secrétaire régional du Parti. Dans le sud-ouest du pays (région de Bielsko Biala), autour de Jelemia Gora, une grève a même éclaté pour ce motif. Des dirigeants d'entreprises ont été révoqués par les travailleurs. Les provocations de la bureaucratie — comme son refus d'accorder aux syndicats libres l'accès aux *mass media* ou les

tentatives de censure contre la presse de « Solidarité » — ont commencé à se heurter à une riposte militante. Les arrêts de travail de 4 heures ont eu lieu à Lodz et Bialystock le 27 janvier, des actions militantes ont été menées à Wroclaw, et à Szczecin des grèves ont interrompu la parution de tous les médias officiels.

Tous ces mouvements expriment l'incompatibilité objective qui existe entre d'une part l'auto-organisation massive des travailleurs et la tendance à l'autogestion et, d'autre part, le monopole de la bureaucratie sur le pouvoir politique. Ils expriment aussi la conscience croissante qu'ont de cette incompatibilité des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière. Le mouvement de masse est donc toujours dans sa phase ascendante. Toutes les luttes ouvrières importantes continuent d'être, dans l'ensemble, victorieuses, quels que soient les compromis partiels qui ont conclu certaines d'entre elles.

2.— Dans le même temps, la direction Kania de la bureaucratie, appuyée par le Kremlin et ses alliés bureaucratiques d'Europe orientale, a entamé une contre-offensive concertée.

Pour la première fois depuis les accords d'août, la milice est intervenue contre des travailleurs à Nowy Sacz et Ustrzyki Dolne, pour les expulser des bâtiments qu'ils occupaient. L'application de certains des points les plus importants de ces accords d'août (l'abolition de la censure, l'accès de « Solidarité » aux *mass media*) a été refusée ou repoussée. La reconnaissance de « Solidarité rurale », cette puissante expression de l'alliance ouvrière-paysanne (notamment dans les zones où prédominent les paysans pauvres et le semi-prolétariat rural, comme dans le sud-est de la Pologne autour de Rzeszow) a été rejetée. Le procureur général a menacé de poursuites judiciaires et d'arrestations les éditeurs et les collaborateurs des publications qui paraissent sans être soumises à la censure. Même la menace de décréter l'état d'urgence a été employée. Le Kremlin remet en cause ouvertement la principale conquête des travailleurs polonais, le droit de grève.

S'il ne fait pas de doute que ces provocations de la bureaucratie accélèrent le processus de radicalisation de larges secteurs des organisations ouvrières indépendantes, elles visent pourtant un objectif stratégique qui est tout à fait clair.

Avec le soutien total de la hiérarchie catholique et de certains intellectuels de Varsovie, de tendance « réformiste » néo-ZNAK, qui travaillent comme « experts de « Solidarité », l'aile Kania de la bureaucratie tente de démoraliser les travailleurs en faisant la démonstration que les syndicats libres ne sont pas en mesure d'obtenir pour les travailleurs des avantages économiques et matériels. Les bureaucrates n'hésitent pas — pour parvenir à leurs fins — à utiliser ouvertement le sabotage économique.

Le courant Kania tente de diviser « Solidarité » entre une aile radicale et une aile modérée qui s'appuierait sur certaines directions régionales des syndicats

libres. L'aile Kania tente d'appliquer la tactique classique du « salami ». Il s'agit d'isoler d'abord les dirigeants et les experts les plus radicaux de « Solidarité », pour ensuite les éliminer avant de passer à une offensive généralisée contre le mouvement des syndicats libres en tant que tel, une fois que le mouvement aura commencé à reculer et que des secteurs du mouvement de masse seront désorientés et démoralisés.

3.— Un processus de large différenciation a commencé au sein de « Solidarité ». Il tient à la logique interne de la situation objective en Pologne, à la contre-offensive entamée par la bureaucratie, mais il est aussi le produit inévitable de l'absence initiale, au sein de « Solidarité », de clarté politique et idéologique ainsi que de l'absence d'objectifs programmatiques clairement définis et exprimés pour le moyen et le long terme (ce qui contraste avec la clarté et l'unité très larges sur les revendications immédiates).

Parmi les cadres et les dirigeants locaux et régionaux de « Solidarité », une gauche plus radicale est apparue, tandis que de l'autre côté une aile plus ouvertement prête à collaborer avec la bureaucratie s'est dégagée. Entre ces deux pôles, il y a de nombreuses positions intermédiaires qui oscillent entre ces différents courants. Le meilleur exemple est celui de Lech Walesa. Celui-ci, en dépit de son immense popularité et de son autorité, qu'il a — à juste titre — conquis de par l'extraordinaire détermination dont il a fait preuve pendant la période août-septembre, commence à vaciller sous la pression contradictoire de la hiérarchie catholique et de l'aile « libérale » de la bureaucratie d'une part et, d'autre part, sous la pression croissante d'une base de plus en plus militante qui existe non seulement à Gdansk, mais aussi à Varsovie, Szczecin, Bydgoszcz, Wroclaw et dans d'autres régions.

L'absence d'une information centralisée et largement diffusée à l'échelle nationale sur ce qui se passe dans les usines et dans les syndicats opère également objectivement dans le sens de cette différenciation.

4.— Finalement, le fantastique essor de la confiance des travailleurs en leur propre force, de leur auto-organisation et de leur volonté de démocratie ouvrière, a commencé à avoir des répercussions profondes au sein du Parti communiste (POUP), ce qui était inévitable, vu la dimension du soulèvement ouvrier et la taille même du POUP. C'est là le changement-clé qui est intervenu dans la situation. Alors que les différentes ailes de la bureaucratie poursuivent, de toute évidence, les mêmes objectifs, qui consistent à sauvegarder le monopole de la bureaucratie sur le pouvoir, de puissantes tendances sont apparues à la base du POUP, qui luttent non seulement pour une réorientation totale de la politique du PC, mais aussi pour la démocratisation du parti.

Le point central de cette tendance est

la bataille pour un Congrès extraordinaire du parti pour lequel, malgré les instructions explicites données en ce sens par le Comité central, des militants locaux ont commencé d'élire leurs délégués sur une base démocratique. Cela s'est produit dans des villes comme Lodz, Poznan, Torun et d'autres.

Les tendances les plus à gauche au sein de « Solidarité » sont composées de façon significative de ces oppositionnels du POUP. Cette pression croissante exercée par la base du PC va inévitablement déboucher sur un nouvel approfondissement des différenciations au sein de la bureaucratie. Actuellement, aucune figure centrale, aucune aile dans les sommets de la bureaucratie, ne soutiennent les revendications radicales des travailleurs ou des oppositionnels de gauche au sein du POUP. La bureaucratie polonaise, et surtout Moscou, doivent s'assurer à n'importe quel prix que le prochain Congrès du POUP ouvrira bien un processus de « normalisation » également à l'intérieur du PC.

— II —

Les projets de la bureaucratie du PC dirigée par Kania, et qui sont soutenus aujourd'hui par la hiérarchie catholique, une partie des intellectuels réformistes et l'aile de la direction de « Solidarité » qu'ils influencent (cela représente une puissante convergence de forces dont il ne faut pas sous-estimer la capacité à influencer de larges secteurs des masses travailleuses), sont essentiellement fondées sur deux arguments. Ces deux arguments sont répétés sans cesse par tous les *mass media* et sont également repris au sein du mouvement des syndicats libres par les forces conciliatrices.

Ils sont les suivants : l'impossibilité matérielle de garantir des concessions économiques aux ouvriers et aux paysans, en raison du mauvais état de l'économie polonaise ; l'impossibilité d'accorder de nouvelles concessions politiques aux travailleurs — après la légalisation de « Solidarité » — sans provoquer une intervention militaire du Kremlin et « menacer la survie de l'Etat polonais ». C'est pour cela qu'il faudrait arrêter les grèves et les actions militantes et les remplacer par des négociations interminables et des compromis de plus en plus pourris.

Le but de cette argumentation est de diviser et de démoraliser les travailleurs en leur montrant que toute nouvelle lutte ne peut aboutir à rien. Elles pourraient même aboutir, selon eux, à la liquidation, l'une après l'autre, des conquêtes d'août 1980.

En dépit de leur apparence de « bons sens », ces arguments sont profondément erronés et peuvent être aisément réfutés. Il est tout simplement faux de dire qu'il n'y a pas de base matérielle pour une amélioration considérable des conditions de vie et de travail des ouvriers. Le meilleur exemple de ces mensonges éhontés, diffusés largement par les bureaucrates, est leur explication selon laquelle la réduction à cinq jours de la semaine de travail

va entraîner une baisse de 10 % de la production. Cet argument est complètement réfuté par les enquêtes concrètes qui ont été effectuées par les travailleurs dans de nombreuses entreprises. Ces enquêtes ont montré — dans les faits et par les chiffres — que les pertes de production consécutives à cette réduction des horaires de travail pourraient être largement rattrapées par l'élimination de la mauvaise gestion bureaucratique de l'économie. Par exemple, la suppression des ruptures d'approvisionnement en matières premières et en énergie, qui signifient que de nombreuses machines ne tournent pas une bonne partie de la semaine ; la suppression du gâchis et des détournements opérés par la bureaucratie, qui signifient qu'aujourd'hui une partie importante de la production n'est pas écoulee par le biais des canaux de distribution prévus dans le cadre de l'économie planifiée ; la correction du désordre incroyable, de l'absence de proportion et d'équilibre dans la « planification » polonaise, qu'il vaudrait peut-être mieux appeler « non-planification ».

Si la bureaucratie refuse de reconnaître ces faits — pourtant évidents —, qu'elle ouvre les « livres de comptes » de l'économie nationale à « Solidarité » et à toute la classe ouvrière ! Que les ouvriers et les paysans pauvres polonais étendent le contrôle ouvrier à l'échelle nationale ! Que « Solidarité » élabore et puisse présenter dans les *mass media* un contre-Plan économique qui montre concrètement qu'il est possible d'assurer pour les masses de meilleures conditions de vie et de travail sans réduire la production !

Il est faux de dire qu'une modération croissante de la direction de « Solidarité », qu'un abandon graduel de toutes Pologne 1980-1981 (DR).

les revendications démocratiques, de toutes les revendications pour des changements radicaux dans la conduite des affaires économiques, pourraient constituer une arme de dissuasion efficace contre une intervention militaire du Kremlin. Cet argument n'aurait quelque poids que si l'on oubliait qu'il existe un fait objectif, qui est la montée et la radicalisation massive de 10 millions de travailleurs polonais. Et aucune modération, même qui soit le fait d'un tacticien « habile », ne va les arrêter sur le chemin de la conquête d'un contrôle total sur leurs conditions de vie économique, sociale et politique. C'est pour cette raison que le fait que cette intervention ait lieu actuellement ou pas, que le choix du moment, dépend du jugement de la bureaucratie soviétique sur le rapport entre les avantages et les inconvénients d'une telle intervention, du point de vue de la défense du pouvoir et des privilèges de la caste bureaucratique et conservatrice. Son jugement est fortement influencé par l'évolution du rapport de forces en Pologne, en Europe de l'Est, en URSS même et à l'échelle mondiale.

Tout ce qui affaiblit l'unité et la cohésion du prolétariat polonais, même sans parvenir à briser pour autant le développement fondamental de son activité, ne peut que favoriser objectivement une intervention militaire du Kremlin, parce que cela réduit d'autant le prix qu'il aura à payer pour la mener. Une politique de modération et de conciliation menée par les dirigeants du syndicat, si elle est en elle-même incapable de briser la montée des masses polonaises, aurait précisément pour effet de désorienter et de démoraliser une partie du prolétariat, même si d'autres secteurs continuaient à se ra-

dicaliser pendant ce temps. Il ne faut pas oublier qu'en Tchécoslovaquie, la direction Dubcek a suivi une telle politique de modération, ce qui n'a absolument pas empêché l'intervention militaire du Kremlin.

A l'inverse, tout ce qui accroît l'unité, la cohésion et la détermination des syndicats libres dans leur ensemble ne peut que convaincre le Kremlin qu'en cas d'intervention militaire, chaque usine polonaise sera transformée en centre de résistance. On peut faire beaucoup de choses avec des fusils. Mais on ne peut pas forcer 12 millions de travailleurs — qui s'y refuseraient — à collaborer avec une direction haïe ou à travailler plus dur. A moins d'avoir recours à une terreur extrême et à un bain de sang à une échelle que le Kremlin n'a pas osé pratiquer en Hongrie en 1956, pour ne pas parler de la Tchécoslovaquie à partir de 1968.

Contre la menace d'intervention militaire, l'une des armes de dissuasion les plus efficaces — même si elle est à elle seule insuffisante — reste la défense résolue des intérêts des travailleurs, le combat déterminé pour la pleine application des accords d'août 1980, pour un programme de contrôle ouvrier à l'échelle nationale, pour le renforcement de l'alliance ouvrière et paysanne. Cette dernière facilite l'avancée vers la solution de la crise alimentaire au travers de la légalisation de « Solidarité rurale » et de l'« autogestion paysanne ». Cette dernière signifie aujourd'hui que les petits paysans, tout en défendant leur droit de posséder leurs petites exploitations, commencent à comprendre et à appliquer les avantages de la coopération librement consentie et la propriété collective des tracteurs et des autres moyens de production agricoles modernes, car l'autogestion, à l'échelle de fermes d'un hectare, n'a pas de sens. Ce serait en tout cas une arme beaucoup plus efficace qu'une politique de conciliation sans principe.

Il faut noter que, jusqu'à présent, la ligne Kania n'est pas parvenue à stopper le développement des luttes ouvrières et à les empêcher d'être victorieuses. C'est dire que sa crédibilité pour la bureaucratie et pour le Kremlin décroît rapidement, de même que la crédibilité des éléments « conciliateurs » au sein de « Solidarité ».

Dans ce contexte, les forces qui, au sein des bureaucraties polonaise et soviétique, sont en faveur de la répression ouverte (comme l'aile Olszowski-Grabski dans le POUP), et qui sont conscientes qu'une situation de double pouvoir est en train de se développer spontanément dans le pays, ne peuvent que se renforcer.

— III —

Il faut souligner que l'impérialisme mondial et la bourgeoisie internationale ont modifié de façon tout à fait significative leur attitude à l'égard des luttes sociales et politiques qui se déroulent en Pologne. Pour les marxistes révolutionnaires, il était clair depuis le début que l'impérialisme craignait le fantastique développement de l'activité et de l'auto-organisa-



tion de la classe ouvrière polonaise, qui sont tout aussi explosifs pour le système capitaliste que pour les dictatures bureaucratiques. L'exemple des travailleurs polonais peut facilement inspirer les travailleurs d'Europe occidentale et d'ailleurs, tout comme il peut être suivi par les travailleurs d'Europe orientale, d'Union soviétique et de Chine.

Mais, alors qu'au début l'impérialisme camouflait ses craintes sous des protestations de sympathie verbale en faveur des travailleurs polonais et qu'il utilisait leur crainte justifiée d'une intervention militaire du Kremlin pour accentuer son hystérie anti-communiste et couvrir ainsi l'intensification de la course aux armements, les choses ont radicalement changé quand la question de la semaine de cinq jours est venue au centre des luttes en Pologne. Ce changement d'attitude ne tient pas seulement au fait qu'aujourd'hui la lutte pour la réduction du temps de travail est le point central de la défense des travailleurs du monde entier face à l'assaut mené par les capitalistes et leurs gouvernements (il s'agit en particulier de la lutte pour la semaine de 35 heures en Europe occidentale). Mais ce changement d'attitude tient surtout au fait que la bureaucratie polonaise doit 20 milliards de dollars US aux banques occidentales. Les banquiers et le Fonds monétaire international (FMI), qui craignent pour leurs « avoirs », exercent une pression de plus en plus forte sur la bureaucratie polonaise afin qu'elle prenne toutes les « mesures nécessaires à la production de biens », c'est-à-dire pour qu'elle impose l'austérité à la classe ouvrière polonaise au lieu de lui accorder de nouvelles concessions économiques.

Cela a été confirmé ouvertement dans un éditorial de l'*International Herald Tribune* (10-11 janvier 1981) et dans un article écrit par un important économiste du journal français *le Monde* (25-26 janvier 1981) qui prêche la « modération » à la direction de « Solidarité », de la même façon exactement que le pape, la hiérarchie catholique polonaise, l'aile Kania de la bureaucratie et le Kremlin. Ils pressent les dirigeants de « Solidarité » d'abandonner l'objectif « irréaliste » que serait l'application immédiate de la semaine de cinq jours. L'*Agence Tass* a également cité, en les approuvant totalement, les commentaires modérés faits par le président français Giscard d'Estaing sur les événements polonais.

Voilà une raison supplémentaire pour que la classe ouvrière internationale, ses syndicats — en particulier ceux qui sont dominés par les partis communistes en Italie, France, Espagne, Yougoslavie et ailleurs — apportent leur soutien total et sans condition à la juste revendication des travailleurs polonais en faveur de la semaine de 40 heures. C'est aussi une raison supplémentaire pour que « Solidarité » accorde la priorité à la recherche d'un soutien fraternel de ces syndicats et de leurs militants. Cela ne pourrait — en retour — que créer des difficultés supplémentaires au Kremlin s'il décidait de dé-

clencher une intervention contre-révolutionnaire.

Il faut noter, dans ce contexte, que la plupart des partis communistes dans le monde, depuis le PC hongrois jusqu'au PC cubain, depuis les PC italien et français jusqu'aux PC brésilien et mexicain, se sont alignés sur la ligne Kania, cette ligne inspirée par le Kremlin qui tente de briser le soulèvement ouvrier en ralliant derrière elle toutes les forces conservatrices en Pologne même. Tous ces PC caractérisent de larges secteurs de « Solidarité » comme étant « anti-socialistes » et « contre-révolutionnaires ». Cela ne peut que préparer politiquement le terrain à une intervention militaire du Kremlin. C'est pour cette raison aussi que des initiatives audacieuses et des appels à la solidarité avec les travailleurs polonais, dirigés vers les syndicats dominés par les partis communistes dans les Etats ouvriers et les Etats capitalistes, est une tâche urgente.

— IV —

L'une des principales faiblesses de « Solidarité » et de ses militants les plus actifs — alors que leurs ennemis savent ce qu'ils veulent et mettent en œuvre une stratégie consciemment élaborée et délibérée pour parvenir à leurs fins — est que les militants, les jeunes travailleurs radicalisés, la gauche radicale parmi les intellectuels et les dirigeants de « Solidarité », ainsi que les oppositionnels de gauche au sein du POUP, continuent d'agir en ordre dispersé. Ils n'ont pas de programme général commun et pas de compréhension claire sur la manière d'avancer politique-

ment pour s'assurer le soutien de l'écrasante majorité des ouvriers et des paysans pauvres dans la confrontation inévitable qui vient.

Plusieurs raisons expliquent ces faiblesses. La jeunesse du mouvement et le laps de temps relativement court sur lequel la montée ouvrière s'est opérée, ce qui n'a pas encore permis qu'une nouvelle direction reconnue émerge à l'échelle nationale. La structuration régionale du mouvement qui n'est pas compensée par l'existence de structures nationales et démocratiquement élues du syndicat. Il y a encore la confusion idéologique léguée par des décennies de dépolitisation à grande échelle, par la méséducation stalinienne et par l'influence profonde de l'Eglise. Il y a aussi le rôle réactionnaire joué par la puissante hiérarchie catholique qui doit aux staliniens de jouir du prestige d'avoir été pendant 25 ans la seule force d'opposition semi-légale. Il y a la confusion programmatique qui règne chez de nombreux cadres radicaux de « Solidarité » et dans l'aile gauche en général. Enfin, pèse l'absence d'une forte structure, centralisée à l'échelle nationale et démocratique des syndicats libres qui ne pourrait, dans le meilleur des cas, naître que du 1er Congrès national des syndicats libres. Or, c'est dans le même temps que le mouvement doit faire face à l'assaut d'un appareil bureaucratique disposant d'un réseau national aux mailles étroites, même s'il est divisé et de moins en moins sûr de la ligne à suivre.

Nous pensons qu'à cette étape du mouvement ces obstacles peuvent encore être surmontés. Mais, plus on tardera à

Meeting du syndicat « Solidarité ».



prendre les mesures minimales qui sont indispensables pour atteindre ces objectifs, plus les chances de réussite sont réduites.

Les mesures minimales les plus importantes pour contrer l'attaque menée de concert par l'ensemble des forces conservatrices sont les suivantes :

1.— Il faut que l'idée centrale de « solidarité » soit appliquée jusqu'au bout : un pour tous, tous pour un. Pas de discrimination, pas de répression, pas d'exclusion, pas de limogeage administratif des cadres de « Solidarité » ! Unis, 10 millions de travailleurs polonais peuvent s'opposer avec succès à la tactique du « salami » de Kania. Ils doivent être convaincus que la campagne qui est menée contre Jacek Kuron et Adam Michnik, que la campagne menée contre les éléments radicaux de Gdansk, Varsovie, Szczecin, Katowice, Lodz, Torun, Bydgoszcz et Radom est une campagne qui, si elle était victorieuse, ne serait que le début d'une offensive en règle pour briser le mouvement des syndicats libres en tant que tel.

2.— Il faut entamer un débat national, programmatique, idéologique et politique dans le cadre de la préparation d'un Congrès réellement démocratique de « Solidarité », et avancer dans l'unité d'action à l'échelle nationale entre toutes les forces radicales militantes et la gauche au sein de « Solidarité » — y compris les forces oppositionnelles au sein du POUP. Dans ce débat, qui devrait permettre de mettre en avant les premières réponses pour résoudre la crise économique actuelle, la gauche, les éléments radicaux et militants, les oppositionnels de gauche au sein du PC, doivent tenter de formuler un programme concret de contrôle ouvrier, d'autogestion ouvrière et de pouvoir ouvrier, un programme autour duquel des millions d'ouvriers et de paysans pauvres pourraient se rallier. Il faudrait aussi faire progresser le débat, qui a déjà été entamé dans « Solidarité » et dans le POUP, sur la nécessité de construire un parti révolutionnaire, un réel parti d'avant-garde qui puisse diriger les travailleurs vers la réali-

sation définitive de leurs aspirations. C'est la seule voie permettant d'avancer vers le socialisme en Pologne. Elle permettrait de démasquer la propagande calomniatrice du Kremlin et de ses séides qui affirment que les partisans d'un tel programme sont des « éléments anti-socialistes » et « contre-révolutionnaires » et ce alors que le pape, la hiérarchie catholique et la communauté bancaire internationale seraient apparemment devenus des partisans, ou au moins des « alliés loyaux » du « socialisme ». Il est inévitable que tout cela conduise à la nécessité d'assurer le droit de tendance au sein des syndicats.

Pour réaliser ces objectifs, la mise sur pied d'un large réseau national capable de diffuser dans tout le pays ces éléments de débat idéologique et d'élaboration programmatique seraient un important pas en avant. Au cours des dernières semaines, un tel processus s'est développé au niveau régional, au travers de nombreux organes locaux ou régionaux des syndicats. Mais cela reste encore largement inconnu de la grande masse des membres de « Solidarité ».

De la même manière que le petit réseau du KOR et de *Robotnik* a préparé et aidé la grande vague de grèves de juillet-août 1980, ne serait-ce qu'en brisant le monopole de l'information (censurée et mensongère) qui était aux mains de la bureaucratie et en informant les travailleurs de ce qui se passait réellement, les syndicats libres — qui sont immensément plus puissants aujourd'hui — pourraient briser la barrière de l'interdiction qui leur est faite d'avoir accès aux *mass media*, rien qu'en répandant nationalement ces éléments de renouveau du débat idéologique et de radicalisation qui ne circulent aujourd'hui qu'au niveau régional.

3.— Après l'échec qu'a subi l'actuelle direction du PC dans sa tentative de division du mouvement lors de la bataille sur les samedis libres, et vu le degré élevé d'unité dont a fait preuve la classe ouvrière dans cet affrontement, la direction du POUP doit faire face à une alternative : devoir faire de nouvelles concessions importantes à la classe ouvrière ou préparer ses plans pour organiser une offensive

militaire contre le mouvement ouvrier. Si la direction du parti opte pour l'affrontement, la mobilisation nationale de tous les travailleurs polonais sera alors indispensable. C'est dans ce cadre que les soldats doivent, comme les ouvriers, les paysans et les étudiants, envisager leur auto-organisation démocratique.

Tout en étant conscients de la gravité de la menace qui pèse sur le fantastique mouvement des travailleurs polonais, nous, militants de la IVe Internationale, nous, militants de la IVe Internationale, avec la masse des éléments actifs et radicaux de la classe ouvrière polonaise, nous n'avons aucune raison de sous-estimer la puissance extraordinaire des travailleurs polonais. Le mouvement de masse est toujours dans sa phase ascendante. La bataille pour la semaine de 40 heures, pour l'abolition de la censure, pour le libre accès de « Solidarité », et de toutes les tendances en son sein, aux *mass media* sont autant de batailles qui peuvent et qui doivent être gagnées.

A condition que la gauche s'unisse, elle peut entraîner l'écrasante majorité des travailleurs et des paysans pauvres dans une lutte résolue contre l'offensive entamée par la bureaucratie.

Pas de politique d'austérité contre les ouvriers et les paysans pauvres polonais, qui n'ont aucune responsabilité dans le gâchis économique créé par la mauvaise gestion et la corruption bureaucratiques !

Pour le contrôle ouvrier à l'échelle nationale et l'autogestion ouvrière !

Pour la démocratie socialiste !

Pour un contre-Plan des travailleurs face à la misérable banqueroute économique de la bureaucratie !

Pour le plein respect et l'exercice réel de la souveraineté nationale de la nation polonaise !

Pour la solidarité des travailleurs polonais avec les luttes ouvrières et les combats anti-impérialistes dans le reste du monde !

Vers l'exercice d'un pouvoir ouvrier intégral en Pologne !

Le Secrétariat unifié
de la IVe Internationale
1er février 1980.

TOUT « INPRECOR » SUR LA POLOGNE POUR 30 FF

INPRECOR a sans doute été la publication qui a consacré le plus de place à suivre la crise polonaise. Depuis juillet, c'est l'équivalent d'un gros volume qui a été publié.

INPRECOR propose la série de ses numéros sur la Pologne (82 à 91) pour 30 F (au lieu de 100 F à l'achat au numéro). C'est un instrument de travail indispensable pour comprendre ce qui est arrivé, et prévoir ce qui va se passer.

Commandes : chèques postaux ou bancaires

à l'ordre de « PEC », 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France (mention Pologne)

Après l'attentat contre Bernadette Devlin et son mari

Une déclaration de l'organisation « People's Democracy »

SELON une dépêche, expédiée de Belfast par l'envoyé spécial d'*Intercontinental Press*, Gerry Foley, Bernadette Devlin et son mari Michael Mc Aliskey se rétablissent rapidement des blessures qu'ils ont reçues dans l'attentat monté contre eux le 16 janvier dernier. Michael est sorti de l'hôpital et Bernadette pense pouvoir rentrer chez elle d'ici quelques semaines.

Elle a exprimé son désir de reprendre aussitôt que possi-

« People's Democracy » condamne la tentative d'assassinat de Bernadette, membre fondateur de « People's Democracy » et organisatrice de la Campagne contre les Block H et Armagh, et contre son mari Michael.

Il ne fait pas de doute qu'il y a une campagne orchestrée pour assassiner les dirigeants de la campagne sur les Block H. Deux autres membres du Comité national de la Campagne contre les Block H et Armagh, Miriam Daly et Noel Little, ont déjà été assassinés, ainsi que trois autres dirigeants de la campagne, John Turnley, Ronald Bunting et Tony Valenti.

Pour chacun de ces meurtres, l'armée britannique et le RUC (*Royal Ulster Constabulary*), si discrédités, n'ont pas manifesté la moindre hâte pour arrêter les auteurs de ces crimes. Au contraire, ils ont exprimé leur satisfaction cynique devant ces attentats. L'attentat par balles contre Bernadette n'est que le dernier incident en date, et le plus infâme, de la longue liste d'horreurs perpétrées par les Britanniques et leurs alliés loyalistes. La Campagne contre les Block H et Armagh, qui est une campagne légale et ouverte, doit faire face aux attaques haineuses des Britanniques et de leurs supplétifs, qui harcèlent, tentent d'intimider, et finalement assassinent les défenseurs des prisonniers politiques.

Il ne peut pas y avoir de réquisitoire plus sévère contre les prétentions de l'Etat fantôme des six Comtés d'être un jour un Etat démocratique. La minorité catholique est soumise, jour après jour, à ces attaques haineuses, légales ou illégales, perpétrées par les forces de la couronne britannique.

C'est parce que les Britanniques savent qu'ils ne peuvent pas éliminer totalement toute la population anti-impérialiste, qu'ils ont recours à l'assassinat contre nos dirigeants et qu'ils tentent, par la terreur, de nous soumettre. Ils craignent plus que tout la dynamique engagée par la Campagne contre les Block H et Armagh. Les mobilisations de masse dans toute l'Irlande ont frappé de stupeur les Britanniques qui pensaient avoir brisé no-

ble son combat pour la cause irlandaise, en dépit des risques qu'elle encourt. La chambre de l'hôpital de Bernadette croule sous le déluge des télégrammes, des fleurs et des flots de visiteurs qui viennent lui exprimer leur sympathie et leur soutien dans cette épreuve.

Nous publions ci-dessous la déclaration publiée par l'organisation « People's Democracy » sur l'attentat du 16 janvier contre les Mc Aliskey.



Bernadette Devlin

tre volonté de résistance. Ils avaient compté sans l'instinct de justice irréductible du peuple irlandais, que Bernadette avait largement contribué à ranimer. Non seulement les Britanniques ont été contraints de concéder un accord, mais ils sont aujourd'hui forcés de l'appliquer, après avoir tenté de le faire passer aux oubliettes. La seule force capable de faire tenir sa parole au gouvernement britannique, et capable demain de l'expulser d'Irlande, c'est la mobilisation de masse du peuple irlandais.

C'est parce que Bernadette avait compris cette vérité simple qu'elle est aujourd'hui la cible des assassins et qu'elle se retrouve, grièvement atteinte, avec son mari, à l'hôpital.

Et qu'en est-il du gouvernement irlandais ? Le Premier ministre irlandais, Charles Haughey, va prendre le thé avec Margaret Thatcher, mais il se révèle incapable de demander publiquement que les Britanniques cessent leur campagne de terreur. Il refuse de soutenir ouvertement les revendications des prisonniers des Block H et d'Armagh alors que l'immense majorité du peuple irlandais voudrait le voir prendre position dans ce sens. De quoi a-t-il peur ?

A moins que le gouvernement irlandais ne demande publiquement, et sans la moindre équivoque, au gouvernement britannique de désarmer et de dissoudre

le RUC et l'UDR (*Ulster Defence Regiment*) et leurs comparses des milices privées et des groupes paramilitaires loyalistes, le peuple irlandais ne pourra constater et condamner sa couardise et son cynisme. Car, en définitive, c'est là le seul moyen de sauver les vies que le gouvernement irlandais dit vouloir protéger. Charles Haughey et le *Fianna Fail* (le parti au pouvoir en Irlande) portent une lourde responsabilité dans la vague de terreur qui a été déclenchée contre la population et les dirigeants nationalistes de l'Ulster.

Bernadette a montré le véritable chemin qu'il faut suivre : il faut lutter contre les Block H et Armagh jusqu'à la victoire. Il ne faut compter que sur nos propres forces et obliger ceux qui prétendent parler en notre nom à faire ce que nous disons ; qu'ils soient dans le *Fianna Fail*, le SDLP (Parti social-démocrate et travailliste) ou à la tête du mouvement syndical, nous devons les forcer à agir dans notre intérêt. Sinon, il ne nous restera qu'à agir par nous-mêmes, comme nous l'avons fait pour la campagne contre les Block H et Armagh.

Que la famille, les voisins et les amis de Bernadette et Michael soient assurés de notre sympathie.

« People's Democracy »
16 janvier 1981.